UNIVERSITY LIBRARY

TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE (1979) – N° 1 607 — ÉDITION INTERNATIONALE — DU JEUDI 16 AU MERCREDI 22 AOUT 1979

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, 75009 PARIS

TELEPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



SÉLECTION HEBDOMADAIRE

N° 1607

Canada, 0,55 $ can. ; Côte-d'Ivoire, 120 fr. ; Egypte, 30 p., Grèce, 24 dr. ; Hollande, 1,15 fl. ; Indonésie, 250 Rp. ; Israël, 3,50 L.I. ; Liban, 200 P.L. ; Sénégal, 150 C.F.A. ; Singapour, 2 $ sing ; Tunisie, 120 m. ; Turquie, 6 LT ; U.S.A. 0,55 $ US.

ABONNEMENT : Six mois — Un an
France .... F 45 — F 80
Etranger .... F 63 — F 115
(Tarifs avion page 8.)

CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

La démission de M. Andrew Young ambassadeur des États-Unis à l'ONU

La chute d'un atout ?

En refusant de faire amende honorable et en affirmant hautement que les Etats-Unis font fausse route en n'accordant aucune représentativité à l'O.L.P., M. Andrew Young a perdu son poste d'ambassadeur aux Nations unies. Ce pourrait bien être pourtant M. Carter le plus grand perdant de cette nouvelle illustration de l'indécision américaine.

Avec son franc-parler, l'ambassadeur aux Nations unies avait accumulé les ennemis en quelques années. Il n'est pas la victime que du « lobby » pro-israélien aux Etats-Unis, même si celui-ci s'est révélé déterminant. Il est la victime de tous les nostalgiques d'une certaine conception du rôle des Etats-Unis dans le monde, et n'est guère plus coupable dans cette dernière péripétie qu'un autre ambassadeur américain qui n'a pas été sanctionné : c'est à trois reprises que M. Wolf, l'ambassadeur américain à Vienne, a rencontré des représentants de l'O.L.P. Pour autant qu'on le sache, il est toujours en fonctions. Il est vrai que M. Wolf est Blanc.

Mais si l'ambassadeur à l'O.N.U. n'était pas très adapté aux exigences de la diplomatie traditionnelle, il n'en était pas moins un atout de premier ordre pour M. Carter. Son intelligence exceptionnelle et son pouvoir de séduction lui avaient valu de solides amitiés à l'O.N.U. Selon le président Carter, qui l'avait plusieurs fois rabroué pour son indiscipline, on lui devait la réconciliation des Etats-Unis avec une bonne cinquantaine de pays. Tout cela explique que l'ambassadeur à l'O.N.U. avait échappé au « coup de balai » opéré le mois dernier dans le cabinet. Son départ sera durement ressenti en Afrique, mais peut-être plus encore chez les Arabes, dans la mesure où M. Young « tombe » sur la question palestinienne.

La perte est tout aussi grande à l'intérieur. M. Young était l'un des deux membres Noirs du cabinet avec Mme Patricia Harris, récemment nommée ministre de la santé, de l'éducation et des affaires sociales. Mais il ne suffira pas de le remplacer par un autre Noir pour revenir à la situation antérieure. Son activisme passé dans le mouvement des droits civiques et sa longue association avec Martin Luther King valaient à M. Young un prestige exceptionnel auprès des minorités de couleur. Ses apparitions publiques attiraient plus de monde que celles de tout autre membre du gouvernement.

En exposant avec franchise et intelligence les thèmes populistes dont M. Carter avait fait sa plate-forme, l'ambassadeur de l'O.N.U. servait de pont entre le président et les couches défavorisées, du moins la partie de celles-ci qui voulait bien encore placer ses espoirs dans ce gouvernement. M. Carter ne peut que perdre de sa crédibilité dans ces milieux, même si M. Young fait campagne en sa faveur.

Les premières réactions des responsables noirs confirment ces observations. Le révérend Jesse Jackson, qui aspire au rôle de chef moral de cette communauté, s'est borné à déplorer le départ d'« un des fonctionnaires les plus compétents et capables du pays », mais, avant que sa démission ait été connue, il avait mis M. Carter en garde contre une telle décision, annonçant notamment un « backlash politique » (retour de flamme) contre les juifs. La veuve de Martin Luther King s'est dite « choquée » par le départ de celui qui « symbolisait plus qu'aucun autre l'engagement du gouvernement pour les droits de l'homme » ; enfin, selon M. Tyrone Brooks, un autre dirigeant Noir, l'électorat de couleur n'a plus qu'à se tourner maintenant vers le sénateur Kennedy.

(Vendredi 17 août.)

(Lire nos informations page 8.)

LA POLITIQUE FRANÇAISE ET LE BILAN DE TROIS ANNÉES DE « PLAN BARRE »

Il y aura trois ans le 25 août, M. Raymond Barre était appelé par le président de la République à remplacer M. Chirac, démissionnaire, à l'hôtel Matignon. Ce délai est précisément celui que le premier ministre a souvent indiqué en privé comme nécessaire au succès de son action ; en deçà le temps était trop court, disait-il, pour cueillir les fruits d'une politique aux ambitions structurelles, s'opposant, par bien des aspects, aux comportements nationaux habituels. Au terme de ces quelque mille cent jours, les résultats sont-ils à la hauteur des objectifs ? Et si le plan de M. Barre a en grande partie échoué — au point que le premier ministre entreprend aujourd'hui de définir une politique beaucoup plus restrictive — à quoi attribuer cet échec ? Nous entreprenons de répondre à ces questions dans le dossier que nous publions ci-dessous.

M. François Mitterrand est, pour sa part, catégorique. La situation actuelle constitue, selon lui, « le plus grave échec de la politique française de l'après-guerre ». *Pour le premier secrétaire du parti socialiste,* « légèreté à l'Elysée et vanité à Matignon, voilà l'attelage qui prétend conduire la France ». *Il lui paraît que le pouvoir se disqualifie de plus en plus aux yeux de l'opinion et que les partis de l'opposition ne peuvent ignorer l'ampleur du mécontentement.*

En attendant les retrouvailles d'une « gauche de salut public », *M. Mitterrand invite les militants socialistes à relever le défi des communistes sur l'* « union à la base » *et engage le P.S. à prendre contact avec toutes les organisations politiques et syndicales concernées par la crise, notamment avec celles qui sont susceptibles d'accroître l'audience naturelle de la gauche ;*

Pourquoi avoir échoué dans tant de domaines ?

par GILBERT MATHIEU

Par un de ces hasards dont l'histoire est familière, le cap de trois ans fixé par M. Barre apparaît particulièrement opportun. Car c'est juste au-delà que l'économie mondiale — donc française aussi — va connaître les tribulations nouvelles provoquées par le renchérissement pétrolier décidé à Genève le 28 juin dernier. Vu les délais de transport de l'« or noir », la facture supplémentaire de « brut » perturbera, en effet, les prix, le commerce, la production et la consommation des pays acheteurs à partir de septembre essentiellement. Jusque-là, l'« excuse pétrolière » ne pourra pas être prise au sérieux. Pas plus qu'on ne pouvait, en 1972-1973, rendre l'O.P.E.P. responsable de l'amplification foudroyante d'une inflation, que le triplement du « brut » l'année suivante devait seulement contribuer à aggraver (1).

Avant donc la deuxième vague des hausses pétrolières, quel bilan dresser de trois années de « plan Barre » ? L'objectif majeur du premier ministre, explicité le 22 septembre 1976 et réaffirmé à des dizaines de reprises depuis, était de *« lutter contre l'inflation »*, ce mal réputé générateur des troubles divers de l'économie française : le déficit commercial, l'atonie de l'investissement, la dégradation du franc, le chômage... C'est donc à ce but majeur qu'il faut d'abord comparer le résultat.

L'échec est là des plus nets. En trois ans, la hausse des prix à la consommation a été de 32,4 %, soit une moyenne cumulée de 9,8 % l'an. Or dans l'année qui avait précédé l'arrivée de M. Barre au pouvoir (août 1975 à août 1976), la hausse n'avait été que de 9,5 %. Jugera-t-on trop longue cette comparaison par rapport à l'année précédente ? Celle que l'on peut faire sur six mois n'est pas plus favorable à M. Barre : durant les six derniers mois aujourd'hui connus, la hausse des prix a atteint le rythme annuel de 11,3 %, alors que dans les six derniers mois du « règne » de M. Chirac elle n'avait pas dépassé 9,4 % l'an.

Fait tout aussi significatif : sur les 32 % de hausse constatés en trois ans, l'essence et le fuel n'ont représenté que 2,7 % : eussent-ils été totalement stables que l'indice des prix aurait tout de même monté de près de 30 %. Si, hypothèse moins fantaisiste, les hydrocarbures s'étaient comportés comme la moyenne des prix, la hausse générale en trois ans aurait quand même dépassé 31 %. Voilà qui est clair.

Une autre objection est parfois avancée dans les cercles gouvernementaux : l'indice des prix n'est pas tout à fait représentatif de l'inflation, puisque le pouvoir peut abaisser des tarifs ou des taxes, ou, à l'inverse, les majorer, au gré de sa politique fiscale ou de ses pesées sur l'indice. Effectivement, M. Barre a d'ailleurs fait successivement l'un et l'autre, en 1976-1977, puis en 1978-1979. Elargissons donc les comparaisons aux autres données de base représentatives de la santé monétaire. En trois ans, la masse monétaire a augmenté de 44 % (14 % l'an), en moyenne cumulée (contre 18 % auparavant) ; les salaires horaires, qu'il s'agissait de freiner, de 48,[illegible] % (14 % l'an) ; le loyer de l'argent est redevenu aussi cher — et même un peu plus — qu'en août 1976. Quant au déficit budgétaire de l'Etat, il est en train de dépasser 40 milliards l'an (1,9 % du produit intérieur brut), contre 17,9 seulement en 1976 (1,1 % du P.I.B.). La signification de chacun de ces indices peut être contestée, non celle de leur concomitance.

(1) Selon les calculs de l'O.C.D.E., la hausse du pétrole consécutive à la guerre du Kippour n'a contribué, en 1974, que pour un quart en moyenne à l'augmentation des prix de la plupart des pays d'Europe et du Japon.

(Lire la suite page 2.)

Le P.S. cherche à élargir la base sociale de la gauche

Le président de la République est, plus que le gouvernement, la cible principale du P.S. Ce choix procède d'une conviction et répond à un objectif précis.

M. François Mitterrand est convaincu que la crise atteint une ampleur telle que l'opinion publique se retournera contre la majorité et le gouvernement. Les conditions de la rentrée offrent donc l'occasion à la gauche de se liguer à nouveau contre celui qui représente *« une classe sociale oppressive »*, c'est-à-dire contre le chef de l'Etat.

Cette dénonciation correspond aussi à un objectif défini dans la perspective de l'élection présidentielle de 1981. Il s'agit de ternir l'image du seul candidat connu, même s'il n'est pas officiellement déclaré. Ainsi se trouve écarté le spectre d'une éventuelle compromission avec un président qui est toujours suspect de vouloir rallier tout ou partie des socialistes à sa majorité. Et tombe du même coup l'accusation répétée par le P.C.F. d'un « virage à droite » du P.S.

Tant en ce qui concerne l'attitude à l'égard du pouvoir qu'en matière de relations avec les communistes, M. Mitterrand a donc éclairé à Angiet, la stratégie élaborée par le P.S. pour les deux années qui viennent. Aussi les commentaires acerbes de *l'Humanité* sur ses déclarations ne sont-ils pas de nature à entamer sa conviction et sa détermination. « Tenir bon », tel était déjà le mot d'ordre de la motion présentée par M. Mitterrand à Metz et adoptée par le congrès du parti ; tel est toujours l'axe de la politique des socialistes fondée sur le postulat : hors de l'union de la gauche, point de salut !

Le danger de cette attitude est de réduire le parti socialiste à explorer les mille et un recoins de la prose et du verbe communistes afin d'y déceler une lueur d'espoir. C'est précisément pour éviter cet écueil que M. Mitterrand a choisi de prendre l'initiative d'un relance par petits bouts de l'union de la gauche, à défaut de pouvoir organiser des retrouvailles générales qui restent du domaine de la chimère.

En fait, les socialistes veulent faire en sorte que le P.C. apparaisse, aux yeux de l'opinion publique, comme le parti refusant d'ouvrir une perspective politique au *« peuple de la gauche »*. C'est pourquoi M. Mitterrand a mis le P.C. au pied du mur en plaidant lui aussi pour *« l'union à la base »* et en demandant au P.S. de *« développer la conscience collective qui rendra de plus en plus difficiles les refus de l'unité d'action »*.

Créer une pression

Les socialistes cherchent donc à créer dans l'opinion une pression telle que le mécontentement suscité par la politique du gouvernement aidant, les dirigeants communistes soient contraints de revenir à de meilleurs sentiments unitaires. Comme ils n'attendent pas un résultat immédiat, ils se donnent pour objectif *« d'avancer pas à pas »*. Ce réalisme ou cette lenteur qui passe, selon M. Mitterrand, non par des rencontres *« multilatérales »* entre partis et syndicats de gauche, mais par des contacts *« bilatéraux »* entre le P.S. et chacune des organisations intéressées, s'explique par le fait que le P.S. dispose de deux ans pour parvenir à ses fins. *« La partie de bras de fer »* engagée entre les deux partis de gauche, selon l'expression de M. Jean Poperen, vise certes à savoir *« quelle conception de l'union l'emportera »*, mais elle doit surtout permettre au P.S. d'éviter que son candidat de 1981 ne soit victime de l'attitude du P.C. entre les deux tours de l'élection présidentielle.

Car il ne fait aucun doute pour M. Mitterrand que la gauche doit être représentée au second tour par le candidat socialiste. *« L'essentiel pour les socialistes unis autour de leur candidat*, a-t-il précisé, *sera d'obtenir l'audience la plus large pour représenter la gauche au second tour. »*

Obtenir l'audience la plus large nécessite un *« élargissement de la base sociale des luttes »*, un effort d'unité interne et un travail de réflexion qui rende crédible le programme du candidat socialiste face à la crise.

En ce qui concerne la combativité des socialistes et leur présence sur le terrain, le premier secrétaire a souligné avec force qu'« aucune fédération ne pourra se trouver en défaut sur le plan des actions à mener ». Il a lui-même énuméré une liste de domaines qui se prêtent à des actions unitaires « à la base ».

Dûment chapitrées, les fédérations socialistes sont également l'objet d'un effort d'uniformisation. L'appareil du parti est, en effet, en voie de réorganisation, afin que la direction dispose d'un instrument plus maniable et plus efficace. Toutefois la diversité qui fait aussi la richesse du P.S., peut en pâtir et restreindre l'influence du parti.

En revanche la cohésion interne s'est trouvée confortée par les initiatives de M. Mitterrand : nul ne peut, en effet, trouver à redire lorsqu'il s'agit de relancer l'union de la gauche, sauf à paraître sacrilège. *« L'élargissement de la base sociale des luttes »* et l'appel lancé au mouvement associatif ne peuvent que réjouir les amis de M. Michel Rocard qui ont livré bataille sur ce thème lors du congrès de Metz.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 4.)

Le Cambodge menacé de disparition

Les chefs du régime khmer rouge déchu, MM. Pol Pot et Ieng Sary, ont été « condamnés à mort » par contumace, dimanche 19 août, au terme d'un « procès » de cinq jours qui s'apparente plus à un spectacle de propagande qu'à une justice sereine. De celle-ci, les dirigeants cambodgiens d'aujourd'hui ne semblent pas plus faire grand cas que ceux d'hier : ils n'ont même pas jugé bon de créer un ministère de la justice, et c'est le ministre de l'information qui dirigeait les débats du « tribunal populaire révolutionnaire ». Aisément convaincus de « génocide », les deux « condamnés » ont sept jours pour « faire appel ». Dans leur maquis, ils doivent s'en soucier assez peu.

Cette mise en scène, due à d'anciens Khmers rouges transfuges arrivés à Phnom-Penh, avec d'autres Cambodgiens longtemps réfugiés à Hanoï, dans les fourgons de l'armée vietnamienne, avait en fait pour objectif de redorer le blason d'un régime qui a moins d'appuis internationaux que le précédent. La date en avait été choisie en fonction de la conférence des non-alignés, qui se réunit au début de septembre à La Havane et qui aura à se prononcer sur deux questions brûlantes : la représentation du Cambodge, revendiquée par deux gouvernements adverses, et, surtout, l'invasion de ce pays par le Vietnam. En tentant de discréditer davantage — à supposer que ce soit possible — le régime sanglant de MM. Pol Pot et Ieng Sary, les dirigeants de Hanoï voulaient renforcer la position de leurs alliés de Phnom-Penh.

Ces pirouettes juridico-politiques prennent un aspect plus sinistre que divertissant au moment où des millions de Cambodgiens sont menacés de mourir de faim dans les mois qui viennent et où la race khmère risque, comme jadis celle des Chams qui occupaient une partie du Vietnam, de disparaître de la surface du globe. La faim qui sévit sous le régime imposé par le Vietnam pourrait se révéler au moins aussi meurtrière que les exterminations dues aux Khmers rouges. Alors que Hanoï, au nom de Phnom-Penh qui n'a guère son mot à dire, lie l'octroi d'une aide alimentaire et médicale urgente de l'étranger à la reconnaissance par lui de ses protégés et refuse tout contrôle sur sa distribution, les chiffres sont effarants : seulement 5 % des terres sont cultivées, 10 morts pour une naissance, 20 à 30 % seulement d'hommes parmi la population adulte. Un génocide par inaction ou par calcul politique serait-il moins condamnable que les massacres organisés ?

Cela n'empêche pas l'agence Tass de citer avec satisfaction un dirigeant de Phnom-Penh, qui affirme sans sourciller qu'« il n'existe pas de problème cambodgien ». L'homme fort du régime, M. Pen Sovan, se félicite du fait que « le prestige du comité révolutionnaire de la République populaire du Kampuchéa a atteint de nouveaux sommets... »

Le martyre du peuple cambodgien s'arrêtera-t-il avant qu'il ne soit trop tard ? Enjeu de la rivalité sino-soviétique et des ambitions vietnamiennes, convoité aussi par la Thaïlande voisine, le Cambodge pourrait-il encore être sauvé par une conférence internationale, comme le demande le prince Norodom Sihanouk, réfugié dans son palais de Pyongyang ? On sait le peu d'effet de telles réunions. Il faudrait d'abord que le prince parvienne à rassembler ses partisans divisés, et dont certains commencent déjà à se disputer des postes hypothétiques, et à présenter sur le terrain une alternative militaire crédible avant de prétendre à une reconnaissance internationale. Le congrès des réfugiés khmers, qui doit se tenir prochainement à Bruxelles, et qui pourrait créer un front ou un gouvernement en exil, serait le premier pas dans cette direction. Mais l'infortuné Cambodge peut-il attendre ?

(Mardi 21 août.)

Complaisances

Les « bavures » ne sont pas l'apanage de la police ; elles peuvent aussi affecter la diplomatie. Après l'affaire Young, M. Carter en sait quelque chose. Apparemment, M. Giscard d'Estaing n'en sait rien ; ou alors il ne veut rien en savoir, confiant qu'il est dans le désintérêt des Français pour les affaires internationales.

C'est, une fois de plus, en Afrique que sont enregistrées les plus grossières « bavures » de notre diplomatie. La France, en effet, n'est pas sortie grandie de l'affaire du massacre des écoliers de Bangui, révélée en mai dernier et systématiquement minimisée par nos dirigeants. Ce n'est que grâce à l'insistance du président Senghor que le rapport des cinq « sages » africains, dépêchés dans l'Empire Centrafricain pour enquêter sur les tueries, a été finalement publié.

Ses conclusions, accablantes pour Bokassa Ier, étaient pourtant connues à Paris depuis la mi-juillet, mais on se gardait bien d'en souffler mot, comme si l'on cherchait encore à protéger un bourreau. Ce n'est finalement que du bout des lèvres que le gouvernement français a entériné le verdict des magistrats enquêteurs : un communiqué de quelques lignes du ministère de la coopération précisant bien que le rapport d'enquête n'engage que la responsabilité de ses auteurs. De condamnation politique de Bokassa Ier, point. Comme si l'incident était clos.

Le renversement, au début du mois, d'un des plus sanglants dictateurs africains, Francisco Macias, a attiré l'attention sur une autre étrange complaisance de la France : alors qu'on savait tout, et depuis longtemps, à Paris sur la folie criminelle de l'ancien président de Guinée-Equatoriale, nos dirigeants se sont toujours préoccupés d'entretenir les meilleures relations avec lui. La France, ces dernières années, était le seul pays occidental à conserver une ambassade à Malabo, comme si de rien n'était. Il est vrai que Soviétiques et Chinois, pour une fois d'accord, faisaient de même.

Les relations douteuses de Paris ne se cantonnent pas qu'à l'Afrique. La chute d'un autre dictateur, Anastasio Somoza, a attiré l'attention sur le curieux comportement de notre ambassadeur à Managua, qui entretenait de bonnes relations privées avec un tyran qui avait érigé l'assassinat en méthode de gouvernement. Conséquence : la France n'est toujours pas représentée à un haut niveau auprès du nouveau régime.

Ce ne sont que quelques exemples. On pourrait en citer d'autres pour montrer combien cette complaisance française est « tous azimuts ». Elle concerne par exemple le Cambodge, où, pour n'indisposer ni Moscou, ni Hanoï, ni Pékin, Paris se refuse à toute initiative en faveur de la seule solution qui pourrait encore sauver ce qui reste du peuple khmer : un soutien ferme et résolu aux efforts de Norodom Sihanouk.

Nos gouvernants, lorsqu'ils sont interrogés sur cet aspect inquiétant de notre diplomatie, invoquent régulièrement le réalisme. Ce qui importerait, selon eux, c'est d'entretenir de bons rapports bilatéraux avec tous les pays du monde et surtout de faire de bonnes affaires, y compris s'il ne s'agit que de vendre des armes. Jamais, ajoutent-ils, la morale n'a fait bon ménage avec la grande diplomatie. Le problème, c'est que la prétendue politique « réaliste » menée par la France ne brille pas par l'excellence de ses résultats. Où sont les « dividendes » de nos amitiés douteuses avec Somoza ? Pourquoi, demain, les nouveaux dirigeants de Guinée-Equatoriale privilégieraient-ils Paris alors que ce sont finalement les Espagnols qui se sont décidés à faire tomber Macias ? L'uranium centrafricain prendra-t-il toujours le chemin de la France, alors que Bokassa Ier peut être tenté de se monnayer de nouveaux appuis « progressistes » à Moscou et à Tripoli ?

La complaisance est parfois proche de la complicité et, qui plus est, elle ne rapporte le plus fréquemment rien du tout.

(Mercredi 22 août.)

LE BILAN DE TROIS ANNÉES

Pourquoi avoir échoué

(Suite de la première page.)

La persistance d'une forte inflation explique que le franc — auquel M. Barre consacrait tous ses soins — n'ait lui-même pas totalement tenu le choc. En trois ans, notre monnaie a perdu 15 % de sa valeur par rapport au deutschemark — coté 2,337 F aujourd'hui, contre 1,978 F le 25 août 1976, 13 % par rapport au franc belge et même 7,4 % par rapport à... la livre, que l'arrivée de Mme Thatcher au pouvoir a fait remonter. C'est seulement par rapport aux « enfants malades » du système monétaire, que le franc s'est apprécié : le dollar (+ 17 %) et la lire (+ 14 %). A l'inverse, notre monnaie a perdu 22 % sur le franc suisse. Par rapport à l'or, terme de comparaison beaucoup plus contestable, le franc a perdu en trois ans entre 45 et 60 % de sa valeur (selon qu'il s'agit du prix du napoléon ou de celui de la barre).

Ce palmarès est éloquent : quel que soit l'élément de mesure retenu, l'enseignement est le même : le plan Barre n'a pas enrayé l'inflation. Cet objectif principal, auquel le premier ministre acceptait par avance de sacrifier bien des valeurs — en particulier l'emploi — n'a pas été atteint.

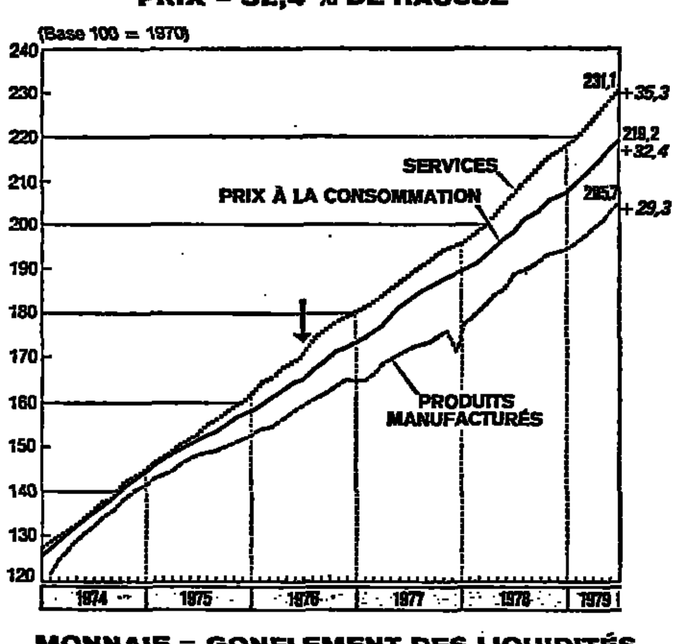
Une analyse plus fine de l'évolution des prix permet de percer l'une des causes de l'échec. En trois ans, les tarifs des services ont progressé de 35 % environ, liés qu'ils sont pour un bon nombre à l'évolution des salaires. Mais, comme dans le même temps, les prix des produits manufacturés ont augmenté de plus de 29 %, le rôle de modération qu'auraient dû jouer ceux-ci — grâce aux progrès de la productivité, au freinage des salaires et au reflux, jusqu'à une date récente, des cours de certaines matières premières — est resté on ne peut plus modéré. La hausse des tarifs publics, différée pendant six mois — pour ne pas gêner le démarrage du plan, — puis restée faible dans l'attente des élections de 1978, a permis, depuis un an, de décharger le budget ; mais elle pousse fortement l'indice à la hausse : + 12 % d'augmentation de ces tarifs dans les derniers trimestres de 1978, + 15 % sans doute cette année.

Enfin, la politique de libération des prix, menée hardiment par M. Monory, a chargé la barque dans de nombreux domaines, sans même parler du pain (+ 22 % en un an) : textiles, petit équipement ménager, produits d'entretien... Ce qui amplifie les gonflements de marges constatés dans de nombreux secteurs commerciaux du gros (viandes, légumes) ou du détail (restauration, garages...). A l'évidence, l'effet de choc qu'espérait provoquer le ministre de l'économie — pour qui liberté est synonyme de concurrence accrue — ne s'est pas produit : en dépit de l'atonie du marché, les ententes implicites ou expresses ont trop souvent fait valser les étiquettes, profitant de la moindre agressivité des producteurs étrangers. Et ce n'est pas le démantèlement en cours des services de contrôle des prix qui freinera cette tendance.

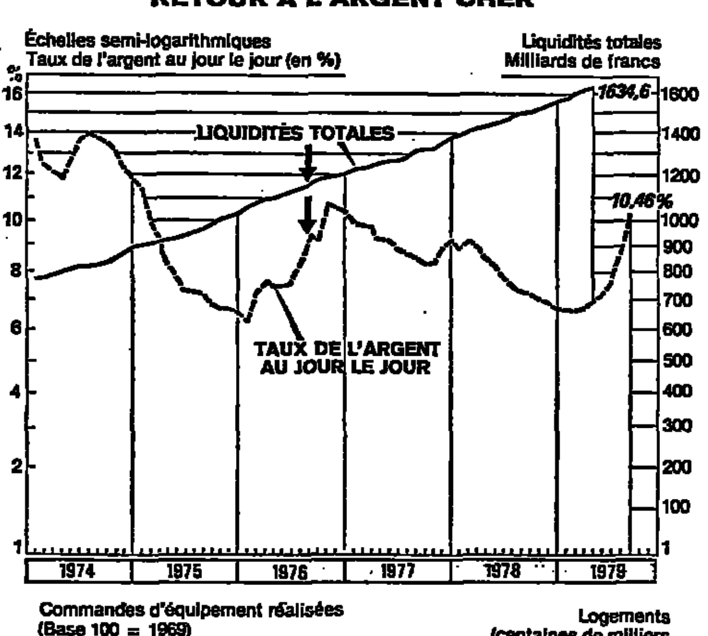
En revanche, l'investissement a subi de plein fouet les effets du ralentissement économique. Il a pratiquement stagné dans les entreprises, en dépit des encouragements divers (fiscaux ou de crédit) accordés par les pouvoirs publics. Si les commandes d'équipement ont progressé (grâce essentiellement au secteur public : + 28 % en trois ans pour les grandes entreprises nationales), le secteur du bâtiment et des travaux publics s'est, lui, effondré (11 % de mises en chantier de moins entre 1976 et 1979).

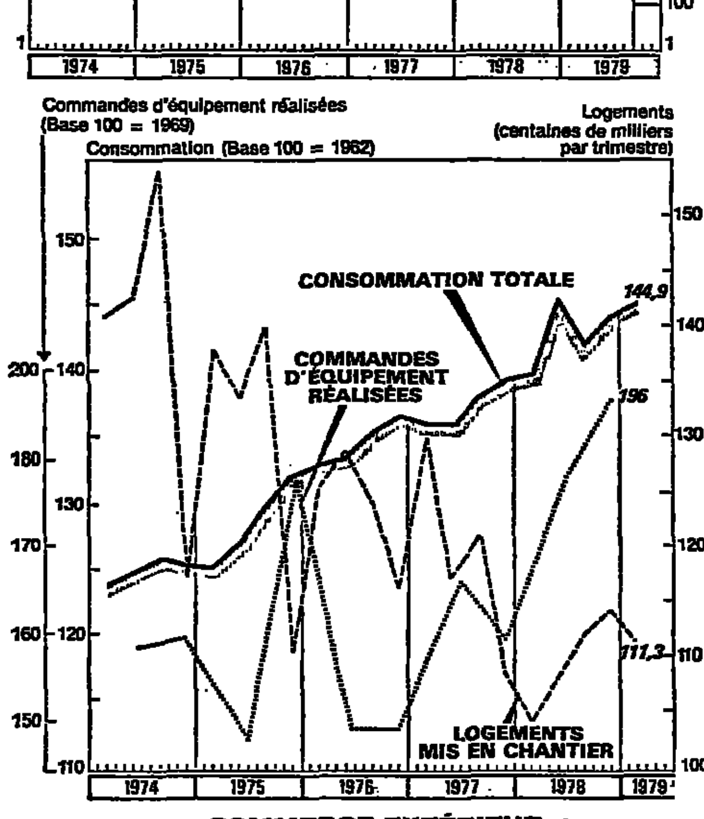
Encore doit-on formuler deux nuances : certaines branches en bon essor (nucléaire, automobile) ont accru presque normalement leurs investissements ; de même, certains secteurs en restructuration ou en reconversion ont multiplié les dépenses d'équipement. De sorte que la stagnation moyenne s'est traduite, ailleurs, par un recul notable de l'investissement, presque exclusivement consacré à l'amélioration de la productivité (aux dépens de l'extension des capacités). Par rapport à ses principaux concurrents, l'industrie française a ainsi pris un sérieux retard d'équipement ou de modernisation, qui pourrait être dramatique le jour où la concurrence internationale se ferait plus intense ou lorsque l'expansion reprendra.

PRIX = 32,4 % DE HAUSSE

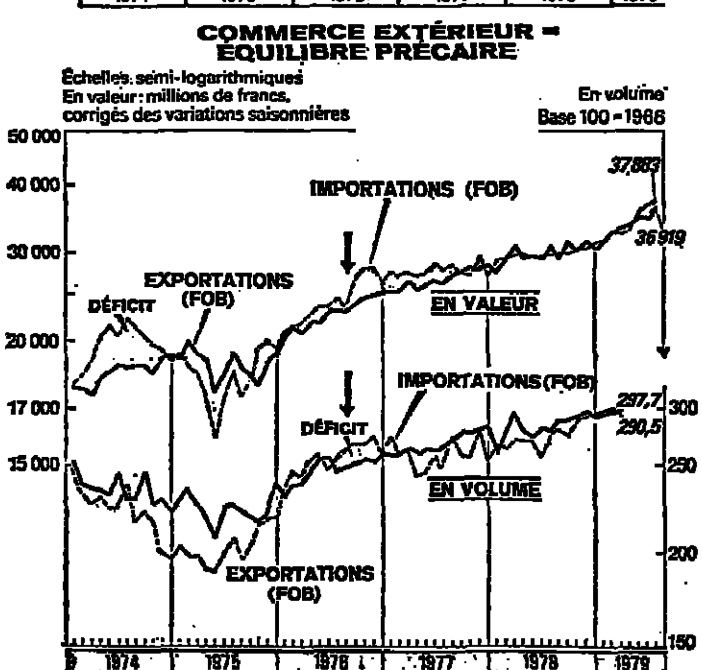


MONNAIE = GONFLEMENT DES LIQUIDITÉS, RETOUR A L'ARGENT CHER





COMMERCE EXTÉRIEUR = ÉQUILIBRE PRÉCAIRE



Hausse des profits et de l'autofinancement

L'une des conséquences paradoxales de cette situation inquiétante a été le redressement des trésoreries des entreprises. Investissant peu, alors que leur chiffre d'affaires continuait dans l'ensemble à progresser, les firmes ont pu améliorer leur situation financière et se désendetter. Et cela d'autant plus rapidement que leurs profits, entamés après 1974, se sont sérieusement redressés — en particulier depuis 1978 — sous l'effet de trois facteurs : une hausse de leurs prix de vente (stimulée par la liberté de tarifs rendue à la plupart des entreprises par M. Monory), allant de pair avec un ralentissement inverse de la progression des salaires (voir plus loin) ; des rapatriements plus importants de bénéfices réalisés à l'étranger ; la décélération de l'impôt sur les bénéfices en 1978.

L'excédent brut d'exploitation des sociétés est ainsi remonté à 24,4 % de leur valeur ajoutée en 1978 (comme en 1975, mais moins qu'en 1973-1974), alors qu'il avait baissé en 1976 ; à l'inverse la part des salaires est tombée à 49,5 % de la valeur ajoutée, contre 50,8 % deux ans plus tôt. Ce gonflement des profits allant de pair avec une stagnation des investissements a, fort logiquement, entraîné un redressement des taux d'autofinancement : ceux-ci ont atteint l'an dernier 74,6 % en moyenne dans le secteur privé, contre 58,4 % deux ans plus tôt. Les quelques prévisions disponibles pour 1979 donnent à penser que ce mouvement a continué cette année.

M. Barre a donc atteint l'objectif qu'il s'était fixé pour assurer une reprise des investissements : redonner de l'aisance financière aux firmes, malgré la concurrence internationale, pour les rendre plus sûres d'elles-mêmes, plus confiantes. Mais le but visé par le premier ministre a, lui, été manqué, puisque les entreprises, découragées par la mollesse du marché, n'ont pas, en moyenne, accru leurs dépenses d'équipement.

Expansion monétaire...

Dans un domaine au moins, cependant, le gouvernement entendait ne pas se départir de ses responsabilités : celui de la monnaie et du crédit. Le néo-classicisme de M. Barre l'incitait à surveiller de près ces opérations auxquelles les cambistes internationaux sont particulièrement attentifs. Or, là aussi, le glissement s'est produit. Malgré l'anémie de la production, les rythmes prévus d'accroissement du crédit ont souvent été dépassés, au prix de subterfuges variés (mise hors encadrement de crédits croissants : pour les exportations, les restructurations, les P.M.E...), ou parfois même douteux (2).

Le pointage en cours d'année — qui permet d'éviter les manipulations statistiques — montre qu'en trois ans le volume des liquidités monétaires a progressé de 48 % (44 % pour la masse monétaire proprement dite). Ces ordres de grandeur sont comparables à ceux de la croissance de la production nationale en valeur (progrès en volume × hausse des prix). On peut donc penser que la politique monétaire, même si elle a été plus rigoureuse que du temps de M. Chirac, n'a pas — ou fort peu — contribué au freinage de l'inflation, en dépit des efforts demandés aux banques et d'une décélération importante de la création de « quasi-monnaie » (épargne liquide ou à court terme gérée par le secteur bancaire).

Au moins l'aisance monétaire, largement due à l'atonie économique — les entreprises empruntaient peu puisqu'elles n'investissaient guère, alors qu'à l'inverse, leurs prix en hausse renflouaient les trésoreries — avait-elle permis une chute spectaculaire du loyer de l'argent ; en deux ans, le taux d'intérêt au jour le jour était tombé de plus de 10 % à 6,6 %. Trois mois de craintes pour le franc et d'accélération de l'inflation ont tout annulé : l'argent au jour le jour vaut de nouveau 10,5 %.

...et déficit budgétaire

L'une des raisons de ce gonflement monétaire a été l'aggravation du déficit de l'Etat et des collectivités locales, en partie due, elle aussi, à la persistance de la crise. C'était pourtant un autre point sur lequel la résolution de M. Barre paraissait ferme au départ : « *La première condition à remplir pour maîtriser la hausse des prix est de rétablir l'équilibre des finances publiques...* [Cet] *équilibre facilitera la modération de la progression de la masse monétaire.* » De fait, le premier ministre prenait, dès 1976, toute une série de mesures fiscales (impôt sur les hauts revenus, en partie libératoire par emprunt ; majoration de la vignette auto, des taxes sur l'essence, de l'impôt sur les sociétés), pour limiter à 15 milliards, cette année-là, et supprimer complètement, l'année suivante, le déficit budgétaire (qui avait atteint 43 milliards en 1975, soit 3 % du produit intérieur).

En réalité, le ralentissement des rentrées fiscales, dû à la crise — et à la baisse de la T.V.A. décidée par le gouvernement en 1977, — puis le gonflement des dépenses, ont porté le déficit à 18 milliards en 1976, à 21,7 milliards l'année suivante et à 34 milliards l'an dernier, année pour laquelle le premier ministre avait annoncé — avant les élections législatives — un simple découvert de... 8,9 milliards. Cette année, on prévoit un déficit de quelque 40 milliards (1,9 % du PIB), au lieu des 15 milliards indiqués initialement au Parlement, somme qu'il est impossible de couvrir complètement par l'épargne, d'où le recours à la création monétaire.

Pourtant, l'appel à l'impôt n'a pas été mince pendant cette période, en dépit des promesses de « gel » inscrites dans le « programme de Blois » : en trois ans, les recettes fiscales de l'Etat se sont accrues de quelque 50 %, portant le poids de la fiscalité de l'Etat de 18,6 à 20 % du PIB ; l'impôt sur le revenu a progressé, pendant cette période, plus vite que la T.V.A., cependant que le produit des taxes sur les produits pétroliers triplait presque. Mais les dépenses budgétaires ont grimpé plus vite encore : + 57 % en trois ans, piètre application de l'objectif de « *modération des dépenses publiques* » fixé en septembre 1976. Les impôts sur la fortune (droits de timbre et d'enregistrement) sont, eux, demeurés symboliques (5,7 % des recettes fiscales, 1,3 % du produit national), les évocations généreuses de taxation du capital n'aboutissant le plus souvent qu'à la création de commissions d'études ou à la préparation de projets sans effet réel.

Expansion réduite de moitié

On aurait tort, toutefois, de s'en tenir à ces données monétaires ou fiscales pour mesurer l'effet du « plan Barre ». Ce serait prendre les moyens pour la fin. Le but du premier ministre était, en effet, au-delà d'une lutte prioritaire contre l'inflation, d'assurer au pays une croissance mieux adaptée aux « *conditions nouvelles* » de la compétition internationale et marquée par « *la recherche d'une plus grande justice* ». Qu'en a-t-il été de ce grand dessein, pour l'accomplissement duquel le premier ministre a disposé d'un temps qu'avaient rarement eu ses prédécesseurs ?

Voyons la croissance, d'abord. Elle n'a cessé de se ralentir, comme le montre le tableau ci-contre, où sont résumés quatre années de comptes nationaux.

De 4,7 % en 1976, la croissance du produit intérieur est tombée cette année à quelque 2,8 % (selon les dernières évaluations des experts de l'O.C.D.E.). Et tout donne à penser que, sauf coup de fouet gouvernemental bien improbable, 1980 sera encore moins bon : de l'ordre de 2 % seulement.

Ce n'est pas la consommation qui a fait les frais principaux de ce coup de frein : elle a moins augmenté certes (+ 3 % cette année pour l'ensemble des ménages, contre 5,2 % il y a trois ans), mais elle a tout de même continué à progresser. Cela apparaît d'ailleurs clairement dans le graphique ci-contre, établi par l'INSEE en totalisant les achats de produits industriels, de denrées alimentaires, de produits énergétiques et de services. De 1976 à 1979, le progrès a été de 9 % (après défalcation des hausses de prix). Depuis le dernier printemps, toutefois, la tendance est en ralentissement, en raison du prélèvement qu'opèrent sur le pouvoir d'achat des consommateurs les hausses de prix et le relèvement des cotisations sociales ; déjà sensible sur l'équipement ménager et l'habillement, le mouvement pourrait s'étendre à l'automobile et à certains services : d'où l'estimation particulièrement prudente pour l'an prochain (+ 1 à 2 % seulement pour l'ensemble des Français).

(2) A la fin de 1978, par exemple, les comptables publics ont accéléré le recouvrement des chèques à l'ordre du Trésor et bloqué ces fonds au compte de celui-ci à la Banque de France, qui n'entre pas dans le calcul de la masse monétaire (27 milliards à ce titre au bilan de l'Institut d'émission en fin d'année). Cela a permis de ramener de 14 % ou 15 % à 12,3 % la croissance apparente de la masse monétaire en 1978. Les mois suivants, ces sommes ont été réinjectées dans le circuit...

Retour au déficit commercial

Du moins cette meilleure situation financière leur a-t-elle permis de faire bonne figure à l'exportation et de s'y montrer plus agressives. En trois ans, les ventes françaises à l'étranger ont progressé de 50 % en valeur et de 25 % en volume (une fois la hausse des prix défalquée). Comme les importations ont augmenté un peu moins vite (seulement 20 % en volume), l'équilibre, qui avait été perdu au second semestre de 1976, a pu être retrouvé. Au moins jusqu'en avril (voir le graphique ci-contre).

Car, depuis, les nouvelles hausses du pétrole (« sauvages » en mai-juin, officialisées depuis les décisions de l'OPEP du 28 juin) creusent de nouveau un trou dans notre balance commerciale. Le taux de couverture des achats par les ventes est retombé à 96 % (89 % en août 1976) et va se dégrader sensiblement d'ici à la fin de l'année. Près de 2 milliards de francs de déficit ont été enregistrés pendant le second trimestre et l'on s'attend à un déséquilibre de l'ordre de 10 milliards pendant les six derniers mois de l'année.

Les atouts qui avaient favorisé le solde de nos échanges ces dernières années ont en effet disparu : le commerce mondial augmente moins vite (donc aussi nos ventes) du fait de la crise mondiale ; le dollar ne baisse plus guère, dont la chute avait rendu meilleur marché nos achats de matières premières, notamment le pétrole ; enfin la quasi-stabilité des prix du pétrole depuis quatre ans a pris fin, les pays producteurs s'étant lassés de vendre leur « brut » au même tarif, alors que les produits manufacturés qu'ils achètent valent de plus en plus cher.

L'équilibre commercial retrouvé l'an dernier n'était finalement qu'un progrès précaire et insuffisant, largement dû aux circonstances. Un retour à une situation politique mondiale moins exceptionnelle l'a fait rapidement disparaître. Du coup, quelque 30 milliards de francs supplémentaires (1,5 du produit national) doivent être dégagés chaque année pour payer les importations. Ce qui ne saurait rester sans effet sur la production, donc l'emploi.

Essoufflement de la production et restructuration industrielle

Déjà l'activité s'est essoufflée durant la troisième année du « plan Barre » : pendant les neuf derniers mois connus, la production n'a pratiquement plus augmenté pour ce qui concerne les activités autres que le bâtiment et les travaux publics, stagnant à un niveau guère supérieur à celui d'avant la crise, il y a cinq ans. S'agissant des biens de consommation, « tirés » par la demande, l'activité a progressé modérément : + 11 % en trois ans ; mais, dans les secteurs de l'équipement ou des biens inter-

RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE (*)
(Evolution des comptes nationaux depuis 1976)

RESSOURCES DE LA NATION :	1976	1977	1978	1979 (**)	1980 Estimation
Produit intérieur brut marchand	4,7	3,2	3,3	3	2
Importations	19,2	1	5,5	3,3	2
Ventes résiduelles, nettes des consommations intermédiaires des branches non marchandes des administrations	5,8	1,9	5	—	—
TOTAL	7,3	2,8	3,7	3,9	2
EMPLOI DE CES RESSOURCES :					
Consommation finale	5,2	2,5	4	3,1	1,7
dont :					
Ménages	3,2	2,5	4	3,2	1,7
Formation brute de capital fixe	3,9	— 1,3	0,7	2,5	1,6
dont :					
Sociétés, quasi-sociétés non financières et entreprises individuelles	6	— 1,2	1,5	2,8	1,5
Ménages (hors entreprises individuelles)	2,4	— 1,8	0,3	0,1	—
Administrat., institutions de crédit, entreprises d'assurances	0,6	— 0,8	— 0,8	4,7	3
Exportations	9,2	7,9	7,1	3	4
TOTAL	7,2	2,8	3,7	3,9	2

(*) L'absence de signe devant les chiffres correspond à une augmentation.

(**) Estimation de l'O.C.D.E. avant l'annonce des hausses pétrolières du 28 juin. Depuis l'O.C.D.E. a estimé que la croissance française serait, du fait de ces hausses, ralentie de 0,75 % pendant l'année allant de juillet 1979 à juin 1980 et que la balance des paiements serait détériorée de quelque 13 milliards de francs dans le même temps. Cela conduit à ramener à 2,8 % environ la croissance de l'ensemble de l'année 1979, donc à diminuer légèrement la consommation (3 % en 1979 ?), les investissements (2 % seulement) et les exportations (6 % ?) de cette même année.



DE « PLAN BARRE »

dans tant de domaines ?

médiaires, la stagnation a été à peu près totale. Pour le bâtiment et les travaux publics, c'est de net recul qu'il faut parler : — 4 % environ en trois ans.

Les perspectives immédiates ne sont pas meilleures. Si l'on signale un léger mieux dans le bâtiment et les travaux publics (dû à la passation accélérée des commandes de l'État et aux achats spéculatifs de logements provoqués par la crainte de l'inflation), la production de biens de consommation semble devoir baisser ce semestre, les stocks des commerçants atteignant un niveau record. L'activité des secteurs de l'équipement resterait étalée, et celle des industries de biens intermédiaires serait moins animée au second semestre qu'au premier, vu le ralentissement général de l'économie.

Cette évolution a entraîné trois types de conséquences : la disparition d'un nombre accru d'entreprises ; la restructuration de nombreux secteurs industriels ; l'aggravation massive du chômage. Disparition d'entreprises : le nombre des faillites, règlements judiciaires ou liquidations de biens, est passé en trois ans de 1 000 par mois environ à quelque 1 300 (alors qu'il était inférieur à 800 avant la crise). Depuis un an la situation s'aggrave dans la Lorraine, l'Alsace, le Limousin, la Picardie, le Centre, le Poitou-Charentes, la Bretagne et même l'Ile-de-France. Ailleurs, elle tend à s'atténuer.

Ces morts de firmes ont souvent permis aux entreprises survivantes de récupérer à bas prix la partie récupérable de leurs dépouilles. La restructuration industrielle — longtemps différée par le pouvoir dans l'attente des élections successives, pour éviter le risque de pertes de voix qu'implique localement toute fermeture d'usine ou d'atelier — s'est donc accélérée : le cas de Boussac, repris par les frères Willot, est exemplaire à cet égard ; mais on pourrait en citer beaucoup d'autres dans le textile, la chimie, la métallurgie, la construction navale, la tannerie, le commerce et bien entendu le bâtiment et les travaux publics.

Dans les secteurs très concentrés où la disparition d'entreprises géantes était impensable, la restructuration a pris d'autres formes : rachat d'une firme en déclin par une entreprise plus prospère sans diminution immédiate d'emplois (Peugeot reprenant successivement Citroën et Chrysler-France) ou au contraire avec compression de personnel (Saviem repris par le département poids lourds de Renault) ; réorganisation du secteur sur l'initiative des pouvoirs publics (chantiers navals, messageries maritimes) ou directement par l'État, prenant à cette occasion le contrôle du secteur (sidérurgie).

Ce rajeunissement industriel, humainement douloureux parce qu'entrepris généralement trop tard, opéré trop vite et le plus souvent sans concertation réelle avec les intéressés (syndicats et élus locaux (3), a souvent sanctionné des erreurs graves de gestion et un laxisme public peu justifié (il est souvent plus dommageable pour l'emploi de trancher tardivement le cas d'une entreprise maintenue artificiellement à l'aide de ballons d'oxygène). Cela a, en tout cas, contribué aux gains importants de productivité qui ont caractérisé la dernière période : 20 % en trois ans dans l'industrie, contre 8 % pendant les trois années 1973 à 1975. Mais ces mêmes gains, entretenus par une réduction du personnel employé, sont allés de pair avec une aggravation massive du chômage.

PRODUCTION INDUSTRIELLE* = PAS MIEUX QU'IL Y A CINQ ANS

(Base 100 = 1970)

150 – 140 – 130 – 120 – 110 – 100

BIENS DE CONSOMMATION 142

BIENS D'ÉQUIPEMENT 140

ENSEMBLE 131

BIENS INTERMÉDIAIRES 117

BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS 93

1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979

* Corrigée des variations saisonnières

Aggravation massive du chômage

En trois ans, le nombre de demandes d'emploi s'est accru de 52 % (+ 480 000), tandis que celui des offres baissait de 33 % (— 43 000. Et cela malgré l'application de deux « pactes pour l'emploi des jeunes », qui ont permis à plus de deux cent soixante-dix mille stagiaires de trouver un travail temporaire, partie en entreprise, partie en centre de formation professionnelle. Malgré aussi une aide substantielle accordée aux entreprises par l'État, qui a payé à leur place toute une partie des charges sociales pour quelque quatre cent soixante-dix mille jeunes embauchés. Malgré enfin une « aide aux retours volontaires », qui a facilité le départ de près de trente mille étrangers. Sans ces diverses actions des pouvoirs publics — relayés par le patronat, — l'aggravation du chômage, sans précédent depuis la guerre, aurait été beaucoup plus forte encore.

Autres indices inquiétants : le nombre des licenciements pour motif économique se multiplie (32 000 par mois ces derniers temps, contre 20 000 autrefois) ; c'est notamment le cas des licenciements consécutifs à une faillite. De plus, la durée moyenne d'attente avant de retrouver un emploi s'allonge (cent soixante-dix jours aujourd'hui contre à peine cent jadis) Les places de stage offertes aux jeunes au titre des « pactes » nouveaux sont moins nombreuses que celles des sorties de stage des « pactes » anciens. Enfin la modification des structures économiques contribue moins qu'autrefois à faire baisser le chômage, quand sont créés des emplois (4) Le chômage s'aggrave donc inexorablement.

Et cela d'autant plus sûrement que la productivité globale augmente plus vite que la production nécessaire pour satisfaire la consommation solvable, l'investissement et les exportations Chaque année, le nombre d'heures de travail « nécessaires » diminue. Et comme les chefs d'entreprise préfèrent, pour la plupart, supprimer des emplois que réduire la durée du travail, le nombre des postes offerts est, d'année en année, inférieur à celui de la main-d'œuvre en quête d'emploi (+ 250 000 personnes par an). D'où la progression du chômage, en dépit d'une baisse régulière de la durée du travail (— 2,4 % en trois ans, et même 3 % dans le bâtiment), qui fait qu'aujourd'hui 52 % des salariés du commerce et de l'industrie ne travaillent plus que quarante heures par semaine ou même moins.

Inégalités modifiées mais persistantes

La dégradation de l'emploi était inscrite en filigrane dans le plan Barre. Mais le premier ministre ne pensait probablement pas qu'elle atteindrait ce degré de gravité. Le dernier grand objectif du « plan Barre » était d'organiser le cheminement de l'économie française vers « *plus de justice* ». Peut-on dire aujourd'hui que cet objectif a été atteint ?

La chose n'est pas évidente, même si l'on s'en tient aux seuls salaires bruts. En trois ans, le SMIC horaire a augmenté de 41,6 %, soit, en pouvoir d'achat, d'environ 7 %. Dans le même temps le salaire horaire ouvrier moyen a progressé de 43,6 %, soit, en pouvoir d'achat, d'un peu plus de 9 %. Le « smicard », loin de rattraper l'ouvrier moyen, s'est donc fait quelque peu distancer par lui. Les chiffres ci-dessus doivent d'ailleurs être abaissés pour les deux types de salariés, puisque le nombre d'heures rémunérées a diminué en moyenne de 2,4 % en trois ans. Le pouvoir d'achat effectif (hebdomadaire) *brut* n'a donc progressé respectivement que de 4,5 % et 7 % en trois ans.

C'est sensiblement moins qu'avant le « plan Barre » (+ 7 % en moyenne en deux ans), et cela illustre le ralentissement de la progression des salaires que voulait opérer le premier ministre pour lutter contre l'inflation (en freinant tout à la fois la hausse des coûts des entreprises et la demande des salariés).

PROGRESSION TRIMESTRIELLE DU SALAIRE HORAIRE OUVRIER (en %)

	1976	1977	1978	1979	Différence entre la première et la dernière colonne
1er trimestre	4	2,3	2,2	2,8	— 1,2
2e trimestre	4	3,3	4,2		+ 0,2
3e trimestre	3,4	3,1	2,9		— 0,5
4e trimestre	2,9	2,9	2,7		— 0,2

La réalité a été moins aimable encore puisque, dans le même temps, les cotisations sociales à la charge des salariés ont été relevées de l'équivalent de quelque 3,3 % des salaires (majoration des cotisations d'assurance-vieillesse, d'assurance-maladie et d'assurance-chômage). Le salaire *net* perçu par le « smicard » et l'ouvrier moyen a donc été réduit d'autant, ramenant le gain net en pouvoir d'achat en trois ans à guère plus de 1 % pour le « smicard » et à quelque 3,5 % pour l'ouvrier moyen (5).

Si l'on ajoute que les salaires des cadres n'ont pas toujours suivi ceux des ouvriers, mais qu'à l'inverse le poids de l'impôt sur le revenu s'est accru spécialement sur eux, alors que les prestations familiales prenaient pour eux du retard, on n'est pas étonné de constater que le pouvoir d'achat d'un grand nombre de cadres a baissé en trois ans. Les statistiques officielles de l'INSEE et du ministère du travail le reconnaissent, indiquant que relativement la situation est moins favorable s'il s'agit d'un cadre supérieur père de famille nombreuse (6).

On pourrait admettre que ce rétrécissement de l'éventail net correspond bien au but visé par M. Barre. Mais, outre qu'il ne concerne pas les travailleurs les moins payés, il laisse de côté l'ensemble de la population active non salariée. Faute de statistiques détaillées sur les revenus non salariaux, on peut admettre que le pouvoir d'achat de la majorité des paysans ne s'est guère — ou pas — accru en trois ans, mais, que, en revanche celui des professions libérales et d'une bonne partie des entrepreneurs individuels s'est amélioré. Le redressement des profits de l'ensemble des entreprises, le gonflement des marges des grossistes et celui des bénéfices de nombreux commerces de détail conduit logiquement à cette conclusion.

L'objectif de justice annoncé par le premier ministre ne peut donc guère être considéré comme atteint : les inégalités se sont modifiées, mais elles ont persisté. Les personnes âgées ont constitué un cas à part pendant cette période : leur pouvoir d'achat s'est sensiblement accru : de 22 % en trois ans pour les titulaires du minimum-vieillesse, de presque autant pour un grand nombre d'autres retraités. Le volume global des prestations de vieillesse a, en effet, augmenté de 69 % (28 % en pouvoir d'achat) en trois ans pour l'ensemble des régimes des salariés, ce qui correspond certes à une augmentation du nombre des retraités, mais aussi à un progrès des pensions (davantage de retraités touchant leur retraite à taux plein, ayant cotisé les trente-sept ans et demi requis par la loi).

Ce gonflement des prestations sociales (18 % de pouvoir d'achat supplémentaire en trois ans pour les allocations-maladie) explique d'ailleurs que, en dépit de la forte décélération des salaires nets et de l'augmentation des impôts sur le revenu, la consommation des Français ait, nous l'avons vu, progressé depuis le « plan Barre » (7). Le taux d'épargne de nos concitoyens, qui avait baissé en 1976, a repris les deux années suivantes — notamment en 1978, grâce à l'exonération fiscale accordée par M. Monory aux acquéreurs d'actions, dont ont profité plus d'un million de contribuables, pour moitié nouveaux actionnaires. Mais un mouvement inverse semble se dessiner cette année, en raison du laminage des revenus par le relèvement des cotisations sociales et de la hausse accélérée des prix.

Les causes de l'échec : erreurs de diagnostic...

Au terme de cette analyse de trois années de « plan Barre », la question se pose de savoir pourquoi l'écart est aussi grand entre l'objectif annoncé et le résultat. L'environnement international a certes joué, qui a entretenu un climat inflationniste et peu favorable à la croissance. Mais, pas plus que l'« *excuse pétrolière* » — qui n'a guère joué durant les trois années qui viennent de s'écouler — l'alibi international ne saurait tout expliquer. On constate en effet que, pendant ces trois années, l'Allemagne, dont la croissance en valeur a été supérieure à la nôtre, a vu ses prix augmenter trois fois moins et son chômage évoluer plus modérément. On note de même que les États-Unis ont eu à la fois moins d'inflation que nous et beaucoup plus d'expansion industrielle. Ces deux pays avaient, il est vrai, subi la crise avant nous et réagi beaucoup plus tôt, perdant alors sur la France un point de croissance par an, mais économisant par rapport à elle de 3 à 7 % de hausse des prix chaque année.

Au demeurant, si les circonstances internationales expliquaient tout, on verrait mal l'intérêt d'une politique nationale. En réalité, celle-ci doit précisément avoir pour objet d'utiliser au mieux les possibilités qui permettent à chaque pays de développer ses potentialités, malgré les difficultés du reste du monde, et sans que cela se traduise nécessairement par une rupture des solidarités internationales. S'agissant du « plan Barre », il semble qu'il ait en grande partie échoué pour deux séries de raisons :

1) *Plusieurs erreurs initiales de diagnostic.* — Si l'inflation française était aussi forte en 1976, ce n'était pas d'abord parce que les salaires étaient trop élevés (ils étaient et restent largement inférieurs à ceux de l'Allemagne fédérale, par exemple). La cherté des prix français a de nombreuses causes, parmi lesquelles l'insuffisante productivité, l'archaïsme de certaines structures de production, le poids des salaires des cadres (plus élevés qu'à l'étranger), l'inégalité plus forte que chez nos voisins (en faveur notamment des hauts revenus non salariaux) et qui stimule les revendications de tous ordres, la faible concurrence entre producteurs, la volonté très répandue dans les milieux politiques d'une protection sociale toujours améliorée, le climat de gaspillage et de consommation ostentatoire entretenu par les vendeurs...

De même, si les investissements étaient trop faibles, ce n'était pas seulement — et même pas d'abord — parce que les trésoreries des entreprises étaient trop serrées ; l'expérience montre que l'industriel qui sait pouvoir vendre davantage n'hésite pas à s'endetter pour produire, mais qu'à l'inverse le chef d'entreprise en mal de clients diffère les investissements qui lui permettraient de fabriquer davantage. Or, depuis des années, la capacité de production de l'industrie française dépasse de quelque 10 à 20 % (selon la façon de compter) ses débouchés.

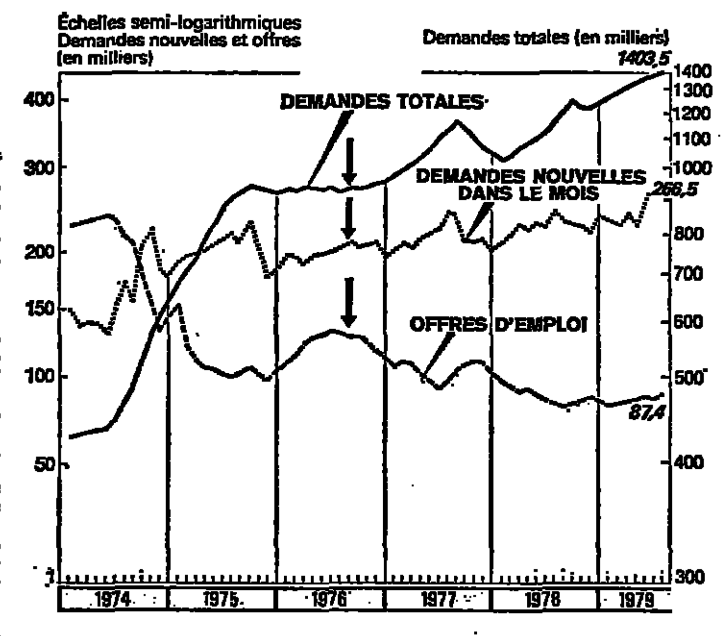
Erreur de diagnostic encore que celle qui consiste à penser que l'on n'aurait pas à faire face rapidement à de nouvelles hausses de pétrole et de matières premières. Le redressement commercial indispensable impliquait des économies sérieuses d'importations — donc une inflexion du type de croissance et de la structure des productions — et non pas seulement une course aux exportations supplémentaires qui, en faisant dépendre de plus en plus l'économie française de l'environnement international, la fragiliserait davantage.

...et de thérapeutique

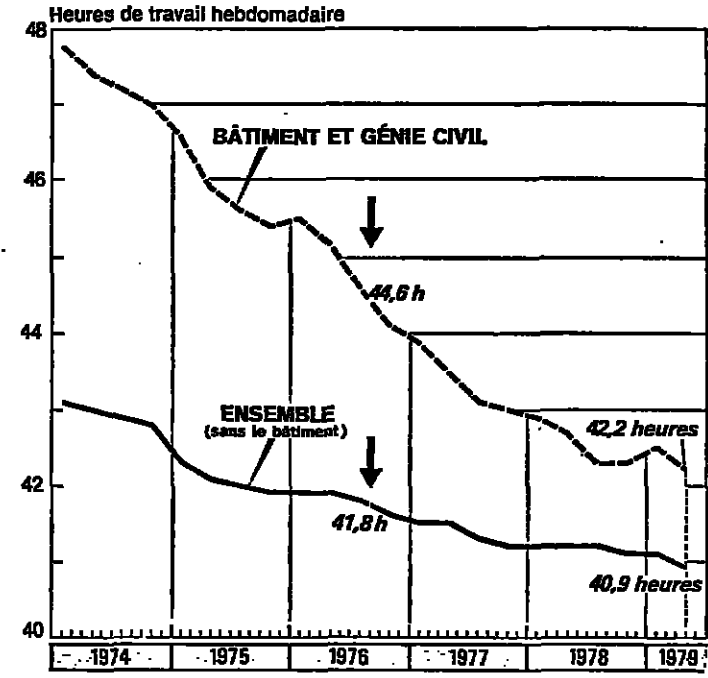
2) *Erreurs de thérapeutique ensuite.* — Victime de son néo-classicisme, M. Barre a manifestement surestimé l'efficacité des moyens conjoncturels pour résoudre des problèmes largement structurels. Le freinage des salaires a bien redressé les profits des entreprises, mais il a simultanément mis en panne la production, puisque celle-ci n'était plus suffisamment tirée par son principal moteur, la consommation.

(Lire la suite page 4.)

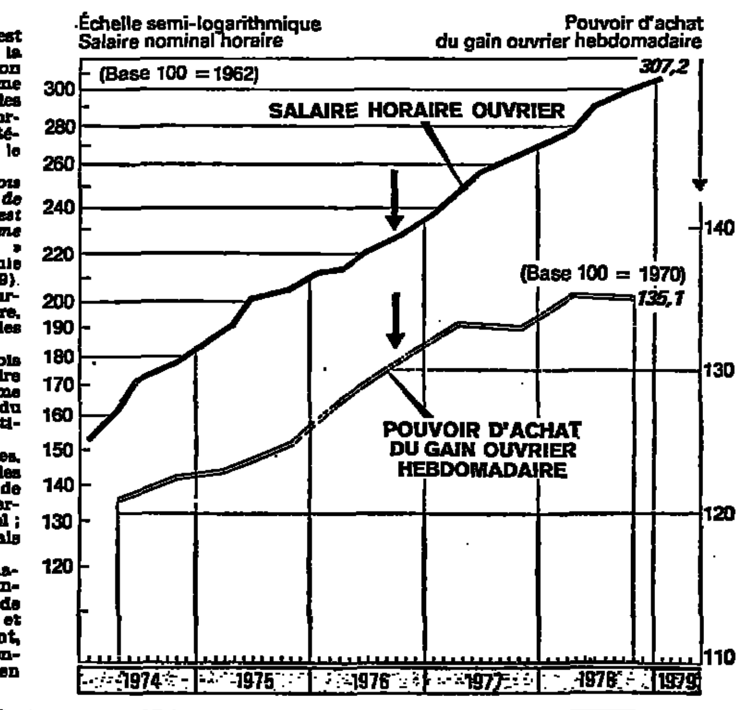
CHÔMAGE = MOITIÉ PLUS DE DEMANDES D'EMPLOI



DURÉE DU TRAVAIL = UNE HEURE DE MOINS PAR SEMAINE



SALAIRES = COUP DE FREIN



(3) L'Allemagne fédérale, qui est allée beaucoup plus loin que la France dans la restructuration industrielle, l'a fait sans grande gêne sociale, parce que les dirigeants des entreprises ont préparé les transformations souhaitables avec les intéressés et qu'ils les ont étalées dans le temps.

(4) « *La création de cent emplois industriels abaisse le chômage de soixante-dix, la proportion n'est que de trente-cinq pour une même création d'emplois tertiaires* » (I.N.S.E.E., « Situation de l'économie française en juillet 1979 », p. 49). Or, les créations d'emplois ont surtout lieu dans le secteur tertiaire, l'industrie n'étant plus, depuis des années, créatrice nette d'emplois.

(5) Pour les douze derniers mois connu, le pouvoir d'achat du salaire net perçu par le « smicard » a même diminué d'environ 1 %, en raison du relèvement de 2,5 % de diverses cotisations sociales.

(6) Pour les deux dernières années, les Comptes de la nation citent les chiffres suivants : 1977 : + 1,3 % de salaire réel en moyenne par personne, mais + 4,7 % d'impôt réel ; 1978 : + 2,9 % de salaire réel, mais + 2,7 % d'impôt réel.

(7) D'après les Comptes de la nation, les prestations sociales moyennes par personne ont augmenté de 8,8 % (en valeur réelle) en 1977 et de 7,2 % en 1978. Symétriquement, les cotisations sociales, qui représentaient 15,3 % du PIB en 1975, en constituaient 16,5 % en 1978.

FRANCE

LE BILAN DE TROIS ANNÉES DE « PLAN BARRE »

Pourquoi avoir échoué dans tant de domaines ?

(Suite de la page 3).

La décélération des salaires a d'ailleurs été faible et lente, faute d'un dialogue sérieux avec les organisations syndicales. C'était une erreur de la part du premier ministre que de penser pouvoir obtenir des syndicats une « pause » (sans même aller jusqu'au recul du pouvoir d'achat comme en Grande-Bretagne ou en Allemagne fédérale), avant d'avoir fourni à la classe ouvrière la preuve que le gouvernement était cette fois décidé à lutter vigoureusement contre les inégalités de revenus et de fortune. La chose est déjà difficile dans les pays où les sociaux-démocrates — liés au mouvement syndical — sont au pouvoir et où ils accordent des compensations aux petits salariés (politique de logements sociaux, de participation au pouvoir dans les entreprises). Chez nous, et sans compensation, la tâche était des plus difficiles, surtout pour un gouvernement conservateur.

C'était une troisième erreur, une fois acquise la certitude d'une aggravation massive du chômage dans les trimestres à venir, que de repousser du pied toutes les propositions de relances formulées à gauche comme à droite. Le problème était — et est encore — non pas de se contenter de trottiner mais de choisir, parmi les modalités de réanimation de l'économie, celles qui sont économes de matières premières et d'énergie, tout en assurant le meilleur emploi possible des capacités humaines et matérielles du pays. L'INSEE avait fait, il y a plus d'un an, des propositions dont on va peut-être enfin se servir à l'automne, comme vient de le redemander le Conseil économique. Pourquoi avoir attendu si longtemps, en faisant comme si l'aide fiscale aux profits et la liberté des prix ranimeraient automatiquement l'investissement, qui relancerait à son tour la machine économique ?

Le souci de ne pas aliéner l'indépendance nationale par un déficit extérieur était sain ; mais pourquoi ne pas l'avoir mis en œuvre par une politique systématique (et non pas symbolique) d'économie d'énergie, par la préparation de sources énergétiques-relais non payables en dollars, et par la recherche d'un « *autre type de croissance* », dans l'esprit de ce qu'avait déclaré il y a déjà six ans M. Giscard d'Estaing à l'UNESCO ? Au lieu de refuser le débat de fond avec les syndicats sur la réduction de la durée du travail, n'aurait-il pas été opportun de chercher comment concilier un meilleur partage des tâches entre tous ceux qui aspirent à les remplir (moyen de réduire le chômage) et des engagements réciproques de modération des coûts salariaux ?

Faute de cela, la nation perd finalement en manque à produire et en assurance-chômage des sommes énormes qui pourraient être utiles à son développement et à sa modernisation. Le déficit budgétaire actuel est largement subi, alors qu'employé de façon plus judicieuse il aurait été plus utile à l'économie. De même, puisque la coopération européenne est indispensable, pourquoi n'avoir pas cherché davantage à pousser des projets européens créateurs d'emplois et nous libérant progressivement de la technologie et des brevets américains ?

Les conversions industrielles étant inéluctables — pour suivre le progrès de la technologie ou faire leur place aux nations du tiers-monde qui multiplient les usines, — pourquoi ne pas en avoir débattu à temps avec les intéressés (représentants des salariés et des populations locales), plutôt qu'attendre la dernière minute pour agir brutalement et sans concertation réelle ? En outre, comme l'industrie n'est plus créatrice nette d'emplois, pourquoi ne pas avoir cherché à multiplier les postes ailleurs, dans les services sociaux réclamés par les citoyens, par exemple, en expliquant à ceux-ci qu'une solidarité accrue est nécessaire à leur financement ?

Enfin, pourquoi ne pas avoir accompagné l'aide aux investissements ou la liberté des prix accordée aux entreprises d'un certain nombre d'exigences de relance conformes à l'intérêt général ? La politique des contrats, si souvent vantée dans d'autres domaines, ne pouvait-elle pas servir ici aussi... et autrement que de la façon qu'ont illustrée les boulangers ?

A quand le nouveau cap ?

Au terme de ces trois années du « plan Barre », la nécessité d'un changement de cours s'impose, puisque la perpétuation d'une politique qui a si peu réussi rencontre de moins en moins de partisans publics. Faut-il le faire, comme l'a annoncé le premier ministre le mois dernier, dans le sens d'un durcissement des choix antérieurs, le recul de pouvoir d'achat pour le plus grand nombre — politique préconisée il y a déjà un an par M. Monory — remplaçant désormais la garantie du niveau de vie ? Ou bien faut-il rechercher une voie nouvelle, cherchant à concilier les impératifs multiples de l'heure (en matière d'emploi et de croissance, notamment), au lieu de privilégier (sans y parvenir d'ailleurs) la lutte contre l'inflation et le maintien du franc ?

Il est à peu près sûr que le président de la République choisira une nouvelle politique à l'approche de sa campagne pour les élections présidentielles. Ce que la quête des voix fera finalement faire, ne pourrait-on pas le commencer dès à présent, dans l'intérêt du plus grand nombre ?

GILBERT MATHIEU.

(Mercredi 22 août.)

Un « attelage » résistant

Pas plus que le goût des gadgets, M. Raymond Barre n'a le culte des commémorations. Le troisième anniversaire de sa nomination à l'hôtel Matignon ne donnera lieu, le 25 août, à aucune cérémonie.

Qui aurait osé, il y a trois ans, aux beaux jours de l'union de la gauche, et au moment où la démission retentissante de M. Jacques Chirac ouvrait une crise de gouvernement, prédire que M. Barre conserverait sa charge aussi longtemps que MM. Michel Debré (trois ans et trois mois) sous le général de Gaulle, et Jacques Chaban-Delmas (trois ans et un mois) sous Georges Pompidou ? L'ancien directeur du cabinet de M. Jean-Marcel Jeanneney a d'ores et déjà dépassé, dans la durée de sa fonction, trois de ses prédécesseurs : MM. Maurice Couve de Murville (onze mois), Pierre Messmer (un an et dix mois) et Jacques Chirac (deux ans et trois mois). Il n'a cessé de recevoir éloges et encouragements de la part du chef de l'Etat. Après l'avoir présenté aux Français, le 27 août 1976, comme *« le meilleur économiste français, en tout cas un des tout premiers »*, *« l'homme public le plus apte à résoudre le problème de la lutte contre l'inflation »*, puis, le 4 janvier 1977, comme *« le Joffre du redressement économique »*, M. Valéry Giscard d'Estaing a fréquemment rendu hommage à son premier ministre : au moins quatre fois en 1977, cinq fois en 1978, deux fois depuis le début de 1979, soit en moyenne une fois par trimestre, en le félicitant, selon les circonstances, pour son *« courage »*, son *« langage d'honnêteté et de vérité »*, l' *« action d'explication qu'il mène sur le terrain »*, son *« intelligence »*, sa *« compétence »*, sa *« loyauté »*, son *« attachement exclusif à la cause de l'intérêt national »*. A l'issue des élections législatives de 1978, le président de la République ajoutait même : *« M. Barre est certainement un des meilleurs premiers ministres que la France ait eus depuis longtemps »*.

L'anesthésiste et le chirurgien

M. Giscard d'Estaing, il est vrai, n'est pas avare de compliments quand les usages ou la nécessité politique l'exigent. Ayant nommé M. Chirac à l'hôtel Matignon, en 1974, il l'avait présenté, lui aussi, comme *« un excellent premier ministre »* avant de le remercier, après son départ, pour son *« exceptionnelle activité »* et sa *« loyauté »* à son égard.

Interrogé sur sa conception de l'homogénéité de l'exécutif, M. Barre déclarait, en novembre dernier : *« S'il n'y a pas une convergence sur les objectifs à poursuivre et les actions à mener, s'il n'y a pas la même conception des institutions et de leur fonctionnement, s'il n'y a pas la même conscience des objectifs fondamentaux à poursuivre, l'attelage ne peut pas tenir longtemps. Il faut, par ailleurs, se souvenir qu'un premier ministre n'est pas purement et simplement un exécutant, sauf à n'avoir aucune personnalité. A l'accord intellectuel d'ensemble doit venir s'ajouter une relation personnelle, je veux dire par là la loyauté du premier ministre à l'égard du président de la République et la confiance du président de la République dans son premier ministre. »*

Entre le chef de l'Etat et son second premier ministre, l' *« accord intellectuel d'ensemble »* se traduit essentiellement par une identité de vues sur la tâche prioritaire — le redressement de l'économie française, qu'il convient de poursuivre, — et sur les mesures à mettre en œuvre pour y parvenir, en dépit des mécontentements qu'elles suscitent ici ou là.

La *« relation personnelle »* qui unit les deux hommes se fonde surtout, semble-t-il, sur un respect réciproque, et une certaine estime, bien que M. Barre n'ait jamais été indulgent pour le laxisme économique des précédents gouvernements et donc du ministre des finances de l'époque, M. Giscard d'Estaing.

Manifestant un attachement gaullien aux institutions, ayant une haute conscience de son rôle et un sens très développé de la hiérarchie constitutionnelle, le successeur de M. Chirac s'accommode bien, en outre, de toutes les conséquences de la présidentialisation du régime.

Dans leurs fonctions et psychologiquement, le président de la République et le premier ministre paraissent se compléter. Tandis que M. Giscard d'Estaing pratique habilement l'art de l'anesthésie en s'employant à sécuriser et à dédramatiser, M. Barre se livre aux opérations chirurgicales sans douceur en répliquant aux plaignants qu'il vaut mieux avoir un peu mal aujourd'hui que très mal demain.

Cette convergence de vues et cette communauté d'esprit n'expliquent pas totalement le fonctionnement harmonieux, depuis 1976, du tandem Elysée-Matignon. Entre les deux têtes de l'exécutif la coexistence pacifique résulte aussi des enseignements que M. Giscard d'Estaing a tirés de son conflit avec M. Chirac.

Le chef de l'Etat, à partir de l'automne 1976, a modifié son attitude sur deux points. D'une part, en installant à l'hôtel Matignon un non-parlementaire, il a cherché à dégager l'action gouvernementale des pressions des partis et à resserrer la dépendance du premier ministre à l'égard du président de la République, comme le général de Gaulle l'avait fait, en 1962, en remplaçant M. Michel Debré par Georges Pompidou. Cette orientation a été accentuée, dans le deuxième gouvernement Barre, fin mars 1977, par la suppression des trois ministres d'Etat qui avaient constitué l'ossature politique de l'équipe gouvernementale précédente. Irrité par les querelles qui avaient émaillé, au sein de la majorité, la campagne des élections municipales, M. Barre avait demandé, et obtenu, le départ de MM. Olivier Guichard (R.P.R., justice), Michel Poniatowski (R.I., intérieur) et Jean Lecanuet (C.D.S., plan et aménagement du territoire).

D'autre part, le chef de l'Etat a voulu clarifier la répartition des tâches et consacrer l'autorité du premier ministre sur les ministères et l'administration pour éviter que l'Elysée ne devînt en permanence une instance arbitrale entre l'hôtel Matignon et les membres du gouvernement. Ainsi M. Giscard d'Estaing a-t-il souligné, dès la nomination de M. Barre, qu'il appartenait à celui-ci, *« et à lui seul »*, de *« diriger et coordonner l'action de tous les ministres »*, en conduisant l'action du gouvernement *« dans la plénitude de ses fonctions »*. M. Barre a fait en sorte que ces directives présidentielles soient suivies à la lettre. Si les ministres adressent directement au président de la République des informations qu'ils jugent utiles à l'exercice de ses responsabilités, les décisions éventuelles de ce dernier leur sont transmises par le premier ministre.

« Quand un de mes chargés de mission discute d'un dossier et de nos propositions avec M. Soubie (conseiller du premier ministre chargé des affaires sociales) *ou avec M. Hadas-Lebel* (conseiller du premier ministre chargé des affaires de justice, de la fonction publique, etc.), *en présence d'un conseiller du président de la République, c'est aux conseillers du premier ministre qu'il s'oppose éventuellement et si le représentant de l'Elysée intervient, c'est pour approuver leur position,* explique un membre du gouvernement. *Ce sont les conseillers du premier ministre qui tranchent. Et si jamais j'estime que tel ou tel dossier, plus particulièrement politique, doit être examiné par la présidence, l'Elysée me renvoie toujours à Matignon. »*

Certes, dans la pratique, comme sous les présidences du général de Gaulle et de Georges Pompidou, aucune décision essentielle n'est prise sans avoir été entérinée, au préalable, par l'Elysée. Les mises au point ultimes, pour les affaires importantes, se font au cours des audiences bihebdomadaires que M. Giscard d'Estaing accorde à M. Barre, le lundi et le jeudi à 18 h., ainsi qu'à l'occasion de nombreux échanges téléphoniques. Et le dernier mot appartient toujours au président de la République qui fixe les orientations de la politique à suivre. Ce rôle suprême d'inspiration, de contrôle, le chef de l'Etat ne manque pas de le rappeler en rendant publiques les lettres qu'il adresse régulièrement au premier ministre, soit pour déterminer le programme détaillé des travaux du gouvernement (les dernières directives en date, publiées le 26 avril, fixaient le calendrier gouvernemental de mai à octobre), soit pour indiquer les actions à entreprendre dans certains domaines précis (en 1978, par exemple, les lettres relatives aux problèmes de la Corse et au développement économique du Sud-Ouest).

M. Barre exerce ses prérogatives de chef d'état-major mais l'autorité souveraine demeure à l'Elysée. *« Il n'y a pas de dyarchie »*, souligne volontiers le premier ministre.

Figé dans l'isolement

Si, dans le domaine économique, l'échec de la médecine Barre contre l'inflation et le chômage, en partie imputable à l'évolution de la conjoncture internationale, se trouve tempéré par la tenue relative de la monnaie et le rétablissement, en 1978, de l'équilibre du commerce extérieur, dans le domaine politique, en revanche, M. Barre n'a donné aucune suite aux initiatives que le chef de l'Etat lui avait demandé de prendre, en 1976, *« pour élargir, notamment vers le centre gauche, la majorité présidentielle »*, puis, en 1978, pour *« ouvrir la voie d'une large union nationale »*. Son penchant pour l' *« ouverture »* est apparu très modéré, sa prudence s'expliquant facilement, au demeurant, par son souci de ne pas accroître l'irritation des gaullistes devant les initiatives présidentielles. Le premier ministre n'a jamais donné l'impression, par exemple, de prendre au sérieux la mission sur l'emploi confiée par le chef de l'Etat à M. Robert Fabre dans le but de s'allier les électeurs radicaux de gauche.

Bon gré mal gré, M. Barre a reçu le soutien des parlementaires de la majorité, mais il s'est toujours tenu à l'écart des formations politiques dont il a souvent dénigré les préoccupations électoralistes. En retour, les partis de la majorité n'ont pas relayé le chef du gouvernement dans ses campagnes d'explication. Aussi, pour le proche avenir, le sort politique de M. Barre, qui s'est figé dans son isolement originel, paraît-il dépendre exclusivement de M. Giscard d'Estaing.

M. Barre a, toutefois, acquis au cours de ces trois années une dimension nouvelle. S'il n'a pas battu les records de popularité, son personnage s'est imposé. Après tout, il est le premier ministre qui, si contesté soit-il, n'a pas provoqué l'échec de la majorité aux élections législatives de 1978, comme certains le craignaient. Il n'a pas non plus porté tort aux giscardiens lors des élections européennes. Il a affronté plusieurs conflits sociaux sans perdre le contrôle de la situation. Il assume son impopularité qui sert d'écran à l'audience du président de la République. Le chef de l'Etat semble d'ailleurs partager son sentiment selon lequel *« loin d'avoir de la sympathie pour ceux qui les flattent, les Français ont du respect pour ceux qui leur tiennent le langage de la vérité »*.

La crise économique persistant, M. Barre reste-t-il aux yeux du chef de l'Etat l'homme *« le plus apte »* à l'affronter ? En arrivant à l'hôtel Matignon, le successeur de M. Chirac avait demandé trois ans pour redresser l'économie. Mais, les choses étant ce qu'elles sont, il lui paraît maintenant que deux ans de plus sont nécessaires pour surmonter le choc. Deux ans : c'est le temps qui nous sépare de l'échéance présidentielle de 1981. Une échéance qui appellera, peut-être, un autre traitement politique.

ALAIN ROLLAT.

(Mercredi 22 août.)

Le P.S. cherche à élargir la base sociale de la gauche

(Suite de la première page.)

En tout état de cause, l'occasion d'un rapprochement entre la majorité et la minorité du parti existe : la commission chargée d'élaborer le *« projet socialiste »* avant que celui-ci ne soit soumis aux instances nationales se réunit mercredi 21 août. Son élaboration doit permettre de mesurer la capacité des socialistes à répondre à la crise, ainsi que l'attention qu'ils portent à des catégories qu'ils estiment avoir négligées, tels les cadres, les agriculteurs ou les familles.

Le thème de l'élargissement a d'autres résonances politiques. L'utilisation de la notion de *« salut public »* confirme que la direction du P.S tient un langage susceptible de séduire une fraction de l'électorat gaulliste : c'est une idée chère au CERES. Est-ce à dire que le P.S. cherche, à travers son projet de programme, à retrouver l'unanimité autour de sa direction ? Celle-ci ne semble pas disposée à accueillir en son sein plus que le courant animé par M. Mauroy et à condition qu'il accepte la ligne du congrès de Metz qui l'avait rejeté avec le courant Rocard dans la minorité.

A tous égards la discussion qui s'engage sur le *« projet socialiste »* sera décisive pour la cohésion, l'image, et l'avenir du P.S.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Mercredi 22 août.)

DÉNOUEMENT DANS LE CONFLIT DE L'EX-« FRANCE »

Deux remorqueurs néerlandais ont aidé le « Norway » à quitter Le Havre

L'action engagée par les syndicats, au début de la semaine, et les différentes manifestations organisées par la C.G.T. n'ont pu s'opposer au départ de l'ex-« France » vers les chantiers allemands. C'est tiré et escorté par quatre remorqueurs de haute mer — deux hollandais et deux français de la compagnie « Abeilles international » — que le « Norway » a quitté Le Havre, samedi 18 juillet, pour gagner Bremerhaven, en Allemagne fédérale, où il sera transformé.

Chiffres et nostalgies

Les cris du cœur, les barouds d'honneur, les cortèges, les banderoles et autres calicots, les polémiques politiques, qui, au Havre, autour de la deuxième mort du paquebot *France*, alimentent depuis plus d'une semaine la chronique maritime, sont bien compréhensibles mais étaient prévisibles. Ils soulèvent une série de questions spécifiquement économiques que la nostalgie, quasi unanime, ne saurait éluder.

Il faut sortir de l'amalgame couramment entretenu selon lequel les crises de la marine marchande, des chantiers navals, des entreprises de réparation navale (qu'on se souvienne du feuilleton inachevé de Terrin, à Marseille), des croisières sous pavillon français, obéiraient aux mêmes causes et ne seraient qu'une seule et même chose.

Les entreprises havraises pouvaient-elles emporter le contrat de transformation du *Norway* ? Il eût d'abord fallu qu'elles le veuillent. Or, les quatre entreprises concernées n'ont jamais manifesté d'enthousiasme dans cette affaire, craignant de voir leurs outils de travail trop longtemps immobilisés et certains de leurs habituels clients, mécontents, se tourner vers des concurrents étrangers, à Lisbonne, à Palerme, à Scaramanga (en Grèce), à Singapour. C'est une des raisons pour lesquelles l'offre qu'elles ont faite à M. Klosters était dans un premier temps très élevée (360 millions de francs environ).

Toutefois, le marché aurait pu être emporté par la France si le gouvernement avait accepté d'aider les entreprises havraises dans des proportions comparables aux subventions qu'accorde le ministère des transports à certains chantiers navals (ceux de l'Atlantique à Saint-Nazaire, de La Ciotat, de Dunkerque, de La Seyne ou de Dubigeon à Nantes) lorsqu'il s'agit de la construction de navires neufs.

Ainsi, c'est une somme de 300 à 450 millions de francs (le gouvernement n'a jamais voulu publier le chiffre exact de peur de remontrances de la Commission de la C.E.E.) qui a été accordée à deux grands chantiers français cet hiver pour que la commande de quatre navires porte-conteneurs destinés à un armement polonais soit passée en France. La raison déterminante de cette aide publique était la situation sociale très grave dans la région de Saint-Nazaire et de La Ciotat.

Toutefois, les chantiers de construction et de réparation français peuvent, lorsqu'ils le veulent, se montrer très compétitifs. C'est le cas notamment des Ateliers français de l'Ouest, à Brest, où sont réparés de très nombreux grands pétroliers, et de la C.M.R. à Marseille.

D'autre part, la commande d'un grand paquebot de croisière pour la Home Line a été passée il y a quelques semaines aux chantiers de La Seyne, ce qui montre que les entreprises françaises de ce secteur sont capables, techniquement et financièrement, de construire tous les genres de navires. Dans le cas du *Norway*, l'avance dont bénéficiaient les chantiers allemands était toutefois certaine, d'autant plus que l'armement allemand Hapag Lloyd vient de confirmer la construction par les chantiers de Brême — notamment celui qui réparera le *Norway* — d'un paquebot dénommé *Europa*, de 27 000 tonneaux.

Il est illusoire de croire que le *France* (très gros consommateur de carburant, conçu pour les traversées difficiles de l'Atlantique, non pour « lécher » les îles des Antilles), aurait pu, dans les circonstances économiques actuelles, être exploité sous pavillon français pour faire des croisières. Le statut des marins français est sans doute le plus avantageux du monde (1). La loi interdit que des marins étrangers soient embarqués sur des navires français, sauf à de rares exceptions. Les syndicats, et notamment la C.G.T., veillent rigoureusement — excluant toute négociation — à ce que cette loi ne soit pas transgressée.

Ce qui a d'ailleurs provoqué, à l'automne dernier, un long conflit dans la marine marchande car Paquet (seul armement français à exploiter encore trois navires de croisière) avait décidé d'embarquer cent soixante-dix marins indonésiens pour les services d'hôtellerie. Selon l'armateur, sans cette possibilité, la compagnie aurait accusé un déficit annuel d'au moins 12 millions de francs. Les pays qui font naviguer des bateaux à passagers dans la mer des Caraïbes ont d'ailleurs tous recours à des équipages en grande partie composés de marins du tiers-monde, ce qui allège considérablement les charges d'exploitation puisque le coût des équipages affectés à l'hôtellerie représente près de 35 % du prix de revient de l'exploitation d'un bateau français de croisière.

Outre cette série de questions auxquelles il faudrait en adjoindre d'autres (pourquoi la solidarité ouvrière ne s'étend-elle pas à l'ensemble des marins de commerce, à l'ensemble des ports français, aux quinze mille dockers ?), il faut adresser au moins une interpellation au groupe Tag et à M. Akram Ojjeh, le précédent propriétaire du *France*.

L'homme d'affaires saoudien reste en effet dans cette affaire singulièrement discret. Loin sont ses propos, maintes fois et ostensiblement répétés, selon lesquels il était un grand ami de la France et il voulait répandre à l'étranger le renom de la culture, de la civilisation et des traditions françaises. En quelques mois, et après s'être fait facilement une large publicité, il aura revendu le plus grand paquebot du monde à peu près au prix auquel il l'avait acheté.

Oublie-t-il déjà que, au début de juin 1978, rejetant catégoriquement des rumeurs de revente du paquebot, il avait, sans le démentir, laissé un de ses porte-parole officiels déclarer : *« Ce navire n'est pas seulement pour nous une affaire financière, c'est un symbole ; même s'il nous coûte de l'argent tel qu'il est ancré actuellement au port du Havre, sans emploi, nous ne nous en séparerons à aucun prix. »*

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Samedi 18 août.)

(1) Les marins français, allemands, belges, néerlandais, suédois se situent dans le peloton de tête, bien avant les marins britanniques notamment. En France, les navigants bénéficient de la retraite à cinquante-cinq ans. Ils ont droit à dix-sept jours de congé par mois d'embarquement. Un second capitaine (avec une ancienneté moyenne) touche environ 10 000 F par mois.

Le Monde
dossiers et documents

Numéro
de juillet-août-septembre

LA VIOLENCE

LE ZAÏRE

Le numéro : 3 F.
Abonnement an un
(dix numéros) : 30 F

LES DIFFICULTÉS

gouvernement gèle les prix
des services et restreint

APRÈS LES PREMIERS AFFRONTEMENTS
différentes parties en conflit

LES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES DES PAYS SOCIALISTES

YOUGOSLAVIE :

Le gouvernement gèle les prix des produits et des services et restreint les crédits

Le récent rapport annuel de l'O.C.D.E. sur la Yougoslavie préconisait un freinage de la croissance pour éviter que les tendances inflationnistes conjuguées au chômage ne remettent trop sévèrement en cause la stabilité économique. Or l'hiver s'annonce difficile, surtout après les dernières décisions du gouvernement.

De notre correspondant

Belgrade. — Avant de se séparer pour les vacances, les parlementaires ont examiné la situation économique du pays. L'Assemblée nationale a constaté l'existence de *« tendances positives »* : maintien d'un taux élevé de production et de l'emploi, résultats appréciables obtenus en utilisant du charbon, au lieu de pétrole et des matières premières nationales, effort des entreprises pour une exploitation efficace de leur capacité de production, etc. Mais son attention s'est portée surtout sur les *« tendances négatives »* dues, a-t-il été dit, au non-respect des accords sociaux sur lesquels repose le plan de 1979.

Ces tendances *« négatives »* se manifestent en premier lieu en matière de prix : en dépit d'un système de contrôle, d'ailleurs compliqué, les prix n'ont cessé de monter, et certains à un rythme vertigineux. On avait prévu que les prix de détail ne devraient augmenter, en 1979, que de 13 % par rapport à décembre de l'année dernière. Or au 1er juillet déjà, la hausse était de 15 % selon les sources officielles et de 19 % selon la presse. A la même date, les prix des produits agricoles et des services, qui n'auraient pas dû augmenter de plus de 9 %, avaient doublé. Seuls les prix des produits industriels se tiennent relativement bien. D'autre part, les statistiques officielles indiquent une augmentation du coût de la vie de 13,5 % (contestée par la presse qui avance le chiffre de 19 %, et M. Duzounovitch, membre du gouvernement fédéral, a déclaré que l'inflation *« approche de 20 %, ce qui ne s'est pas produit depuis des années »*).

Un tel état de choses est attribué à la hausse du prix du pétrole, mais aussi et surtout à une activité économique *« en surchauffe »*. La consommation a atteint un niveau jamais enregistré. Au cours du premier semestre, elle a été de 40 % supérieure à celle de la même période en 1978. Les investissements s'y sont taillé la part du lion. Pour les ramener aux possibilités du pays, les banques ont reçu l'ordre de ne plus accorder de crédits pour les investissements non productifs. On espère ainsi mettre un terme à un procédé en usage depuis des années qui permettait à diverses organisations socio-politiques, administratives, culturelles, sportives et autres de construire pratiquement sans posséder de fonds propres. La première conséquence de cette mesure sera l'ajournement de la mise en service de certains ouvrages ou l'arrêt pur et simple de constructions en cours. Des restrictions frappent également les crédits à la consommation qui se chiffrent chaque année par dizaines de milliards de dinars. Les autorités exigeront dorénavant une stricte application du principe selon lequel le montant du salaire doit être le résultat de la productivité et non de la hausse du prix des produits d'une entreprise ou de spéculations auxquelles les entreprises ont quelquefois recours pour s'assurer un revenu plus élevé. Si les accords autogestionnaires conclus à ce sujet ne sont pas respectés, les salariés devront restituer le trop-perçu. Les ouvriers et employés de cent quatre-vingts entreprises de Skoplje, annonce la presse, auront ainsi, du moins théoriquement, à rembourser 279 millions de dinars.

Déséquilibre de la balance commerciale

Parmi les facteurs de stabilisation économique il en est un auquel est attribuée une importance toute particulière. La Fédération, les Républiques fédérées et les communes ont décidé, d'un commun accord, de *« geler »* jusqu'au 30 septembre les prix des produits et des services à leur niveau du 3 août. Par la suite, seuls les prix de certains produits pourront augmenter alors que les autres demeureront gelés ou seront ramenés au niveau prévu au début de l'année.

La décision a été saluée par l'opinion publique. Elle suscite cependant des réserves de la part des entreprises qui craignent une réduction de leurs revenus. Certaines entreprises ayant eu vent de ces mesures se sont dépêchées d'augmenter leurs prix avant le 3 août. Ce fut le cas, notamment, des postes qui ont annoncé, le 1er août, que le coût d'installation d'un appareil téléphonique passait de 926 à 3 000 dinars...

Le déséquilibre de la balance commerciale s'est aggravé. De janvier à juin 1979, les importations se sont montées à 113,4 milliards de dinars et les exportations à 54,2 milliards. L'essentiel du déficit est enregistré avec les pays industriels où la Yougoslavie a acheté pour 67,7 milliards de dinars (40 % de plus qu'en 1978) et n'a vendu que pour 23,8 milliards. A ce propos, d'amers reproches sont adressés à la Communauté européenne, accusée d'avoir soumis les produits yougoslaves à un *« sévère régime de contrôle »*. Et comme les négociations en vue de la conclusion d'un nouvel accord avec l'organisation de Bruxelles traînent depuis plus d'un an, des suggestions sont faites de divers côtés en vue de rechercher d'autres partenaires qui feraient preuve *« d'une plus grande compréhension »* en ce qui concerne les revendications yougoslaves.

Le déficit de la balance commerciale sera cependant compensé en partie par les revenus du tourisme (on en attend plus de 800 millions de dollars) et les envois des ouvriers yougoslaves travaillant dans les pays occidentaux (2 milliards de dollars environ).

Le bilan de la situation économique serait incomplet si l'on ne faisait pas état du facteur épargne. Les citoyens avaient, fin juin, sur leurs comptes privés en banque, 140 milliards d'épargne en dinars et 115 milliards en devises étrangères. Cette somme considérable (elle représente près de 30 % du potentiel global des établissements financiers) est déposée au nom des ouvriers émigrés et des membres de leur famille, des propriétaires privés de pensions-restaurants et divers services qui font payer les touristes étrangers en devises, des exploitants agricoles privés qui vendent au marché libre leurs produits à prix d'or, et de toute une catégorie de gens aux revenus d'origine souvent douteuse, mais dont ne se préoccupent pas les banques. Ainsi, malgré les bouleversements actuels qui, par leur ampleur, dépassent tout ce que l'on avait connu lors des multiples *« réformes économiques précédentes »*, la majorité des Yougoslaves ont pris, en juillet et en août, la route des vacances sans trop se soucier de l'hiver qui s'annonce pourtant difficile.

PAUL YANKOVITCH.

(Mercredi 15 août.)

ROUMANIE :

La crise énergétique pourrait remettre en cause la politique d'indépendance

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Jusqu'où le président Ceausescu est-il décidé à mener la *« guerre de l'essence »* au sein du Comecon, l'association économique de la communauté socialiste ? Vendredi 10 août, le dirigeant roumain a haussé le ton d'un cran en établissant un lien direct entre le poids des charges militaires au sein du pacte de Varsovie et les problèmes socio-économiques croissants que connaissent les pays socialistes.

Dans un discours prononcé dans la ville minière de Lupeni, dans le sud-ouest du pays, M. Ceausescu a déclaré : *« La politique d'armement a atteint un niveau que rien ne saurait justifier. Nous pensons qu'il est nécessaire d'assurer les conditions pour la défense de l'indépendance de la patrie. En ce qui nous concerne, nous respectons les obligations envers les pays auxquels nous sommes alliés. Mais nous trouvons que l'on a abouti à une limite au-delà de laquelle les dépenses militaires nous mettent en état d'insécurité, et jettent de lourds fardeaux sur les épaules des peuples, représentant ainsi un grave danger pour la paix mondiale. »*

Le dirigeant roumain a suggéré de réduire graduellement les dépenses militaires de 10 à 15 % d'ici à 1985 et de consacrer une partie des sommes ainsi dégagées au développement socio-économique.

M. Ceausescu avait formulé des reproches similaires envers le pacte de Varsovie, auquel son pays appartient, au mois de novembre dernier. A l'époque, il avait publiquement annoncé que la Roumanie refusait désormais de suivre le rythme de la course aux armements et procéderait provisoirement à un « gel » de ses dépenses militaires. La contribution de Bucarest à l'effort financier exigé au sein du pacte de Varsovie par les charges de défense commune est en réalité assez modeste et nullement comparable en tout cas à celles de pays comme l'Allemagne de l'Est ou la Tchécoslovaquie. Les sérieux déboires que rencontre actuellement le gouvernement roumain sur le plan énergétique sont beaucoup moins à mettre au compte du poids trop lourd du budget des armées qu'à celui du mauvais fonctionnement de l'économie de ce pays, d'une série d'erreurs de planification à long terme depuis dix ans et des contraintes d'une politique étrangère se voulant indépendante.

M. Ceausescu a donné lui-même la semaine dernière, au cours de sa tournée dans la région minière d'Olténie, des exemples des *« sérieuses déficiences »* existant dans le fonctionnement du secteur énergétique. Selon ses propres indications, les retards constatés depuis le début de l'année dans la production de charbon du seul bassin de Gorj et dans la livraison d'énergie électrique par les deux centrales thermiques les plus modernes du pays équivaudraient à une quantité de 3,5 millions de tonnes de pétrole, soit une perte de 560 millions de dollars. On comprend mieux, dans ces conditions, les mesures draconiennes d'économie décidées brusquement à la fin du mois dernier.

Le manque d'efficacité de l'appareil de production, déjà constaté au cours du précédent quinquennat (1971-1975), avait déjà obligé les responsables du plan à revoir en baisse les objectifs pour 1980. En 1975, la production d'énergie électrique n'avait pu dépasser 53,6 milliards de kWh, soit 4 milliards de moins que le chiffre figurant sur le plan. Au vu de ce résultat, l'objectif pour 1980 (à l'origine 75 à 80 milliards de kWh) avait été fixé au maximum à 78,8 milliards de kWh. Or, selon les plus récentes données, la production ne dépasserait pas l'an prochain 74 milliards de kWh.

Ces erreurs répétées de prévisions paraissent être la conséquence directe, mis à part l'insuffisance de la productivité, d'une mauvaise appréciation de l'évolution de la structure énergétique depuis dix ans. L'exemple du nucléaire est particulièrement frappant. En 1970, le gouvernement roumain mettait au point un programme nucléaire à des fins énergétiques prévoyant jusqu'en 1980 l'installation d'une puissance de 1 800 à 2 400 MW et une production de 10 milliards de kWh. A ce jour, la construction de la première centrale nucléaire n'a toujours pas commencé, et il est maintenant plus modestement question d'une puissance installée de seulement 660 MW en 1985.

Il en va de même pour les autres sources d'énergie. En octobre 1974, M. Manescu, alors premier ministre, indiquait que la part de l'énergie électrique d'origine thermique et hydraulique devrait atteindre 60 % de l'ensemble de la production en 1980. Or, selon des estimations récentes, ce pourcentage sera inférieur à 58 % et, si l'on en croit M. Ceausescu, ce sont toujours les hydrocarbures qui contribuent actuellement pour 60 % à la production d'énergie électrique, ce qui semble être tout de même un chiffre étonnamment élevé par rapport aux indications dont on disposait jusqu'à maintenant.

L'acuité de la crise pétrolière mondiale a fait prendre conscience aux dirigeants roumains de l'urgence d'établir enfin des priorités. Compte tenu de l'épuisement d'ici environ quinze ans des ressources pétrolières nationales, la première place dans le secteur énergétique sera occupée à l'avenir par le charbon. Des mines sont ouvertes, de puissantes centrales thermiques sont en construction. La part du charbon dans la balance énergétique qui était de 28 % en 1975 devrait être de 40 % en 1980, de 55 % en 1985 et de 60 % en 1990.

Selon les projets de documents qui seront soumis au XIIe congrès du parti au mois de novembre, le but de la Roumanie serait de devenir indépendante d'ici à la fin de la prochaine décennie pour son approvisionnement en carburant et en énergie. Étant donnée la stagnation, voire l'amenuisement de la production pétrolière nationale, pendant cette période, on voit mal comment sera réalisée une telle politique. Dans quelle mesure, d'autre part, celle-ci est-elle compatible avec les intentions soulignées de plus en plus souvent ces derniers temps de coopérer aux programmes énergétiques au sein du Comecon ? L'une des conséquences les plus sérieuses de la crise actuelle ne sera-t-elle pas, en fin de compte, de mettre à l'épreuve la politique d'indépendance suivie par la Roumanie ?

MANUEL LUCBERT.

(Mercredi 15 août.)

«Vos vacances... votre séjour en France»

Gascogne

PAYS VERT D'ARTAGNAN
32290 AIGNAN - EN - ARMAGNAC
Lac - Forêt - Camping
Gastronomie et Visite des
CHAIS ARMAGNAC SEMPE
Tél Mairie : (62) 09-24-11
Tél. SEMPE : (62) 09-24-24

Montagne

67140 LE HOHWALD

GRAND HOTEL *** « Inter-Hôtel » Alt. 600 m. Repos dans calme et bien-être milieu forêt vosgienne. Noces, Banquets. Congrès, jusq 300 pers et Sémin. Tennis, pêche, sport, équ., etc.

Mer

ARCACHON - GIRONDE
HOTEL-REST LES ORMES *** N.N.
Directement sur le Bassin
Séjours hiver - Pr. etudiés
1, rue Hovy - Tél. (16-56) 83-09-72.

Hôtel LES CLARINES ** N.N.
74220 LA CLUSAZ (Haute-Savoie)
Tél. : (50) 02-42-16
Situation exceptionnelle, plein alpage
Vue imprenable - Calme
Ouvert juillet - août

Sélection immobilière France
Campagne - Mer - Montagne

27 - Eure

GENTILHOMMIÈRE Normande en parf. état sur parc 1,35 ha, vaste séjour avec poutres appar. et chem. monumentale, cuis., 7 ch., s. de bains, w.-c., grenier pour belle salle de jeux 90 m2. Nomb. dépend. Douves autour de la maison. Chauffage central au fuel. PRIX : 860 000 F.

CABINET VERLAINE
444, rue de la Madeleine,
27130 VERNEUIL-SUR-AVRE.
TELEPH : 16 32-32-88-22.

VENDONS à Sète très belle affaire de LINGERIE FEMININE, LINGE DE MAISON, magasin moderne angle de rues plein centre, C.A. important.
Exclusivité : AGENCE COMPTOIR MEDITERRANEEN,
2, Grand-Rue, M. Roustan,
34200 SETE. Téléphone : 74-18-32.

84 - Vaucluse

VAUCLUSE
Propriétés - Mas - Villas
Appartements - Châteaux - Terrains
Agence TORTEL S.A.
45, boulevard Albin-Durand
84200 CARPENTRAS
Tél. : (90) 63-18-02.

34 - Hérault

GRAND CHOIX TERRAINS
VILLAS - MAISONS
Villages avec ou sans jardin
NOVAGENCE
45, ALLEES PAUL-RIQUET
34500 BEZIERS - Tél. (67) 76-45-48

83 - Var

BANDOL
VARIMMO - Ag. Immob.
16, quai de Gaulle
83150 Bandol - Tél. (94) 29-55-81
vous propose tous les programmes neufs en construction, du studio au 3-4 p., aux prix constructeurs, ainsi que des villas et des terrains.
Documentation sur simple demande.

Irlande du Nord

DIX ANS APRÈS LES PREMIERS AFFRONTEMENTS ENTRE CATHOLIQUES ET PROTESTANTS

Les différentes parties en conflit campent sur leurs positions

De notre envoyé spécial

Belfast. — Dix ans après les premières émeutes entre catholiques et protestants dans le quartier du Bogside, à Londonderry, et dans celui de Falls, à Belfast, les habitants de l'Irlande du Nord reconnaissent avec lassitude que l'analyse politique incline au pessimisme et que rien n'a changé ou peu s'en faut.

Le gouvernement de Londres — comme les autres parties intéressées — admet par la voix de M. Humphrey Atkins, secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord (1 500 000 habitants), qu'on y trouve deux traditions politiques, deux cultures antagonistes. Déterminé à débloquer la situation, M. Atkins estime qu'il faudra du temps.

Londres, à court terme, doit faire face sur le terrain au terrorisme de l'IRA provisoire qui a repris, depuis six mois, avec intensité qu'il n'avait plus depuis deux ans. C'est ainsi que vingt-six membres des forces de l'ordre ont été tués pendant les six premiers mois de 1979 contre quatorze au cours de la même période en 1978.

Dans ces conditions, le gouvernement britannique n'envisage pas d'abandonner à elle-même la police locale, le Royal Ulster Constabulary, constamment renforcée. L'armée britannique (treize mille soldats) restera sans doute encore longtemps en Ulster, même si son importance numérique diminue régulièrement. Il y a 11 000 policiers, dont 3 300 réservistes à mi-temps.

Leur action conjointe a permis l'arrestation de mille huit républicains qui purgent parfois de longues peines dans les centres pénitentiaires de Maze (Long Kesh), Crumlin road, Magilligan, Port-Laoise, Limerick, Armogh (prison de femmes) et en Angleterre. Parmi ces prisonniers, trois cent quatre-vingts font la grève de l'hygiène et refusent l'uniforme carcéral en ne portant qu'une couverture (*« the blankett men »*). Ces chiffres sont fournis par le mouvement républicain qui coiffe le Sinn Fein provisoire et l'IRA provisoire. Ils ne semblent guère contestables. Les autorités britanniques, ne disposent de leur côté, du moins officiellement, d'aucune statistique sur les prisonniers « politiques », puisque, au regard de la loi, ce sont des « criminels de droit commun ». Ainsi sait-on seulement que des loyalistes, partisans inflexibles de l'union avec la Grande-Bretagne, sont aussi emprisonnés, mais leur nombre n'est pas connu.

Depuis presque deux ans, la grève de l'hygiène menée par des prisonniers républicains fait l'objet de controverses (*le Monde* du 28 août 1978). Pour contrer la campagne qui vise à leur faire octroyer le statut de prisonniers politiques, le gouvernement diffuse des tracts qui montrent les cellules du centre pénitentiaire de Maze « avant » et « après » le passage des *« blankett men »*. En fait, embarrassées par ce problème humanitaire, les autorités expliquent dans l'un de ces tracts : *« Parmi les prisonniers qui observent cette grève, plus de quatre-vingt-dix sont convaincus d'assassinat ou de tentative d'assassinat. Une centaine sont convaincus d'attentat à l'explosif. Huit membres de l'administration pénitentiaire de l'Irlande du Nord ont été assassinés par des criminels agissant à l'extérieur par solidarité avec les prisonniers. »*

L'attachement des protestants à la Grande-Bretagne

Le Sinn Fein provisoire, dont le principal cheval de bataille est exprimé par le slogan *« Brits must go ! »* (« Les Britanniques dehors »), se nourrit de cette répression et de celle, plus quotidienne, qui consiste en contrôles, interrogatoires et gardes à vue touchant directement ou indirectement un très grand nombre de familles catholiques. Selon le Sinn Fein, le mouvement de 1969, mouvement de révolte émotionnelle, est devenu politique. Il s'agirait donc, le départ des Britanniques obtenu, de trouver un *modus vivendi* avec les protestants. Les habitants de l'Ulster, selon lui, ne sont divisés que parce que *« les Brits ont créé une petite différence économique entre les classes ouvrières protestante et catholique »*.

Cette analyse supprime un peu trop rapidement l'attachement « pur et dur » des protestants à la Grande-Bretagne. Les catholiques du Parti travailliste social-démocrate (S.D.L.P.), qui ont un député sur douze élus en Ulster, ont une position infiniment plus modérée. Ils protestent contre l'attitude intransigeante des unionistes (protestants), qui n'accepteraient un accord qu'à la condition de conserver tous leurs pouvoirs et privilèges. Aussi le S.D.L.P. estime-t-il qu'avant de pouvoir se retirer les Britanniques ont encore un rôle à jouer pour rapprocher les deux communautés.

Récupérer le pouvoir

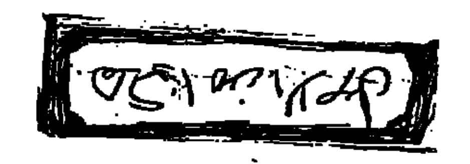
A l'évidence, les positions politiques des partis protestants n'ont rien de commun avec celles des catholiques. Le parti unioniste officiel réclame la formation d'un gouvernement et d'un Parlement à Belfast, le Stormont, alors que ceux-ci ont été dissous en mars 1972. En fait, le parti unioniste officiel voudrait récupérer le pouvoir, du moins en grande partie, en Irlande du Nord. Il s'étonne du fait que les vingt-cinq districts de l'Ulster ne gèrent que l'incinération des ordures, l'aménagement et l'entretien des parc et des cimetières. Il souhaite que les services sociaux, de la santé, de l'éducation et du logement dépendent à nouveau des organismes de la province. Le terme *« quango » (quasi autonomous non government organisation)* dont on a baptisé ces services de l'Etat est très à la mode. Le gouvernement rétorque que la politique de Londres n'est effectivement pas la meilleure pour administrer les affaires de l'Irlande du Nord, mais qu'il n'en voit pas d'autre pour l'instant.

Passés maîtres dans l'exercice de pressions sur les uns et les autres, les représentants de l'Ulster Defense Association (U.D.A.) assurent, quant à eux, que, depuis le mois d'avril, ils veulent couper tous les liens avec Londres. Ils restent, en fait, loyalistes, mais accusent le gouvernement de mollesse et de faiblesse à l'égard de l'IRA provisoire. *« Londres accepte*, disent-ils, *qu'il y ait un certain niveau de violence et se prépare à ce que cela dure avec toutes les répercussions économiques sur l'emploi »*. Eux non, visiblement. « Non violents » durant trois ans, ils se préparent à redevenir ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être : des para-militaires. Exaspérés par l'exhibition d'armes faite par l'IRA provisoire lors de la manifestation républicaine de Belfast, le dimanche 12 août, ils se disent poussés par leur base.

Cette exaspération est du reste partagée par le révérend Robert Bradford, député unioniste, qui considère qu'il s'agit là d'une « guerre » déclarée et que l'armée aurait dû intervenir en bonne logique. Selon lui, les cinq mille républicains qui ont applaudi dimanche les armes présentées par des hommes en cagoules, sont des assassins potentiels. Dix ans après les émeutes du Bogside et de Fallsroad rien n'a changé, ou si peu. Chacun campe sur ses positions.

LAURENT GREILSAMER.

(Jeudi 16 août.)



PROCHE-ORIENT

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION EN IRAN

• La répression s'étend à toutes les formations laïques
• Des colonnes de blindés se dirigent vers le Kurdistan

Tandis qu'un communiqué gouvernemental annonçait, lundi soir 20 août, que « le calme est revenu dans l'ensemble du Kurdistan », *on apprenait de source officielle que plusieurs colonnes de blindés se dirigeaient vers la province rebelle. Les autorités auraient l'intention, entre autres, de reprendre le contrôle de la base militaire à Mahabab, tenue par les insurgés.* « La lutte du du peuple kurde d'Iran, *a déclaré le chef religieux Cheikh Hosseini,* se poursuivra, même si elle doit durer encore cinquante ans. »

Quatorze combattants ou militants kurdes ont été fusillés, ce mardi matin 21 août, à la suite de condamnations prononcées par l'ayatollah Khalkhali, qui vient d'être nommé procureur général de la province. Deux collaborateurs de l'ancien régime ont été, d'autre part, exécutés à Khorramshar, dans le sud du pays.

Le procureur de Téhéran a invité toutes les organisations politiques à rendre « dans les plus brefs délais » *les armes qu'elles détiennent. La répression n'épargne désormais aucune formation laïque.*

Mardi matin, le siège du parti communiste Toudeh a été occupé par les miliciens islamiques avant d'être placé sous scellés. Le secrétaire général du parti, M. Kianouri, avait déclaré, lundi, à l'A.F.P., qu' « il s'absenterait pour quelques jours de la capitale ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — Le procureur général des tribunaux islamiques, l'ayatollah Azari-Qomi, continue à sévir. Il a, le 20 août, rendu publique une nouvelle liste de vingt-deux publications, quotidiens et périodiques, qui devront cesser de paraître dans les quarante-huit heures. En tête figure le quotidien du parti communiste Toudeh, *Mardom qui*, pourtant, appuie les principales options économico-politiques de l'imam Khomeiny. Viennent ensuite les organes des organisations marxistes, comme *Skar*, hebdomadaire des Fedayin du peuple ; *Toufan* (maoïste) et *Khalq* (parti socialiste ouvrier trotskiste). Trois nouveaux périodiques humoristiques : *Bohloul*, *Haji Baba* et *Mash Hassan*, cesseront également de paraître, partageant ainsi le sort de l'*Ahangar*, le *Canard enchaîné* iranien qui, chaque semaine, faisait rire aux dépens des gouvernants de Téhéran et de Qom. *L'Azad*, publié par les vingt journalistes licenciés du *Keyhan*, et l'*Azadi*, hebdomadaire du Front démocratique national, figurent aussi sur cette liste ainsi que deux revues éditées en langue turque : *Yuldash* et *Azerbaïdjan*. Certaines de ces publications avaient devancé la hache du censeur. C'est le cas de l'hebdomadaire de Téhéran *Moussava*, l'illustré dont le dernier numéro montrait en première page la caricature d'un géant fruste brandissant d'une main un journaliste tremblotant et de l'autre lui fermant la bouche.

Une hystérie anti-Kurdes

L'ayatollah Azari-Qomi a précisé aux journalistes que ces mesures avaient été prises parce que « *l'imam a dit que ces publications sont contre la voie de l'islam et de la nation* », qu'elles « *propagent de fausses informations* » et « *participent au complot* ». Une fois de plus, la nouvelle loi sur la presse mise au point par le ministère de l'orientation nationale pour bâillonner les journaux n'a pas été invoquée. Pour qu'il n'y ait pas de confusion possible à ce sujet, le sous-secrétaire de ce ministère, M. Mehdi Momken, a indiqué qu'il n'avait pas été tenu au courant de ces mesures qui, a-t-il souligné, « *ont été prises indépendamment de la loi sur la presse par le procureur général islamique* ».

La mesure qui frappe *Mardom* est la plus surprenante. L'organe du parti communiste Toudeh avait applaudi des deux mains la fermeture de l'*Ayandegan* qu'il avait qualifié de « *journal gauchiste et provocateur* », reprenant à son compte l'accusation officielle selon laquelle ce dernier était « *financé par les Israéliens et l'ancien régime* ». Elle pourrait cependant s'expliquer par un récent communiqué du parti communiste critiquant implicitement les mesures prises contre les Kurdes en demandant « *une solution pacifiste de la crise du Kurdistan dans le cadre de la défense de la révolution iranienne et la garantie des droits nationaux du peuple kurde.* »

La radio et la télévision, qui ont toujours préconisé la mise au pas de la presse non conformiste, n'accordent que peu de place à ces décisions. Elles consacrent en revanche une bonne part de leurs émissions à échauffer les esprits au sujet de la situation au Kurdistan. A longueur de journée, les militaires défilent devant les micros et les caméras pour expliquer comment ils vont venir à bout des rebelles. Le 20 août, la télévision a montré la cérémonie qui a précédé le départ d'une compagnie de l'armée pour le Kurdistan, fanfare en tête. Au cours de la matinée, le Bazar avait fermé en signe de protestation contre le comportement des dirigeants kurdes. En même temps, quelques milliers de jeunes suivaient le cortège funèbre de plusieurs Pasdars tués à Paveh qui ont été enterrés en grande pompe au cimetière de Behechte Zahra, aux cris de « *Exécutez Ghassemlou, Cheikh Ezzedine Husseini, et Matine Daftari !* »

L'imam Khomeiny a, pour sa part, lancé un appel aux Kurdes leurs demandant d'arrêter les dirigeants « *sataniques* », « *agents de l'impérialisme américain et du sionisme* », du Parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.). Ceux qui contribueront à leur arrestation — a-t-il dit — « *recevront les bénédictions de Dieu et du Prophète* ». Après l'exécution de douze Kurdes accusés d'avoir participé aux troubles de Paveh et qui, en fait, n'auraient rien à voir avec ces événements (selon certaines sources kurdes à Téhéran, il s'agirait de simples instituteurs), l'imam Khomeiny a envoyé au Kurdistan le redoutable ayatollah Khalkhali en qualité de procureur général des tribunaux islamiques.

Le climat d'hystérie qui règne dans certains milieux politiques à propos du Kurdistan ne contribue pas à jeter la lumière sur la véritable situation sur le terrain, et rend particulièrement malaisée la tâche des journalistes. C'est ainsi que, le 19 août, la radio avait brusquement interrompu ses émissions en début d'après-midi pour diffuser un appel de l'imam Khomeiny ordonnant une mobilisation générale pour « *sauver la garnison de Sanandaj submergée par les éléments du P.D.K.I.* (1), *et les femmes de cette ville prises en otages* ». Cet ordre précisait que les renforts devaient être dépêchés d'urgence sur les lieux, que tout retard « *même d'une heure* » pouvait avoir des conséquences tragiques, et que les responsables de ces retards seraient châtiés sévèrement.

En réalité, le calme régnait à Sanandaj, ainsi que l'a confirmé le 20 le gouverneur général du Kurdistan, Mohamed Khakiba, qui a déclaré à la presse qu'il ne comprenait pas les déclarations de l'imam Kohmeiny. « *J'aurais souhaité* — a-t-il dit — *que l'imam m'ait consulté avant de faire cette déclaration. Je ne sais pas qui l'a informé. Mais, ce dont je suis sûr, c'est qu'on lui a raconté des mensonges.* » Entre temps les ordres de l'imam avaient été suivis à la lettre et des centaines de Pasdars s'étaient attroupés devant les grilles de la caserne d'Echratabad, demandant de partir pour Sanandaj. Des voitures, des camions, et des autocars — y compris un autobus urbain à double étage — avaient été réquisitionnés dans les rues et leurs conducteurs ahuris avaient reçu l'ordre de se diriger d'urgence vers Sanandaj.

Qui donc a pu fournir à l'imam les fausses informations au sujet de la situation à Sanandaj ? La réponse à cette question est d'autant plus importante que nombreux sont ici ceux qui affirment que la gravité de la situation à Paveh a été délibérément grossie le 17 août par certains conseillers de l'imam pour l'inciter à prendre des mesures extrêmes et irréversibles contre... les « *mous* » du gouvernement, l'armée et les différentes factions de l'opposition laïque, libérale ou de gauche.

Quoi qu'il en soit, il est certain que l'assemblée des experts chargés de mettre au point l'avant-projet de la Constitution s'est réunie le 19 août dans un climat qui n'autorise aucun espoir pour ceux qui souhaitent l'élaboration d'une Constitution où les droits des laïcs seraient pris en considération. On savait déjà que la composition même de cette assemblée choisie au terme d'une élection fort contestée ne donnait aucune chance aux partisans d'une Constitution libérale. En effet, sur les soixante-treize membres de cette assemblée on compte cinquante-sept mollahs, quatre représentants des minorités religieuses et douze civils, pour la plupart plus religieux que les religieux. En fait seuls deux des membres de l'assemblée — M. Ghassemlou, chef du P.D.K.I., et M. Moghaddam-Maraghi, chef du petit parti radical — pouvaient défendre le point de vue des laïcs. De toute manière, le champ de manœuvre de M. Moghaddam est fort limité.

Le message que l'imam Khomeiny a adressé aux membres de l'assemblée ne prête pas non plus à équivoque. « *Vous êtes là*, a-t-il dit, *pour élaborer une Constitution à 100 % islamique et toute autre voie serait contraire aux souhaits de la République et du peuple de l'Iran* ». Il a averti que « *toute proposition qui serait contraire aux enseignements de l'islam devrait être rejetée (...), seuls les chefs religieux, dont certains heureusement se trouvent parmi vous, sont compétents pour décider ce qui est pour ou contre l'islam, et les autres devraient s'abstenir d'intervenir.* »

Dans ces conditions, M. Moghaddam a fait preuve d'un beau courage lorsqu'il a dénoncé au cours de la deuxième session de travail de l'assemblée la manière dont le problème kurde avait été traité. « *Il faut*, a-t-il dit, *d'abord négocier. L'ordre de combattre n'aurait dû être donné qu'en dernier ressort. Si vous dites non à toutes les revendications des Kurdes et si vous les étouffez, c'est vous qui combattez la révolution.* »

JEAN GUEYRAS.

(Mercredi 22 août.)

(1) Capitale administrative du Kurdistan, Sanandaj est l'une des rares localités kurdes où le P.D.K.I. n'est pratiquement pas représenté.

A LA VEILLE DU DÉBAT AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

La politique américaine à l'égard des Palestiniens demeure confuse

M. Robert Strauss est rentré, lundi 20 août, à Washington, sans avoir réussi à convaincre ses interlocuteurs du Caire et de Jérusalem d'appuyer un projet de résolution américaine reprenant en les élargissant les termes de la résolution 242. La séance du Conseil de sécurité, auquel était destiné ce projet, reste fixée au jeudi 23 août. Le refus conjoint d'Israël et de l'Egypte de soutenir la démarche américaine, quoique motivé par des raisons différentes, « constitue un développement politique important », a déclaré le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, devant le groupe parlementaire du Likoud.

D'autre part, le président Sadate avancera son arrivée à Haïfa d'un jour et y fera sa visite officielle à partir du 4 septembre, annonce-t-on de source autorisée proche de la présidence du conseil israélien. Le chef de l'État égyptien séjournera, cette fois, trois jours en Israël.

Il sera accompagné du vice-premier ministre, M. Hassan Touhami, et du ministre de la défense, le général Kamal Hassan Ali, ainsi que de membres de sa famille.

De notre correspondant

Washington. — La politique américaine au Proche-Orient a décidément du mal à sortir de la confusion. M. Andy Young reste encore, pour quelque temps, le représentant des Etats-Unis à l'ONU, ce qui ne l'empêche pas de juger « *ridicule* » la politique adoptée par son gouvernement à l'égard de l'O.L.P. En outre, une polémique quasi quotidienne l'oppose au département d'Etat au sujet de sa rencontre du 26 juillet avec M. Terzi, l'observateur de la centrale palestinienne. On ne sait toujours pas qui a rédigé un rapport sur cette rencontre, onze jours avant que M. Young avoue son « *péché* » à ses supérieurs, qui, au département d'Etat, a lu ce rapport, qui espionne les ambassades arabes à New-York, à qui vont les renseignements ainsi obtenus, etc.

M. Robert Strauss, l'envoyé spécial de M. Carter au Proche-Orient, ne paraît pas avoir fait preuve lui non plus d'une discipline exemplaire. Après avoir échoué dans sa tentative de rallier Israël et l'Egypte à un projet de résolution américaine sur la question palestinienne, M. Strauss a fait à peine mystère de son hostilité à cette entreprise. Il est à peu près clair, à travers ses déclarations publiques, qu'il recommandera à MM. Vance et Brzezinski de renoncer à toute initiative américaine lors de la prochaine réunion du Conseil de sécurité. Là encore, le département d'Etat a dû préciser que l'idée d'une telle initiative n'avait donné lieu à aucun « *tirage* » entre les divers conseillers du président, et que ceux-ci avaient été « *unanimes au moment de la décision finale* » : autrement dit, ils ne l'étaient pas jusque-là, et M. Strauss était probablement dans l'opposition. S'il réussit, comme c'est probable, à rallier M. Carter à ses vues, toute l'affaire aura été un pas de clerc pour les Etats-Unis, et une nouvelle victoire pour Israël.

Sortir du tête-à-tête

Valait-il la peine de déclencher un nouvel affrontement avec Jérusalem pour l'exercice éminemment formel qu'est l'adoption d'une nouvelle résolution de l'ONU ? Les partisans de cette entreprise avancent plusieurs arguments. Le texte proposé, disent-ils, aurait repris les formules-clefs de la résolution 242 favorables à l'existence d'Israël, en y incorporant certains éléments « *pro-palestiniens* » des accords de Camp David de l'an dernier (ceux-ci appellent à reconnaître « *les droits légitimes et les justes demandes du peuple palestinien* », notamment sa capacité à « *participer à la détermination de son avenir* ». Il n'y avait donc pas là de quoi offenser quiconque. Mais surtout Washington cherchait un moyen d'aller à la rencontre des « *Arabes modérés* », sans avoir à opposer son veto à un texte proposé par ceux-ci. C'est à quoi s'est employé M. Young avec un certain succès puisque, selon lui, *le projet de résolution patronné par* le Koweït ne contiendrait même plus la mention du droit des Palestiniens à un Etat : il ne serait plus question que d' « *autodétermination* ».

Sur un plan général, les conseillers de M. Carter voyaient dans ce débat de l'ONU une occasion de sortir du bilatéralisme israélo-égyptien un peu trop exclusif dans lequel s'est enfermé le processus de paix de Camp David, d'y attirer les Palestiniens modérés, peut-être aussi de s'acquitter d'une dette envers l'Arabie Saoudite et d'encourager l'O.L.P. dans ses ouvertures. Après tout, l'adoption par les Arabes, avec la bénédiction ouverte de la centrale palestinienne, d'un texte faisant référence à la résolution 242 aura été un pas vers la reconnaissance de l'Etat juif. En l'occurrence, la résistance est venue non seulement d'Israël, mais aussi de l'Egypte, qui n'a guère de raison de faire des gestes envers le camp arabe et craint de voir Jérusalem suspendre l'application du traité de paix.

L'O.L.P. n'en a pas moins marqué *quelques points*. Son représentant à l'ONU, M. Terzi, a reçu lundi 20 août à New-York une importante délégation de la Conférence des leaders chrétiens du Sud (S.C.L.C.), l'organisation *noire fondée par* Martin Luther King et M. Andy Young, venue ouvrir un « *dialogue* ». C'était la première fois que la centrale palestinienne faisait l'objet d'une telle démarche de la part d'une grande organisation américaine, si l'on excepte ses contacts avec les Américains d'origine arabe ou palestinienne. Le pasteur Joseph Lowery, président de la S.C.L.C., a fait part à M. Terzi du soutien de son organisation « *aux droits humains de tous les Palestiniens, y compris leur droit à l'autodétermination, qui comprend entre autres le droit à un foyer* (homeland) ». Cette prise de position, qui pourrait entraîner l'adhésion d'autres organisations noires, est une conséquence directe de l' « affaire Young ». Elle inquiète la communauté juive américaine, dont les *responsables* doivent recevoir la S.C.L.C. à leur tour ce mardi 21 août.

MICHEL TATU.

(Mercredi 22 août.)

● *Selon le bureau de presse du P.C., une rencontre entre MM. Georges Marchais et Yasser Arafat*, président de l'O.L.P., pourrait avoir lieu prochainement. Dans un communiqué publié lundi 20 août, le service de presse rappelle que : « *des relations étroites de solidarité existent* » entre le P.C.F. et l'O.L.P. et qu'« *au cours des dernières années des rencontres à différents niveaux ont eu lieu aussi bien à Beyrouth qu'à Paris* ».

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

MARDI 14 AOUT

LONDRES. — *Quinze morts parmi les concurrents de l'épreuve de voile du Fastnet, cinq autres parmi les accompagnateurs, tel est le bilan de la tempête qui s'est abattue sur les quelque trois cent trente concurrents de la dernière épreuve de l'Admiral's Cup. Trois yachts qui suivraient la course sont portés manquants : le* Delnic, *le* Kallridge *et* l'Admirable.

MOSCOU. — *M. Chen Ze, vice-ministre chinois du commerce extérieur, quitte Moscou après avoir signé un accord commercial portant sur « les échanges et les paiements » entre l'U.R.S.S. et la Chine pour 1979.*

Malgré leurs divergences et leurs polémiques, les gouvernements soviétique et chinois concluent tous les ans un tel accord. La signature qui vient d'avoir lieu est cependant le signe d'une certaine détente entre Moscou et Pékin.

JEUDI 16 AOUT

BEYROUTH. — *A l'issue d'affrontements dans le port de Beyrouth entre l'armée et les milices chrétiennes, qui ont fait un tué et six blessés dans les rangs des militaires, deux détachements de l'armée, comptant au total deux cents hommes, ont pénétré dans l'enceinte portuaire sans rencontrer d'opposition.*

L'armée dispose désormais, dans le port, de près de trois cent cinquante hommes et de vingt blindés, ce qui constitue pour elle un certain succès dans sa difficile tentative pour affirmer l'autorité de l'Etat.

LE CAIRE. — *Plusieurs dizaines de militants de gauche sont arrêtés. Dans une interview accordée à l'Associated Press, le ministre de l'intérieur, M. Nabawi Ismail, précise que* « les personnes appréhendées ont été inculpées d'appartenance au parti communiste clandestin ». *Selon l'agence (officieuse) du Moyen-Orient, les inculpés auraient été en contact avec* « des milieux étrangers » *dans le but de* « mettre en question le régime, de désintégrer le front intérieur et de porter un coup aux efforts de paix ».

Le parti de la gauche égyptienne, le Rassemblement national progressiste, soutient cependant — toujours selon l'Associated Press — que quarante-six des soixante-quatre personnes arrêtées appartiennent au Rassemblement, et non au parti communiste.

OTTAWA. — *M. John Diefenbaker, qui fut premier ministre du Canada de juin 1957 à avril 1963, meurt à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.*

Membre du parti conservateur (il resta président de ce parti jusqu'en 1976) et exclusivement anglophone, il s'opposa à toutes les revendications émises à l'époque par la province du Québec et se distingua par son attitude d'extrême méfiance à l'égard des Etats-Unis.

VENDREDI 17 AOUT

PARIS. — *M. Juan José Echave, qui fut jusqu'en 1972 un des principaux responsables de l'ETA, fait l'objet, depuis vendredi 17 août, d'un arrêté d'expulsion du territoire français pris par le ministre de l'intérieur.*

La préfecture des Pyrénées-Atlantiques précise que, dans le cas où M. Echave ne trouverait aucun pays d'accueil, « il lui serait interdit de résider ou de paraître dans les neuf départements de la zone Sud-Ouest » et que « des titres de séjour provisoire, d'une durée limitée, pourraient lui être délivrés, en tant que de besoin, par le préfet des départements où il aurait fixé sa résidence ».

KHARTOUM. — *Un important remaniement ministériel est annoncé au Soudan par le président Nemeiry. Le bureau de l'A.F.P. à Khartoum indique que huit ministres, dont ceux de l'économie et des finances, des transports et des communications et de la culture, ont été démis de leurs fonctions.*

D'autre part, selon une dépêche Reuter de Beyrouth, l'opposition de gauche au régime a annoncé la création d'un « front progressiste soudanais » *dont l'objectif est de renverser le régime* « afin de rétablir la démocratie ». *Dans un communiqué, le nouveau front accuse le maréchal Nemeiry d'avoir procédé à* « des centaines d'arrestations ».

SAMEDI 18 AOUT

PARIS. — *M. Francisco Piperno, un des dirigeants présumés du mouvement autonome en Italie, est arrêté, à Paris, par des policiers de la première brigade territoriale, en exécution d'un mandat d'arrêt international lancé par le procureur de la République de Padoue.*

MALABO. — *L'ancien dictateur de Guinée-Equatoriale, M. Francisco Macias Nguema, est arrêté, seul et sans armes, près de son village natal de Mengono. Le président déchu, qui est détenu à Bata, sera jugé par un* « tribunal militaire et populaire, conformément à la volonté du peuple », *a annoncé le commandant de la marine, M. Florencio Maye.*

LUNDI 20 AOUT

NEW-DELHI. — *Le gouvernement de M. Charan Singh décide de démissionner plutôt que d'affronter un vote de confiance au Parlement, qu'il courait grand risque de ne pas obtenir.*

Le cabinet a pris cette décision à la suite d'une réunion extraordinaire, après que le Congrès Indira de l'ancien premier ministre, Mme Gandhi, eut annoncé qu'il voterait contre le gouvernement, et après la démission des sept ministres et douze secrétaires d'Etat du Parti du congrès. Cette formation était fortement divisée entre partisans et adversaires d'une participation au gouvernement de M. Singh. Ce dernier, qui avait prêté serment le 28 juillet, devait présenter son gouvernement devant la Chambre basse ce même jour.

ANNONCES CLASSÉES

emplois internationaux

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
recherche pour missions de démarrage de
SUCRERIES A L'ÉTRANGER

1) UN INGÉNIEUR MÉCANICIEN
Formation A.M. ou Marine, confirmé anglais, responsabilités supervision montage.

2) UN INGÉN. CHEF DE FABRICATION
Responsabilités exploitation.

3) DEUX INGÉNIEURS DE LABORATOIRE
Responsabilités contrôle des opérations de production.

Exigences des postes :
— Capacité d'organisation, connaissance des hommes, ingénieurs diplômés, expérience en sucreries aux postes considérés.

SALAIRES ELEVES ET POSTES MOTIVANTS

Env. C.V. et lettre manuscrite s/n° T 014963 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Un organisme français de coopération recherche pour une Ecole d'Ingénieurs du Bâtiment :

INGENIEURS OU TITULAIRES D'UNE MAITRISE ES SCIENCES

Possédant une expérience professionnelle en entreprise ou dans l'enseignement pour assurer les enseignements de :
- physique,
- construction générale.

Ces postes sont à pourvoir à ALGER pour le 15 Septembre 1979.

Le contrat établi par le Ministère des Affaires Etrangères est de 2 ans renouvelable.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées de toute urgence, à :



quaternaire éducation
34, rue de Liège - 75008 PARIS
qui est chargé de la sélection des candidats

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE SAHARIENNE

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

Le roi Hassan II déclare qu'il ne s'opposerait pas à l'arrivée au pouvoir du Polisario à Nouakchott

De notre envoyé spécial

Fès. — Serein, beaucoup moins fatigué qu'il ne l'avait paru ces derniers temps, le roi du Maroc a mis cartes sur table et exposé son analyse sur l'évolution du conflit saharien avec une franchise inhabituelle aux chefs d'État. Le ton était à la Realpolitik. Cinq points ressortent des déclarations de Hassan II.

1) Le Polisario — dont le roi a prononcé le nom à plusieurs reprises — est un *« mouvement mauritanien »*, et, s'il prenait demain le pouvoir à Nouakchott, le Maroc, considérant qu'il s'agit là d'une *« affaire intérieure »*, n'interviendrait pas.

2) Le royaume est prêt, quant à lui, à défendre ses frontières *« jusqu'au bout »*, mais il n'a, désormais, plus de revendication territoriale : la question des enclaves espagnoles devrait se résoudre *« sans qu'on se fâche »*, et, surtout, un accord existe avec l'Algérie sur Tindouf et le tracé de la frontière saharienne, qui sera ratifié aussitôt que le climat général des relations avec Alger le permettra.

3) Si l'Algérie espérait, à travers ce conflit, gagner des *« fenêtres »* sur l'Atlantique, elle peut maintenant les obtenir de la Mauritanie.

4) Si une guerre éclatait entre le Maroc et l'Algérie, les deux pays en sortiraient si épuisés que le seul véritable gagnant serait Tripoli.

5) Les chances de conclure un accord avec Alger *« existent »* et sont *« peut-être mêmes plus grandes »* aujourd'hui qu'hier. La guerre ou la paix ? *« Je pense pouvoir vous éclairer d'ici un mois et demi au maximum »*, a répondu le roi.

Ouvrant sa conférence de presse, Hassan II a tout d'abord rappelé que, depuis l'accord signé avec Madrid en 1956, c'était toujours *« par la voie juridique »* que le Maroc s'était fait restituer, étape par étape, ces territoires par l'Espagne. Brossant le long historique de ce « cheminement », il en voit l'aboutissement dans le rattachement du Tiris-El-Gharbia au royaume : *« En allant à Dakhla, le Maroc a défendu la légalité »*, dit-il, en qualifiant l'accord d'Alger entre la Mauritanie et le Polisario de *« papier signé à l'issue d'un pique-nique »*.

A l'appui de sa thèse, le roi rappelle l'arrêt rendu par la Cour internationale de La Haye, qui avait estimé que le Sahara n'était pas un *« bien sans maître »*, une *« terra nullius »*, que des liens d'allégeance l'unissaient au Maroc et que s'il y avait, à l'époque, conflit entre Rabat et Madrid, il n'y en avait pas entre Nouakchott et Madrid. Or poursuit le roi, *« l'accord d'Alger allait faire du Rio de Oro une terra nullius car on allait remettre un territoire à quelqu'un qui n'existe pas : le Polisario (...). Cela, le Maroc ne pouvait pas l'accepter (...). Juridiquement, nous estimons que le papier signé à Alger n'engage que ses signataires »*.

Le roi pense, en outre, que : *« La façon dont les Mauritaniens ont quitté le Tiris-El-Gharbia n'est pas une décolonisation »*, et que l'application de leur accord avec le Polisario aurait violé les résolutions de l'ONU, prévoyant la consultation des habitants du Sahara. *« Jamais le droit et la volonté des populations n'avaient été aussi gravement bafoués »*, a-t-il dit avant d'ajouter, évoquant la *« volonté spontanée exprimée par les gens de Dakhla »* : *« Nous avons pris nos responsabilités et, ce faisant, nous considérons que les populations ont été consultées. »*

A partir de cette position — de droit ou de force suivant les points de vue — Hassan II trace, en répondant aux questions, le cadre d'un éventuel retour à la paix dans le Nord-Ouest africain, tel qu'il l'envisage.

D'abord le point-clé : *« Si la Mauritanie était attaquée, nous la défendrions, sauf contre le Polisario (...). J'ai conseillé aux populations mauritaniennes, qui se nomment Polisario, ou bien de prendre le pouvoir chez elles, ou bien d'aller r e c o n s t r u i r e leur pays (...). On peut remercier les Algériens d'avoir réconcilié des frères, le Polisario et la Mauritanie. C'est une affaire intérieure »*.

Le roi évoque ensuite le péril que constituerait pour Rabat et Alger une guerre les opposant et dont *« La Libye serait heureuse, car Kadhafi voudrait prendre le leadership dans la région. »*

A propos de la frontière avec l'Algérie au Sahara, il observe : *« L'accord est signé. Il l'a été en juin 1972. Je ne renie rien de ce qui a été signé par mon ministre des affaires étrangères. »*

Les chances d'un accord avec l'Algérie : *« Peut-être le président Chadli attend-il d'avoir les coudées plus franches, mais ses chances ne sont pas moindres. Je dirai peut-être qu'elles sont plus grandes. L'accord d'Alger n'a pas encore dit tout ce qu'il avait à dire. »*

Sur les intentions d'Alger, le roi formule deux hypothèses : *« La Mauritanie allait signer à Tripoli avec le Polisario, c'était pour Tripoli le couronnement dans l'affaire mauritanienne et c'est pour cela que les Algériens ont voulu que n'importe quel accord fût signé pourvu qu'il le fût à Alger. »*

Par ailleurs, il y avait peut-être dans cette attitude *« une façon de dire : je n'ai pas de revendication territoriale, mais j'ai aussi un droit d'accès à la mer »*. Alger peut maintenant exercer ce droit *« par la Mauritanie, à travers ses amis du Polisario »*, commente Hassan II.

Dans le domaine diplomatique, c'est surtout la violente charge de Hassan II contre les conditions dans lesquelles Rabat a été mis en minorité au dernier sommet de Monrovia qui retient l'attention. Parlant d'une *« conférence tam-tam »*, le roi a annoncé que tout en n'abandonnant pas son siège à l'organisation panafricaine, il *« resterait peut-être absent quelque temps »*.

Sans apparemment se soucier de la dégradation de la position internationale du Maroc dans la crise saharienne, Hassan II a implicitement proposé à l'Algérie, au nom du réalisme, une sorte de marché. On pourrait résumer l'offre en une phrase : laissez-nous en paix à l'intérieur de nos frontières, et nous vous laisserons agir à votre guise en Mauritanie, par Polisario interposé.

Mais reste à savoir, d'une part, ce qui pourrait pousser l'Algérie à répondre positivement, alors que sa position diplomatique à elle s'est renforcée et, d'autre part, si le roi croit réellement, de son côté, que son marché pourrait intéresser Alger. Le sombre tableau qu'il a fait des conflits, selon lui très probables, que provoquerait, entre les différentes ethnies mauritaniennes, le *« retour »* du Polisario à Nouakchott, l a i s s e penser le contraire.

On peut se demander, dans ces conditions, si la politique du roi du Maroc ne consiste pas à tenter de susciter ou d'attiser les divisions au sein du Front, et d'enfoncer un coin entre l'Algérie et le mouvement sahraoui.

BERNARD GUETTA.

(Mardi 21 août.)

Dans les « bases arrière » du Polisario près de Tindouf

« Le vent marocain ne peut pas nous atteindre »

De notre envoyé spécial

Région de Tindouf. — *« Le vent marocain ne peut pas nous atteindre. »* Ici, parmi d'autres chefs de tribus dans la grande tente de cérémonie, le vieux dignitaire sahraoui sourit entre deux gorgées de thé vert. Il ne dira rien d'autre que cette phrase énigmatique. Sa sentence — et son s o u r i r e — peut pourtant illustrer l'attitude, ces derniers jours, de tous ceux qui composent les « bases arrière » du Front Polisario en territoire algérien, habitants des camps de réfugiés, combattants, responsables politiques... A en croire les Sahraouis, il n'y aurait *« rien de nouveau »*. L'occupation de Dakhla par les Marocains ? Un simple épisode, alors que *« l'armée d'Hassan II est installée en territoire sahraoui depuis 1975 »*. Les revendications territoriales du monarque alaouite ? *« Folie expansionniste »* opposée au *« droit légitime du peuple sahraoui »*. Les menaces marocaines d'un conflit ouvert ? Une simple « provocation ».

Rien, en apparence, ne semble pouvoir troubler la sérénité du Front. Même les réjouissances organisées, jeudi 16 août, en l'honneur de M. Stefen Solarz, président de la sous-commission des affaires africaines du Congrès américain, qui achevait à Tindouf une tournée des pays concernés par le conflit du Sahara occidental (*le Monde* daté 19-20 août), ne sont en rien, aux yeux du Polisario, une réplique aux cérémonies marocaines de Dakhla.

Si le Front mobilise ses forces, il se garde bien de le montrer dans la *« concession »* qu'il occupe en territoire algérien. Aucun mouvement de troupes n'est visible. *« Tous nos combattants sont dans les territoires libérés »*, explique un jeune officier. Le visiteur ne trouve dans la hammada rocailleuse du désert aucun des signes annonçant une quelconque mise en état d'alerte. Passé le dernier poste algérien, le *« territoire »* du Front se compose de camps, de dépôts d'eau ou de carburant, d'un hôpital de campagne et de cantonnements administratifs.

« Nous sommes ici, dit un « conseiller du gouvernement », *parce que la population sahraouie, fuyant l'invasion marocaine de 1975, avait besoin d'un abri. »* Cette répartition entre les activités civiles et militaires, cette distinction entre *« l'arrière »* et les *« territoires sahraouis »*, permettent d'observer une grande discrétion sur la force actuelle du mouvement.

Ainsi est-il inutile de demander ici le bilan de l'opération, lancée samedi 11 août, contre le poste de Biranzaran, situé à 150 kilomètres de Dakhla. Le Front Polisario ne donne aucune précision sur le déroulement du raid et ne fournit aucun chiffre de ses pertes.

Les prisonniers marocains

En r e v a n c h e, les cent soixante-quinze prisonniers marocains sont bien visibles. Alignés dans un coin de désert, près des véhicules et de l'armement récupérés par le Front, ces soldats, appartenant aux compagnies qui défendaient l'accès de Biranzaran, sont arrivés la veille. Blessé à la poitrine, le commandant en second du bataillon marocain ne décolère pas. Il accuse son état-major d'avoir volontairement coupé les liaisons radio et l'aviation royale d'avoir trop tardé à intervenir. Il ignorait, explique-t-il, que 150 kilomètres plus loin, des c é r é m o n i e s officielles avaient commencé. *« Maintenu de force au Sahara occidental deux ans après avoir atteint l'âge de la retraite »*, cet officier estime que *« le Maroc ne pourra j a m a i s gagner la guerre. »* Les témoignages de ces soldats constituent, pour le Front Polisario, la plus efficace des répliques aux *« visées expansionnistes de Hassan II »*. Aussi laisse-t-on le visiteur avoir de longues conversations avec les prisonniers, écouter ces récits d'une armée enlisée dans le désert, trop lourde, oubliée par Rabat, à 2 000 kilomètres de ses bases. *« Nos hommes n'ont plus le moral,* affirme le lieutenant. *La population marocaine, dont on dit qu'elle veut la guerre, est tenue dans l'ignorance de la situation de ses troupes »*. Selon cet officier, les pertes marocaines dans l'engagement de Biranzaran s'élèveraient à *« plus de deux cents morts »*.

Le Front Polisario affirme qu'il n'envisage pas de s'appuyer sur l'éventuelle lassitude de l'armée marocaine. Officiellement, *« nul n'a intérêt à chercher à renverser le roi »*. *« Nous-mêmes,* nous explique M. Béchir M a h m o u d Sayed, secrétaire général adjoint du Front, *cherchons à trouver un terrain d'entente avec lui. Nous n'avons jamais envisagé non plus une victoire militaire totale. Nous faisons la guerre pour contraindre le roi à accepter un règlement politique du conflit »*.

En revanche, les sourires des hommes du désert disparaissent lorsqu'on évoque le comportement mauritanien, à la suite de l'accord d'Alger. Cette fois, la réponse est donnée avec précision : *« Notre amie la Mauritanie est une autruche qui se trouble dès qu'elle se sent inquiétée »*, estime M. Sayed. Nouakchott n'aurait pas, selon le secrétaire général adjoint du Front, respecté les c l a u s e s secrètes contenues dans l'accord signé le 5 août ; les Mauritaniens n'auraient pas tenu leur promesse de maintenir une présence provisoire dans le Tiris-El-Gharbia, *« le temps de mettre sur pied l'organisation des conditions d'un règlement politique généralisé auquel le Maroc aurait été associé »*.

Les Sahraouis n'en font pas mystère : ils auraient souhaité que les Mauritaniens jouent en quelque sorte un rôle tampon dans cette région du Sahara occidental. *« Or,* explique un combattant, *ils ont fui, laissant nos populations aux mains des Marocains, alors qu'ils devaient connaître le risque d'un coup de p o k e r de la part de Hassan II »*.

L'ombre de la colère est passée et nos interlocuteurs retournent à leurs silences tactiques. Le Front frappera-t-il v r a i m e n t au Sud-Marocain, comme il l'a annoncé ? Cherchera-t-il l'épreuve de force ? Mystère. *« Notre mouvement de libération a l'éternité devant lui,* répète-t-on sous la tente quand le soir tombe sur le désert. *Nous ne sommes pas impatients »*.

PHILIPPE BOGGIO.

(Mardi 21 août.)

Empire Centrafricain

La confirmation des tueries d'enfants conduit Paris à réduire son aide à Bokassa Ier

La « mission de constatation » que les participants à la conférence franco-africaine de Kigali avait chargée, en mai dernier, d'enquêter à Bangui sur les massacres d'enfants centrafricains perpétrés par la police et par l'armée de l'empereur Bokassa Ier, a rendu public son rapport le jeudi 16 août, à Dakar. Ce texte conclut à la participation personnelle « quasi certaine » de l'empereur dans une répression qui a fait « entre cinquante et deux cents morts ».

La France, qui avait décidé d'attendre la publication du rapport pour déterminer son attitude à l'égard du régime centrafricain, a annoncé la suppression de toute l'assistance technique qu'elle accorde à Bangui, à l'exception de celle qui porte sur les services de santé, la fourniture de vivres et l'éducation, afin de ne pas porter préjudice aux populations. Les subventions budgétaires sont également supprimées. La suspension de l'aide militaire, au demeurant faible, avait été décidée en mai dernier.

A Bangui, M. Mamba Garaboum, conseiller juridique de l'empereur, a déclaré que le rapport de la mission d'enquête « n'a donné aucune preuve formelle » de la participation de Bokassa Ier aux massacres.

UN DÉFI RELEVÉ

Rompant avec la tradition bien établie des missions d'enquête, qui sont le plus souvent destinées à étouffer les scandales par trop gênants, les cinq magistrats africains dépêchés à Bangui par les chefs d'État réunis à la conférence de Kigali ont rédigé un rapport d'une accablante précision. On connaissait déjà les conditions atroces dans lesquelles la police et l'armée centrafricaines ont massacré, au début de l'année, au moins une centaine d'enfants. La participation personnelle de Bokassa Ier à la tuerie était également incontestable.

Pour la première fois, dans un cas particulièrement révoltant de violation des droits de l'homme, la solidarité inavouée mais efficace des détenteurs du pouvoir n'a pas joué. Les pairs du chef de l'État Centrafricain ont accepté de laisser divulguer ses crimes dans toute leur ampleur. Le rapport rendu public à Dakar ignore la périphrase et les prudences protocolaires ; il faut toute la mauvaise foi embarrassée du conseiller juridique de l'empereur pour en contester la « crédibilité » en i n v o q u a n t le « manque de preuves et de confrontations ».

Heureusement, aidés par l'inconscience de Bokassa Ier, qui a autorisé leurs envoyés à mener leur enquête, les chefs d'État africains ont donné au monde l'exemple d'une attitude responsable et courageuse. Se désolidarisant avec éclat d'un criminel, ils ont démontré que la communauté internationale pouvait fort bien — en l'espèce dans un cadre régional — violer le tabou qui, au nom de la « non-ingérence », couvre toutes les turpitudes des puissants d'un diplomatique manteau de Noé.

Du même coup, l'attitude passée de la France — longtemps protectrice du bourreau de Bangui — paraît quelque peu dérisoire. Si elle pouvait attendre par courtoisie le rapport de la mission pour se prononcer sur des forfaits pourtant é v i d e n t s, fallait-il, comme le firent respectivement les ministres des affaires étrangères et de la coopération, juger les faits « insuffisamment établis » ou les qualifier de « pseudo-événements ». Prudente jusqu'à la complaisance, la diplomatie française s'est fâcheusement distinguée ces derniers temps par l'étroitesse et la qualité des rapports que ses représentants entretenaient avec les chefs d'État des dictatures les plus abjectes, de la Guinée-Équatoriale au Nicaragua et de l'Ouganda à l'Empire Centrafricain. Si la participation des troupes zaïroises aux massacres de Bangui, évoquée par le président de la mission, mais qui ne figure pas dans le rapport, était établie — un doute sérieux subsiste à son propos, — il faudrait ajouter à ce palmarès le soutien accordé au président Mobutu, et qui vient encore de se traduire par l'annonce d'une participation de l'armée française aux manœuvres des forces de Kinshasa.

Aux prises avec une opposition divisée mais résolue, renié ouvertement par ses pairs africains, Bokassa Ier devrait voir s'effondrer assez vite son empire de pacotille. La succession est désormais activement préparée à Paris et à Bangui même, et les candidats de valeur à la restauration de la République Centrafricaine ne manquent pas. Même si le monarque tente, dans un ultime chantage, de trouver, en Libye ou ailleurs, une aide propre à étayer son trône chancelant, les sanctions que va prendre Paris dans le domaine de la coopération ne pourront qu'accélérer sa chute.

C'est d'une certaine « sagesse africaine » que vient, en tout cas, un enseignement dont le champ d'application, en ces temps de génocides et d'atrocités, est bien plus large. L'éternel défi des tyrans, que Suétone prêtait déjà à Caligula : « Souviens-toi que tout m'est permis envers tous », peut parfois être relevé.

(Samedi 18 août.)

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460.

Nigéria

L'élection de M. Shagari à la présidence est contestée par ses adversaires

M. Alhaji Shehu Shagari, dirigeant du parti national du Nigéria (N.P.N.), a été officiellement proclamé chef de l'État le jeudi 16 août, à Lagos. Les résultats du scrutin du 11 août, cependant, sont contestés par les quatre adversaires du vainqueur. M. Shagari doit prendre ses fonctions le 1er octobre, mettant ainsi fin à treize années de régime militaire.

Une lacune de la loi électorale nigériane risque de ternir la victoire de M. Shagari au scrutin du 11 août. Avec environ 5,7 millions de voix, sur les 16,8 millions de suffrages exprimés (1), il devance pourtant sensiblement ses quatre rivaux, et d'abord le principal d'entre eux, le « chef » Obafemi Awolowo, leader du parti uni du Nigéria ((U.P.N.), qui a obtenu 4,9 millions de voix. Mais les textes prévoient que, pour être proclamé président, il faut avoir obtenu au moins 25 % des suffrages dans *« le tiers au moins des dix-neuf États de la Fédération »*. Or M. Shagari n'a obtenu cette majorité du quart que dans douze États (et un peu plus de 20 % dans un treizième, celui de Kano).

Les adversaires de M. Shagari exigent donc que soit mis en route le mécanisme du second tour — une élection par les parlementaires des Assemblées d'État. La commission électorale fédérale, pourtant, a retenu l'interprétation favorable à M. Shagari qu'elle a proclamé élu, tandis que ses adversaires, fulminant contre une *« mathématique politique frauduleuse »*, ont annoncé qu'ils allaient se pourvoir devant les tribunaux.

Agé de cinquante-quatre ans, le nouvel élu était considéré comme le plus conservateur des cinq candidats. Bien que le programme du N.P.N. défende une *« économie mixte »*, M. Shagari s'est fait l'avocat de la libre entreprise et le défenseur des investissements étrangers (il a été le directeur de la firme Peugeot du Nigéria). Le leader du N.P.N. a annoncé à la fois qu'il relancerait le secteur agricole (vital pour le pays mais négligé depuis le « boom » pétrolier) et qu'il pousserait la production d'hydrocarbures.

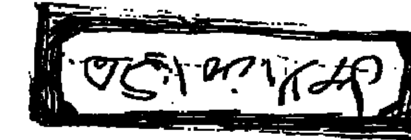
En politique étrangère, M. Shagari est un partisan de la continuité. Le Nigéria restera, en particulier, un membre actif de l'OPEP. Mais le nouvel élu entend mener une politique plus dure que ses prédécesseurs militaires sur la question rhodésienne. Ses biographes rappellent, en outre, qu'il a, en vain, défendu la création d'une cour d'appel fondant ses décisions sur la loi islamique. Originaire de l'État de Sokoto, au nord-ouest de la Fédération, M. S h a g a r i est un musulman convaincu.

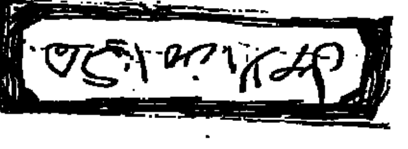
D'abord enseignant, M. Shagari, qui est fils d'un chef de village, a été élu député pour la première fois en 1954. Dès avant l'indépendance acquise en 1960, il a occupé des fonctions ministérielles. Lorsque le général Ironsi s'est emparé du pouvoir, en 1966, il était ministre des travaux publics et l'un des très proches collaborateurs de Sir Abubakar Tafewa Balewa, premier ministre, tué dans le coup d'État. En 1971, il est revenu au gouvernement ; il est resté, jusqu'en 1975, ministre des finances du général Gowon.

Le nouveau président doit prendre ses fonctions le 1er octobre prochain, après treize années de régime militaire. Il est élu pour quatre ans.

(Samedi 18 août.)

(1) Il y a environ quarante-huit millions d'électeurs au Nigéria. Le scrutin du 11 août était le dernier d'une série de cinq consultations organisées par les militaires pour permettre le retour à un régime civil.





LA DÉMISSION DE L'AMBASSADEUR DES ÉTATS-UNIS A L'ONU

M. Carter risque de perdre le soutien de l'électorat noir

De notre correspondant

Washington. — Il y a un peu moins de deux ans, M. Carter avait failli pleurer en annonçant le départ de son ami Bert Lance, le directeur du budget, contraint à la démission par ses scandales financiers. Mercredi 15 août, la démission de M. Andy Young a aussi fait couler des larmes, mais chez la personne dont on attendait le moins une telle manifestation : M. Powell, le porte-parole de la Maison Blanche, pleurait tant qu'il eut du mal à lire jusqu'au bout la lettre de M. Carter acceptant *« avec un profond regret »* la démission de son ambassadeur à l'ONU. Mais le rapprochement entre ces deux démissions « à scandale » s'arrête là : le départ de M. Young n'est pas seulement beaucoup plus noble, il est aussi plus lourd de conséquences tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, éclipsant même en ampleur le remaniement du cabinet le mois dernier.

L'ambassadeur assure que ce départ ne lui a été réclamé ni même suggéré par aucun membre du gouvernement. Il avait rédigé seul, dès le soir du 13 août, sa lettre de démission, après que le département d'Etat eut diffusé la version exacte de sa rencontre du 26 juillet avec le représentant de l'O.L.P. à l'ONU, et fait savoir le « déplaisir » de MM. Carter et Vance à ce sujet. *« Je crains que ma conduite,* écrivait M. Young au président, *n'ait créé en plusieurs occasions de sérieuses difficultés au gouvernement. J'ai toujours agi dans ce qui me paraissait être le meilleur intérêt de notre pays, bien que les interprétations soient souvent allées en sens contraire. »*

Après avoir noté que le succès des plans de la Maison Blanche *« dépend dans une grande mesure d'un règlement au Proche-Orient »*, il ajoutait : *« C'est pourquoi il est extrêmement embarrassant que mes actions, quelles que soient leurs bonnes intentions, aient pu porter tort au processus de paix. »* Il démissionnait donc, tout en se disant prêt à assumer ce mois-ci la présidence du Conseil de sécurité, à conduire une mission commerciale en Afrique prévue pour le début de septembre et à *« commencer à faire activement campagne pour votre réélection »*. On précise, à la Maison Blanche, que M. Young restera en fonctions jusqu'à ce qu'un successeur ait été désigné, en consultation avec lui, et confirmé par le Sénat.

Cette démission n'était pourtant pas encore connue le 15 au matin, lorsque M. Young se présentait au département d'Etat pour avoir avec M. Vance une conversation décrite plus tard comme *« excellente »*. Au même moment, les pressions convergeaient sur le gouvernement pour obtenir le limogeage de l'ambassadeur imprudent. Fait exceptionnel, M. Robert Byrd, chef de la majorité démocrate au Sénat, était descendu dans l'arène pour demander que cette rencontre *« inexcusable »* avec un représentant de l'O.L.P. soit sanctionnée par le transfert de M. Young à un poste *« moins sensible »*.

Ce n'est pourtant qu'au milieu de l'après-midi, et après que l'ambassadeur eut passé plus de trois heures à la Maison Blanche, que M. Carter acceptait sa démission : *« Vous avez mérité la gratitude de tous les Américains,* écrivait le président dans une lettre manuscrite. *Vous nous avez gagné l'amitié, la confiance et le respect de nombreux pays qui considéraient jusqu'alors les Etats-Unis comme suspects et indignes d'une telle relation, vous avez illustré de manière exemplaire les plus beaux traits du caractère américain. »*

Entre-temps, et sans attendre cette réponse, M. Young s'était présenté à la presse pour annoncer ses intentions. Sans émotion apparente, il affirmait n'en vouloir à personne, mais admettait que *« la franchise a toujours été ma faiblesse »*. Non, il ne se sentait pas coupable et ne regrettait rien : *« Dans la même situation, j'agirais de même. »* Il dit encore : *« Par le sang, j'appartiens à ceux qui ont connu ou se sont identifiés avec un certain degré d'oppression dans le monde. Par choix, je continuerai de m'identifier avec ceux que la Bible appelle les plus petits d'entre eux, mes frères. »* Il maintient par ailleurs une fidélité touchante à M. Carter : en tant que citoyen privé, il s'exprimera librement sur tous les sujets et sera *« un soutien non payé du gouvernement »*.

Trois rencontres à Vienne

M. Young n'a pas changé d'avis non plus sur le bien-fondé de sa rencontre avec M. Terzi, l'observateur de l'O.L.P. En tant que représentant des Etats-Unis et futur président du Conseil de sécurité, son objectif immédiat était d'obtenir un ajournement du vote sur la question palestinienne. L'ambassadeur du Koweït, également membre du Conseil, lui avait expliqué qu'il devrait pour cela persuader le représentant de l'O.L.P. et lui proposa de le rencontrer chez lui. *« J'ai dit que je ne pouvais le rencontrer,* précisa M. Young, *mais je ne pouvais refuser l'invitation d'un de mes collègues du Conseil ni lui dicter qui il peut recevoir chez lui. Bien entendu, M. Terzi s'y trouvait ! »*

Le tapage créé autour de cette rencontre est d'autant plus étonnant que l'ambassadeur des Etats-Unis à Vienne, M. Milton Wolf, a eu en juin et juillet non pas une, mais trois rencontres avec des représentants de l'O.L.P., dont un membre du bureau politique de l'Organisation. Ce fait, confirmé mercredi 15 août par le département d'Etat, n'a entraîné jusqu'à présent aucune sanction. On explique que deux de ces rencontres étaient fortuites ou *« sociales »*, que, au cours de la troisième, organisée à l'initiative des Palestiniens, M. Wolf s'est borné à *« enregistrer »* une position que lui exposait son interlocuteur, enfin et surtout qu'il a informé régulièrement le département d'Etat de ces trois démarches. M. Young, lui, avait laissé ses supérieurs dans l'ignorance pendant quinze jours avant de leur donner une version erronée.

Pourtant, on peut se demander si les conversations de l'ambassadeur en Autriche n'ont pas été en fait plus *« substantielles »* que celle de M. Young. Elles précédaient la rencontre entre M. Arafat et le chancelier autrichien M. Kreisky, rencontre que l'on sait avoir été discrètement encouragée par Washington. Aussi bien la discrétion observée autour du cas de M. Wolf empêche, jusqu'à maintenant du moins, de parler d'un triomphe israélien à cent pour cent.

Au total, et malgré les apparences, M. Young a été une fois de plus victime de sa franchise. Sans doute a-t-il menti à ses supérieurs, mais s'il avait maintenu ce qu'il a appelé pudiquement la *« version officielle »* de sa rencontre avec M. Terzi et ne s'était pas confié en toute candeur, le 13 août au soir, à son collègue israélien, M. Blum, il serait très probablement encore à son poste aujourd'hui.

Or M. Young a encore aggravé son cas en critiquant publiquement la politique adoptée par les Etats-Unis en 1975 — et toujours en vigueur — à l'égard de l'O.L.P. : pas de contact avec cette organisation tant qu'elle n'aura pas accepté la résolution 242 et reconnu Israël. *« Je ne pense pas que cette politique soit saine,* a-t-il dit. *Elle a été adoptée à un moment où l'on pensait que l'O.L.P. disparaîtrait. Depuis lors, elle a perdu de l'influence sur le plan militaire, mais c'est le contraire qui s'est produit sur le plan politique. Il n'est de l'intérêt de personne d'ignorer cette réalité. Je n'ai jamais été partisan de forcer Israël à reconnaître l'O.L.P., mais les Etats-Unis sont dans une position différente. »* Et M. Young a justifié ainsi ses manifestations d'indiscipline en général : *« Je trouve très difficile de faire ce qui me paraît conforme aux intérêts du pays tout en respectant les normes de la diplomatie, ou du protocole que vous* (la presse) *et d'autres nous obligez à observer. »*

MICHEL TATU.

(Vendredi 17 août.)

M. Andrew Young :

Un gêneur indispensable

Lorsqu'en décembre 1976, M. Carter fit connaître la composition de son premier cabinet, la plupart des observateurs insistèrent sur le manque de relief de cette équipe. Tous remarquèrent cependant une exception : M. Andrew Young, le jeune militant des droits civiques qui avait rallié un grande partie du vote noir à la cause de M. Carter, se voyait nommé à la tête de la délégation américaine aux Nations unies.

Sur le coup, on ne voulut voir dans cette nomination que le règlement d'une « dette » électorale contractée par le nouveau président. Depuis longtemps déjà, les Nations unies avaient perdu de leur importance, et ce n'est pas M. Young qui pourrait y redorer le blason des Etats-Unis. Tout au plus pourrait-il faire œuvre de « relations publiques », mais de là à avoir une influence sur la politique étrangère de son pays... C'était mal connaître M. Young et les liens privilégiés qui l'unissaient alors à M. Carter. Très vite, le nouvel ambassadeur allait démontrer aux sceptiques qu'il ne se contenterait jamais d'un rôle de potiche, et qu'il avait toute la confiance du chef de la Maison Blanche.

Des incartades

C'est à la politique africaine des Etats-Unis que M. Young se consacra tout d'abord : la tâche était immense, tant M. Kissinger avait négligé et mal compris les problèmes du continent noir, ne voulant y voir qu'un nouveau théâtre de la guerre froide. Beaucoup plus sensible aux injustices de la colonisation et de l'apartheid, M. Young se montra tout particulièrement actif en ce qui concerne le règlement du problème rhodésien et l'Afrique du Sud, multipliant les voyages sur le terrain et les déclarations explosives : quelques mois seulement après son entrée en fonctions, il était devenu l'un des ennemis principaux des dirigeants sud-africains — dont il avait qualifié le régime d'« illégal » — et de M. Smith. Déjà, les éléments les plus conservateurs demandaient sa démission aux Etats-Unis.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que ce soit à propos de l'Afrique qu'ait éclaté le premier scandale Young. La goutte d'eau prit la forme de déclarations minimisant les interventions soviétique et cubaine en Angola et en Ethiopie, et leur accordant une certaine influence « stabilisatrice ». *Encouragés par les critiques de M. Kissinger, plusieurs membres de la Chambre des représentants déposèrent en juillet 1978 une résolution exigeant la destitution de M. Young ; elle fut repoussée, mais n'en recueillit pas moins de quatre-vingt-deux voix. Une interview accordée par M. Young au* Matin *avait joué un rôle important dans cette polémique ; l'ambassadeur y minimisait notamment l'importance des procès politiques en U.R.S.S., affirmant :* « dans les prisons américaines aussi, il y a des centaines, peut-être des milliers, de gens que j'appellerais des prisonniers politiques ».

Les incartades de M. Young devaient se poursuivre, que ce soit à propos de MM. Nixon et Ford, qu'il traita de « racistes », de la bombe à neutrons, de l'intervention de la France au Shaba, mais à chaque fois l'ambassadeur avait conservé la confiance de M. Carter. Il n'en est pas allé de même avec le problème palestinien, beaucoup plus sensible, sur lequel vient de buter M. Young. Cette fois-ci, il est vrai, M. Young a refusé de se déjuger et n'a pas accepté de noyer le poisson dans des explications embarrassées. Sans doute a-t-il estimé qu'il y allait de sa crédibilité auprès de sa communauté.

Contrairement à certains autres représentants de la bourgeoisie noire américaine qui ont fait, en leur temps, leur chemin dans l'«establishment» américain, M. Young n'a jamais cherché à oublier la couleur — pourtant assez claire — de sa peau. Il l'aurait pu, pourtant, car il n'a jamais été marqué par la pauvreté et l'injustice : c'est dans une famille aisée qu'il est né en 1932, à La Nouvelle-Orléans ; son père était dentiste, faisait partie de l'importante bourgeoisie noire de la ville, et sut lui éviter tout contact trop brutal avec les dures réalités raciales américaines. Très poussé dans ses études, le jeune Andy quitte vite le Sud pour l'université Howard, à Washington, sans doute la meilleure université noire du pays. Décidé à être pasteur, il suit ensuite les cours du séminaire de Hartford (Connecticut) avant d'être ordonné en 1955 au sein de l'Eglise unie du Christ, une « dénomination » à prédominance blanche mais aux préoccupations sociales très marquées.

Représentant de la Georgie

Andrew Young voulut tout d'abord exercer ses activités missionnaires en Afrique — déjà — mais c'est dans le Sud qu'il revint, d'abord en Alabama puis en Georgie. Remarqué par les dirigeants du Conseil national des Eglises, il fut engagé en 1957 par cette organisation libérale et travailla pendant quatre ans à New-York, essentiellement avec des jeunes Blancs libéraux. En 1961, il était coopté par son maître spirituel, le pasteur Martin Luther King, à la direction de la Conférence des leaders chrétiens du Sud. Jusqu'à l'assassinat du pasteur King, en 1968, il allait en être un des adjoints les plus actifs et participer à ce titre à toutes les luttes non violentes pour la défense des droits civiques.

Conscient de l'essoufflement du mouvement, il décidait, en 1970, de porter le combat sur le terrain politique et se présentait à la Chambre des représentants. Battu par un républicain pro-Nixon, qui dénonçait en lui l'« exterminateur de la civilisation occidentale », Andrew Young récidivait deux ans plus tard, avec succès cette fois-ci, devenant le premier représentant noir de la Georgie depuis la guerre de Sécession. Entre-temps, il avait participé aux activités du conseil interracial d'Atlanta ; c'est là qu'il se lia d'amitié avec un jeune politicien blanc qui briguait le siège de gouverneur. Cet inconnu ambitieux s'appelait Jimmy Carter, et cette amitié devait se révéler extrêmement précieuse, puisque c'est Andrew Young qui sut convaincre les dirigeants et les électeurs noirs, en 1976, de donner en grande majorité leurs voix à un candidat venu du Sud. C'est dire de quel prix M. Carter risque de payer l'an prochain la démission de son ambassadeur...

JACQUES AMALRIC.

(Vendredi 17 août.)

Le départ de M. Young ranime les divergences entre les communautés noire et juive

De notre correspondant

Washington. — Les remous causés par l'« affaire Young » créent de nouvelles difficultés à M. Carter à un moment où celui-ci n'en avait guère besoin. Même ceux qui soutiennent la décision du président de se séparer de son ambassadeur à l'ONU — c'est le cas de la plupart des grands journaux et des congressistes les plus influents — estiment que cette décision survient trop tard et dans des conditions trop discutables pour être efficace.

Une première difficulté provient de M. Young lui-même. Comme il était à prévoir, la perspective de sa liberté retrouvée a délié encore davantage la langue de l'ambassadeur turbulent. Dans une interview à la chaîne des journaux Cox, il s'est prononcé pour la normalisation rapide des relations avec le Vietnam, pour la levée de l'embargo contre Cuba, contre le nouveau missile MX et l'augmentation des dépenses militaires. Toutes choses qui vont directement à l'encontre de la politique officielle. Mais il y a plus gênant encore : M. Young reste à son poste jusqu'à ce qu'on lui ait trouvé un successeur et que ce dernier ait été confirmé par le Sénat, c'est-à-dire jusqu'à la mi-septembre environ. Il est supposé observer pendant tout ce temps la ligne définie par la Maison Blanche, notamment au Conseil de sécurité, qu'il préside ce mois-ci.

Or, l'instance suprême de l'ONU reprend, le 23 août, l'examen de la question palestinienne, celle-là même qui a précipité la chute de M. Young, et ce dernier n'a nullement modifié son point de vue à ce sujet. Comme on lui demandait, jeudi 16 août, au cours d'une conférence de presse, à New-York, s'il recevrait M. Terzi, l'observateur de l'O.L.P., il a estimé qu'il serait *« inconscient »* de sa part, en tant que président du Conseil de sécurité, de refuser une rencontre : *« Quiconque veut venir me consulter n'a qu'à appeler le secrétariat de l'ONU pour un rendez-vous et j'y serai »*, a-t-il dit. Le département d'Etat a aussitôt répondu par la voix de son porte-parole, M. Reston, que le président du Conseil de sécurité n'est supposé avoir de contact qu'avec *« les Etats membres des Nations unies »* (l'O.L.P. n'étant pas un Etat s'en trouve donc exclu) ; il pourra, certes, au cours des débats *« donner la parole à l'O.L.P., conformément aux pratiques établies »*, mais le gouvernement américain *« ne voit pas le besoin pour lui d'avoir d'autres rapports »* avec cette organisation. Compte tenu de la personnalité de l'ambassadeur, cette assertion est beaucoup plus un vœu qu'une certitude...

Les remous sont encore plus profonds dans la politique intérieure américaine, surtout au sein de la communauté noire, dont les dirigeants ont tenu de nombreuses réunions depuis le 15 août. M. Young, qui est revenu à la Maison Blanche le lendemain soir pour participer à une réunion prévue depuis longtemps sur la stratégie électorale, aura fort à faire pour convaincre, comme il l'a promis, ses *« frères de couleur »*, de soutenir M. Carter l'an prochain.

Un dialogue dans l'impasse

De très nombreux Noirs sont persuadés que le président a forcé M. Young à démissionner et demandent, comme l'a fait M. Vernon Jordan, président de l'Urban League, pourquoi aucune sanction n'a été prise contre M. Wolff, l'ambassadeur américain à Vienne, coupable, lui aussi, d'avoir eu des contacts *« non autorisés »* avec l'O.L.P., mais qui se trouve être un Blanc. D'autres font observer que M. Young a reçu l'auréole du martyr et se pose plus que jamais en figure de proue de toute la communauté noire. *« Nous n'avons pas eu de symbole comme lui depuis Martin Luther King »*, a dit un pasteur de Washington. M. Carter pourrait tirer de cette situation certains bénéfices, mais cela dépendra de la conviction et de l'habileté avec lesquelles M. Young défendra son ancien patron.

Une autre conséquence importante est la faille, pour la première fois admise officiellement, que l'affaire a fait apparaître entre les communautés noire et juive. M. Young était bien conscient de ce danger puisque, tout en informant complètement son collègue israélien à l'ONU, M. Blum, de son entrevue avec M. Terzi, il lui avait demandé de ne pas ébruiter l'affaire, dans l'intérêt même d'Israël : *« Je lui ai dit,* a-t-il révélé à New-York, *qu'un scandale à ce propos ne pourrait que susciter des soutiens à l'O.L.P., là où ceux-ci n'existent pas encore. C'est le gouvernement israélien qui a décidé d'en faire une affaire publique. »* Pourtant, M. Young a encore tenté de limiter les dégâts. Le soir du 15 août, il téléphonait à plusieurs dirigeants et maires noirs de grandes villes pour demander de ne pas faire de son cas un sujet de litige entre Noirs et juifs.

Cet effort n'a été que partiellement couronné de succès. M. Joseph Lowery, président de la Conférence pour la direction chrétienne du Sud (S.C.L.C.), l'organisation fondée par Martin Luther King, a conclu un discours à Norfolk en Virginie, le 15 août au soir, par ce qu'il a appelé *« un mot à l'adresse des juifs »* : *« Nous avons été alliés dans notre lutte en raison de la similitude de nos histoires,* a-t-il dit. *Vous avez traversé la mer Rouge, nous le Mississippi. Mais quelque chose s'est produit en route... Si pour maintenir notre amitié, nous devons nous abstenir de parler aux Arabes, alors il faut réexaminer cette amitié. »* M. Lowery, qui a posé aussi la question des relations entre Israël et l'Afrique du Sud, a proposé une rencontre entre des représentants de la communauté noire américaine et M. Terzi, d'une part, M. Blum, d'autre part. Plus modérée, l'Association pour le progrès des gens de couleur (N.A.A.C.P.) tente de minimiser l'opposition entre Noirs et israélites, sans la nier tout de même : ses dirigeants vont tenir une première réunion à Washington la semaine prochaine sur l'affaire Young, en général, puis une autre avec des représentants de la communauté juive.

Sans jamais s'interpénétrer vraiment, juifs et Noirs américains ont été alliés pendant de longues années, formant ensemble un solide pilier du parti démocrate et de son aile libérale. Mais leurs objectifs dans le combat pour les droits civiques ont rapidement divergé. Du côté noir la radicalisation introduite par le Black Power, à la fin des années 60, a eu pour résultat une attitude de scepticisme, puis d'hostilité envers l'aide que pouvaient apporter les Blancs, juifs ou non.

Une amertume embarrassante

Les israélites, quant à eux, beaucoup plus favorisés sur le plan de la promotion sociale et de l'accès à l'élite, ont vu d'un mauvais œil les programmes d'*« affirmative action »* visant à rendre obligatoire le recrutement parmi les minorités. Ainsi le fameux procès Bakke portant sur un cas de *« discrimination à rebours »* a trouvé les organisations juives et noires dans des camps opposés. D'une manière générale, surtout depuis la guerre de six jours en 1967, la défense d'Israël a éclipsé dans l'esprit des responsables juifs des revendications d'ordre intérieur pour l'essentiel satisfaites.

L'amertume des Noirs devant l'affaire Young n'en est pas moins embarrassante pour les juifs américains. Aussi l'attitude qui semble dominer dans ces milieux consiste à minimiser la « victoire » remportée, comme le déclarait au *Washington Post* le rabbin Schindler, ancien président de la Conférence des organisations juives. Celles-ci *« n'avaient pas demandé la démission de M. Young »*, laquelle ne règle pas le problème fondamental. Ce problème est que *« la politique du département d'Etat cherche à embellir l'O.L.P. et à transformer ce gang terroriste en un partenaire de négociation au Proche-Orient »*. Autrement dit, M. Carter ne peut même pas prétendre avoir gagné, du côté des juifs américains, les sympathies qu'il a perdues chez ses compatriotes noirs.

MICHEL TATU.

(Samedi 18 août.)

TARIF DES ABONNEMENTS

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois FF	1 an FF
VOIE NORMALE :		
France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie).	45	80
Etranger	63	115
VOIE AÉRIENNE :		
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie	70	130
D.O.M., Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, République du Bénin, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, République de Djibouti.	65	120
T.O.M., République malgache, Poste navale, Etat comorien	78	145
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	75	140
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	95	180
Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie	85	160

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « le Monde ».

Nous leur serions reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

AFGHANISTAN

L'internationalisme pro...

Le « non-alignement » sans ...

Le Monde WEEKLY ENGLISH SECTION

TATS-UNIS A L'ONU

indispensable

utes noire et juive

TARIF DES ABONNEMENT

AFGHANISTAN

Les tribus contre Marx

II. — L'« internationalisme prolétarien » sans prolétaires

De notre envoyé spécial JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

Au pouvoir depuis avril 1978, le régime prosoviétique de Kaboul est confronté à une rébellion dont l'action s'est beaucoup développée depuis un mois. Après avoir fait le point sur la situation militaire (notre précédent numéro), notre envoyé spécial expose dans quel milieu social et culturel le gouvernement a voulu promouvoir la révolution, il évoque les luttes pour le pouvoir politique et décrit la répression.

Kaboul. — *« Vive l'internationalisme prolétarien »*, lit-on sur de grands panneaux rouges, en russe et en anglais, accrochés à la tour de l'aéroport. Ce n'est pas seulement un égard pour les passagers soviétiques. M. Taraki, chef de l'État, a pris la chose à la lettre en déclarant fin juillet : *« Les travailleurs du Panjab et du Sindh* (provinces du Pakistan) *ont eux aussi le devoir de défendre notre révolution parce que celle-ci appartient à tous les prolétaires du monde. »*

Le problème est qu'il faut trouver ces prolétaires dans une population à 98 % agricole. Tout n'était pas mauvais dans le programme des révolutionnaires, mais ils ont voulu l'imposer trop vite et trop brutalement à une société qui n'était pas préparée pour cela.

Une des premières mesures fut la réforme agraire, consistant à distribuer, en pleine propriété, un lopin de terre à quelque deux cent quarante mille familles. Il a fallu *« suspendre »* l'opération en raison de ses résultats désastreux. Sentant venir les choses, les anciens propriétaires n'avaient pas fait faire d'ensemencement l'année dernière. L'usage était, dans un milieu où les rapports sociaux sont fortement personnalisés, qu'ils fournissent à leurs métayers engrais, semences et instruments aratoires. Privés de ces moyens, que ne pouvait leur fournir un gouvernement auquel manquaient les ressources constituées par l'impôt sur les gros propriétaires, les paysans n'ont pas obtenu de bonnes récoltes. L'Inde et l'U.R.S.S. vont combler le déficit en céréales. A cela s'ajoute le fait que certains propriétaires ont fait comprendre aux métayers que le régime de Kaboul était fragile et qu'il pourrait y avoir un retour de bâton.

Très vite aussi, le gouvernement a voulu modifier la condition des femmes. Le *« prix de la fiancée »* que devait verser à la famille de celle-ci le candidat au mariage a été considérablement diminué. Non seulement l'enseignement primaire est devenu obligatoire pour les filles, mais les femmes mariées ont été invitées à suivre des cours spéciaux. Cela a suscité la colère des chiites de l'Hazarajat, dans le Centre, appelés à la révolte par un clergé aussi réactionnaire que celui d'Iran. Bamiyan a été le théâtre de véritables expéditions punitives de la part de maris venus *« reprendre leur femme »* à l'école. Militants habituels du Khalq dans les campagnes, des instituteurs ont été sauvagement assassinés.

L'émancipation des femmes a été présentée comme une atteinte aux principes de l'islam tant chez les chiites — minoritaires mais actifs — que chez les sunnites. Personne n'a cru à la sincérité des dirigeants de Kaboul quand ils se sont rendus à la mosquée au début du ramadan. Marxistes déclarés, ils ont pris une mesure révélatrice, et fort mal accueillie, en remplaçant l'ancien drapeau afghan, sur lequel il y avait le vert de l'islam, par un drapeau rouge. Malgré les demandes des chefs coutumiers, ils ont refusé de transformer la *« République démocratique d'Afghanistan »* en République islamique.

Sunnites, les Pasthouns, qui constituent 40 % de la population, dans les régions situées au sud de l'Hindou-Kouch, se sont soulevés pour des raisons religieuses et politiques. *« La tribu pasthoun est divisée en clans, lesquels se composent de plusieurs familles,* écrivait en 1976 un spécialiste de l'Afghanistan (1). *A la tête de chaque clan un malek est choisi par les familles. Un chef de tribu ou khan est élu par les maleks. Aujourd'hui, dans les campagnes contrôlées par l'administration centrale, le chef de village pasthoun a droit au titre de malek ou de khan. Ce conseil, à caractère féodal, est un prolongement de la vieille institution tribale : la djirgah. Est pasthoun celui qui vit en respectant l'institution de la djirgah et les grands principes du code tribal, le pasthounwali. »* C'est cette société tribale que les révolutionnaires ont voulu modifier en intervenant à tous les niveaux de la vie sociale.

Le pouvoir pasthoun

Considérant les dirigeants de Kaboul comme des renégats, les Pasthouns ne sont nullement apaisés par le fait que ceux-ci appartiennent à la même ethnie qu'eux. Dans le nouveau gouvernement formé fin juillet, tous les ministres sont pasthouns à l'exception du ministre des finances, un Hazara. A l'origine, le pouvoir révolutionnaire s'appuyait sur deux mouvements, le Khalq et le Parcham. Ce dernier avait une base populaire beaucoup plus étendue que le premier, et M. Babrak, son leader, avait de bonnes relations avec certains chefs de tribu, qui n'étaient pas seulement pasthouns.

Le Khalq, qui a éliminé le Parcham quelques mois après le coup d'État d'avril 1978, avait des effectifs peu nombreux mais très homogènes. L'équipe dirigeante reste-t-elle aussi soudée qu'autrefois après tous les échecs enregistrés ? Le jeu favori des diplomates à Kaboul est d'échanger des arguments pour savoir qui, de M. Taraki, chef de l'État, *« grand leader du peuple »*, et de M. Amin, premier ministre, responsable du *« politburo »*, dirige effectivement le pays et bénéficie de la confiance des Soviétiques. Ce jeu nous paraît vain dans la mesure où le régime s'entoure d'un épais mystère. Lors du remaniement de juillet, le nouveau ministre de la santé mis en place a été l'ambassadeur de l'Afghanistan en France, qui avait remis ses lettres de créance à M. Giscard d'Estaing quelques jours plus tôt...

Ayant pris le ministère de la défense, confié auparavant au colonel Aslam Watanjar, devenu ministre de l'intérieur, M. Taraki a choisi M. Shah Wali pour le remplacer aux affaires étrangères. Ce remaniement s'expliquait apparemment par les doutes de M. Amin quant à l'aptitude du colonel Aslam Watanjar à renforcer le contrôle de l'armée. M. Amin semble plus particulièrement chargé des basses besognes du régime en matière de répression, alors que M. Taraki fait figure de *« penseur »*. Le *« grand leader »* multiplie les discours à l'usage des quelques *« anciens »* que les Kalqis ramassent dans les villages et conduisent à Kaboul pour un simulacre de serment d'allégeance à la révolution. Il arrive que la première page du *Kaboul Times* soit rigoureusement la même plusieurs jours de suite : à gauche, sur la moitié de la page, la photo du *« grand leader »*, à droite celle d'une assemblée d'*« anciens »* que personne ne connaît et qui applaudissent. Cette mise en scène, qui ne trompe personne vise à montrer que le régime a le soutien de toutes les provinces, représentées en principe par leurs chefs coutumiers.

Les membres du Parcham étaient tout aussi marxistes que ceux du Khalq (la plupart des ministres parchamis qui ont été écartés du pouvoir se sont réfugiés en Europe de l'Est), mais ils estimaient nécessaire de procéder par étape, ayant conscience de la complexité du corps social qu'ils voulaient transformer. Ils avaient le soutien d'un grand nombre de fonctionnaires. Leur élimination laisse le Khalq de plus en plus isolé devant la montée des périls.

Une répression féroce

Face au danger, le Khalq réagit non pas par la recherche de compromis mais par une répression féroce visant autant à éliminer ses adversaires actifs qu'à intimider par la terreur une population hostile.

Un étranger qui nous reçoit chez lui, dans un quartier résidentiel de Kaboul, nous dit : *« Il y a dans cette ville plusieurs maisons d'apparence banale où l'on torture. L'une d'elles se trouve à côté d'ici. Il m'arrive d'entendre les hurlements des gens soumis à la question. J'en vois aussi sortir éclopés. Ceux-là ont eu une chance relative. Ils ont convaincu leurs tortionnaires qu'ils ne savaient rien. Très souvent il s'agit simplement de pauvres bougres dénoncés par des voisins malveillants. Le pouvoir ne paraît nullement gêné de remettre ainsi en liberté des gens portant la marque de supplices. Il se dit sans doute que cela sert d'exemple pour les frondeurs. »*

Plusieurs *« centres de tri »* existent à Kaboul et dans la région pour les personnes arrêtées. Les plus malchanceuses sont dirigées sur la sinistre prison de Poli-Charki, à une dizaine de kilomètres de Kaboul, sur la route du Pakistan. Conçue pour six mille personnes, cette prison en contient actuellement plus du double. Selon le département d'État américain, trois mille prisonniers ont été exécutés depuis avril 1978 et, depuis le printemps, il arrive que les pelotons d'exécution fusillent trente personnes par nuit. *« C'est que maintenant il faut sans doute faire de la place dans la prison »*, note avec quelque cynisme un diplomate occidental.

Il y a en fait plusieurs sections dans l'univers concentrationnaire de Poli-Charki. La première est réservée aux membres du Parcham, souvent très jeunes. *« Il semble qu'il s'agisse plutôt d'un camp de rééducation »*, a confié à un étranger le père d'un détenu. *Les prisonniers ne sont pas maltraités, ils peuvent faire du sport. On s'emploie simplement à les persuader que seul le Khalq peut mener à bien la révolution.* » En général ces « rééduqués » peuvent communiquer avec leur famille et plusieurs centaines d'entre eux ont été libérés après quelques mois de « cours » en milieu carcéral.

Une seconde section est destinée aux *« capitalistes »* — propriétaires fonciers, commerçants — arrêtés pour la plupart dans les semaines qui suivirent le coup d'État d'avril 1978. Il n'est guère d'étrangers louant une maison à Kaboul, dont le propriétaire ne soit pas en prison ou n'y ait pas un membre de sa famille. Arrêtés généralement la nuit, pendant le couvre-feu, ces détenus ne peuvent communiquer avec leurs parents. Certains parviennent cependant à glisser un petit billet dans le linge sale que les familles sont autorisées à venir échanger contre des vêtements propres le vendredi. Ce jour-là, plusieurs centaines de personnes se pressent devant la prison, mais sans jamais être autorisées à voir leurs fils ou maris. Parfois, les gardiens indiquent qu'il n'y a plus de linge sale à prendre, en faisant comprendre que le détenu est mort. Néanmoins, il semble que les exécutions, parmi cette catégorie de prisonniers, ne soient pas les plus nombreuses. Certains détenus ont été relâchés après être passés devant une commission qui les a interrogés sur leurs activités sous l'ancien régime.

En revanche, selon les témoignages de prisonniers libérés et de quelques gardiens, l'enfer règne dans les sections où sont entassés les religieux et les militaires suspects. Plusieurs centaines de mollahs — fanatiques et eux-mêmes responsables de l'assassinat d'innocents fonctionnaires en mission dans les provinces — ont été passés par les armes après avoir longuement croupi dans des cellules sans aération.

Vivant, non sans raison, dans la hantise d'un putsch, MM. Taraki et Amin épurent constamment l'armée. Des milliers de soldats, sous-officiers ou officiers sont incarcérés sur le simple soupçon de tiédeur à l'égard du régime. D'autres avaient participé à des mutineries dans les garnisons de province. D'autres enfin, s'étaient évadés, mais ont été repris avant d'avoir pu rejoindre le Pakistan, où se trouvent plusieurs dizaines de milliers de déserteurs.

Pour ceux-là, la mort sans jugement est de règle. Conduits au polygone voisin de la prison ils sont fusillés entièrement nus, debout devant la fosse commune. Mais, même dans la prison, l'armée n'est pas sûre. Il y a deux mois, quelques dizaines de militaires conduits devant le peloton d'exécution ont persuadé leurs gardes qu'ils se rendaient complices d'un crime contre les vraies traditions militaires afghanes. Munis des armes des hommes qu'ils avaient retournés, ils attaquèrent certains quartiers de la prison. L'affrontement fit plusieurs dizaines de morts et certains prisonniers militaires parvinrent à prendre la fuite. Ces complicités — souvent nouées de longue date dans le secret, parfois spontanées — entre militaires restés profondément religieux expliquent que tout peut arriver, même à Kaboul.

(Jeudi 9 août.)

(1) M. Jean-Charles Blanc, *l'Afghanistan et ses populations*, édition « Complexe », diffusé par les Presses universitaires de France.

III. — Le « non-alignement » sans l'indépendance

Kaboul. — Avant d'accéder à l'étage où le premier ministre, M. Amin, va nous accorder une interview, nous sommes — avec le correspondant de l'A.F.P. à Islamabad et trois autres journalistes, allemand, indien et pakistanais — soumis à une fouille corporelle minutieuse par les gardes du corps. Le premier ministre quitte son bureau, sur lequel trône un médaillon de Lénine, et s'assoit à une table autour de laquelle ont déjà pris place quatre journalistes soviétiques sans doute dispensés de la fouille. Derrière nous sont assis quelques personnages, présents en principe pour consigner par écrit les propos de M. Amin, pourtant enregistrés sur magnétophone. Manifestement, la confiance ne règne pas, fût-ce à l'égard de journalistes dont le numéro deux du régime se déclare persuadé qu'ils sont *« honnêtes »*, après un petit exposé sur la nécessité d'une information *« objective »*.

Assis à côté de M. Amin, nous songeons que cet homme à l'aspect de bourgeois tranquille — costume bleu à gilet, cravate malgré la chaleur — mène une vie bien dangereuse (quand il sortira de la résidence où il nous reçoit, les soldats, baïonnettes pointées sur les passants, feront évacuer les trottoirs par crainte d'un attentat). Très vite, il est clair que l'interview n'est qu'un prétexte pour répéter tout ce qu'on peut lire dans la presse officielle. Les questions précises sur les exécutions, l'ampleur de la rébellion, sont éludées. Les journalistes soviétiques sont d'ailleurs là pour occuper le terrain et poser des questions « constructives » sur le plan quinquennal et la production agricole. L'un d'eux s'adresse directement en russe à M. Amin, qui lui répond dans la même langue.

Le régime, explique le premier ministre, ne travaille que pour le bien du peuple, qui lui est *« favorable à 98 %, parce que 98 % de la population appartient à la classe des travailleurs »*. A l'écoute de ce *« discours de béton »*, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la sincérité de celui qui le tient.

Cent Mig à Kandahar

Parmi les pays que la presse accuse de soutenir les *« brigands »* opérant en Afghanistan à partir de l'étranger il y a l'Egypte, la Chine, les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite, et surtout l'Iran et le Pakistan. M. Amin a des mots particulièrement durs, et pas toujours dénués de fondement, contre *« les leaders fanatiques de l'Iran, qui se servent de la religion à des fins politiques »*. En revanche, quand il parle du soutien apporté *« aux criminels appelés réfugiés politiques »* vivant au Pakistan, il n'accuse pas nommément le gouvernement d'Islamabad mais les *« milieux réactionnaires »* pakistanais.

L'Afghanistan, qui reçoit une importante aide militaire soviétique, a-t-il l'intention d'adhérer au pacte de Varsovie ? demandons-nous à M. Amin. Réponse : *« Nous faisons partie du mouvement des non-alignés. Le président Taraki se rendra en personne au prochain sommet de La Havane pour déjouer les complots de l'impérialisme. C'est la raison pour laquelle nous ne voulons pas nous intégrer à quelque bloc militaire que ce soit. »*

Mais que pourrait ajouter une adhésion formelle ? L'Afghanistan est totalement dépendant de l'U.R.S.S. dans la mesure où le régime ne se maintient que grâce à son aide militaire en matériel et en hommes. Ce sont des pilotes soviétiques pour la plupart qui ont réduit, le 5 août, la mutinerie de Kaboul. Ce sont des aviateurs venus d'U.R.S.S., et portant souvent l'uniforme de leur armée, qui décollent de la base de Begram pour des missions de bombardement sur la frontière pakistanaise. A Kandahar, un voyageur digne de foi vient de compter, alignés, cent Mig. Ce sont aussi des fantassins soviétiques qui tombent, de plus en plus nombreux, dans des embuscades dont ils sortent parfois affreusement mutilés, nez et oreilles coupés. En contrepartie, les gouverneurs afghans des provinces ont des *« doublures »* soviétiques qui exercent en fait l'autorité à leur place. Des industriels étrangers, en mission dans le Nord, racontent que pour mener à bien certaines affaires il faut s'adresser à des officiers supérieurs soviétiques.

On entend souvent dire que les Soviétiques se sont fourvoyés en Afghanistan comme les Américains le firent au Vietnam et qu'ils y rencontrent les mêmes difficultés. On assure aussi, dans les milieux diplomatiques de Kaboul, qu'ils cherchent une porte de sortie, conscients que leurs soldats engagés en Afghanistan ont un moral de plus en plus bas. Il nous semble cependant hautement spéculatif d'affirmer, comme nous l'avons entendu, que le Kremlin est déjà sensible au *« mécontentement de l'opinion »* à cause des morts ramenés en U.R.S.S. L'*« opinion »* en U.R.S.S. n'a sans doute pas le même poids que celle du peuple américain pendant la guerre du Vietnam.

Moscou, avant de découvrir peut-être que tout est perdu, bénéficie dans l'immédiat des difficultés du régime qui doit s'en remettre chaque jour davantage à ses alliés. En raison de l'évolution de l'Iran, les Soviétiques ont encore plus de raisons de vouloir contrôler l'Afghanistan qu'au moment de l'installation du gouvernement révolutionnaire. La victoire de la rébellion serait certainement remportée au bénéfice des religieux de Téhéran en même temps qu'au profit du Pakistan.

Les rebelles les plus nombreux et les plus efficaces tiennent les régions du Pakistan où ils disposent de bases arrière. Ce sont aussi les plus unis. Mais des maquis opèrent également près de la frontière iranienne. (Cette région est aussi le théâtre de petites batailles entre les douaniers afghans et des paysans armés qui font passer clandestinement leurs troupeaux de moutons en Iran où ils en obtiennent un meilleur prix.)

En juin, un dignitaire religieux afghan a déclaré à l'A.F.P. à Téhéran que la rébellion entend renverser le président Taraki *« avant l'hiver »*. Selon ce religieux chiite, au moins six formations musulmanes — sunnites et chiites — sont engagées dans la lutte : le parti islamique, la Ligue islamique, le Mouvement islamique, le Front de libération afghan, le Raad (éclair) et le Nasr (victoire).

Malgré leur inféodation à l'U.R.S.S., MM. Taraki et Amin continuent à rechercher l'aide étrangère à condition qu'elle ne soit pas *« liée »*. Cette aide s'est élevée depuis un an à 120 millions de dollars : 50 millions venant de la Banque mondiale, 30 millions de la Banque asiatique de développement (BAD) et la plus grande partie du reste du fonds de Koweït et d'Abou-Dhabi pour les pays en voie de développement.

Il est fort possible que la Banque mondiale réduise ses engagements, sous la pression des Etats-Unis. Bien qu'elle soit accusée de complicité avec les rebelles, l'Arabie Saoudite, apparemment soucieuse de ne pas jeter totalement Kaboul dans le camp soviétique, fournit des fonds par l'intermédiaire de la Banque islamique de développement, dont elle est le principal actionnaire, avec les pays du Golfe. Cette banque a promis un crédit de 9 millions de dollars pour la création d'une station terrestre de communications par satellite, dont l'Afghanistan a bien besoin.

Parmi les pays occidentaux, la R.F.A. fournit encore quelques dons, mais elle a pris une décision politique en rappelant ses instructeurs qui formaient les cadets de l'école de police, notamment dans le domaine des transmissions. Certains Allemands estimaient que c'était là *« un investissement particulièrement rentable »* (le même *« investissement »* avait été fait en Ethiopie révolutionnaire), mais le Bundestag a estimé qu'il était inopportun de continuer à se faire des amis dans la police d'un tel régime.

De bonnes affaires pour la France

La France ne fait aucun don à Kaboul mais n'a pas à se plaindre du régime révolutionnaire sur le plan des affaires. Sous le roi et le président Daoud, la coopération culturelle était très appréciée par les élites francophones, alors nombreuses, mais celles-ci préféraient passer leurs commandes chez les Allemands ou les Américains. Il n'en va plus de même aujourd'hui. *« Je crois que nous bénéficions de la présence des Soviétiques. Ceux-ci n'aiment pas les Allemands et ont l'habitude de travailler avec nous dans leurs pays »*, nous dit, avec quelque candeur, le représentant d'une firme française.

L'Afghanistan va donc acheter plusieurs dizaines de camions Berliet, payés avec les fonds de la BAD et de la Banque mondiale. La France va fournir tout le matériel médical d'un hôpital construit à Mazar-I-Sharif. Elle est chargée de tous les travaux d'agrandissement de la sucrerie de Baghlan. Elle pourrait se voir confier l'installation d'un réseau de télévision dans le Sud, et la fourniture de matériel de chauffage solaire pour un ensemble d'immeubles populaires en construction à Kaboul. Elle fournit l'intendance de l'armée afghane et, avec d'autres pays occidentaux, équipe les nouveaux bâtiments du quartier de Daru Laman, où les dirigeants se font construire de très luxueuses résidences entourées de 4 000 logements réservés à des officiers et sous-officiers au loyalisme assuré, ce qui renforcera la sécurité de M. Taraki, de ses ministres et de leurs hôtes officiels.

Une soixantaine de cadres et techniciens français sont attendus, d'ici à octobre, pour la réalisation des projets en cours, nous dit le conseiller commercial de France, sans dissimuler que les entreprises devront offrir des salaires élevés pour trouver des volontaires. Actuellement cent cinquante Français — hommes, femmes et enfants — vivent en Afghanistan. Outre les diplomates, il s'agit de professeurs, de quelques médecins, des membres de la mission de géologie et de la DAFA (Délégation archéologique française en Afghanistan), dont les activités paraissent compromises par l'insécurité dans les provinces.

Fin juillet, les diplomates occidentaux se sont concertés et ont estimé que dans l'immédiat il n'y avait pas lieu d'imiter les Américains. Le 23 juillet, ceux-ci avaient décidé l'évacuation progressive des familles, qui a déjà commencé, la femme du chargé d'affaires en tête. *« La décision des Américains est essentiellement politique*, dit-on dans les milieux diplomatiques de Kaboul. *Ils ont voulu mettre M. Taraki dans l'embarras en soulignant l'insécurité régnant dans son pays. »* Un fonctionnaire international nous dit de son côté : *« Les Etats-Unis savent qu'ils ne peuvent plus rien faire ici. Ils n'ont rien à perdre en partant ; mais ils se disent peut-être que cela leur permettra de faire un retour en force un jour, puisque leur attitude est appréciée par les adversaires du régime. »*

Washington soutient cependant que seules des raisons de sécurité ont été prises en considération. Si l'aéroport de Kaboul (où ne se pose d'ailleurs aucun avion de compagnie aérienne occidentale) est fermé en raison de combats dans la capitale, la seule voie d'évacuation sera la route vers le Pakistan, déjà peu sûre. En mettant en garde, le 3 août, Moscou contre ses interventions croissantes *« dans les problèmes intérieurs de l'Afghanistan »*, les Etats-Unis semblaient s'attendre à de nouveaux troubles dans ce pays. Sans attribuer la tentative de coup d'Etat du 5 août aux Américains, celle-ci montre du moins qu'ils ne se trompaient pas en pensant que les révolutionnaires afghans auraient de plus en plus besoin de leur tuteur soviétique.

FIN

(Vendredi 10 août.)

Le Monde

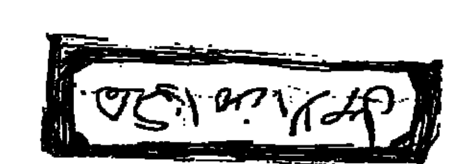
WEEKLY ENGLISH SECTION

Nous rappelons à nos lecteurs que la sélection hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly *et vendue par abonnement dans tous les pays.*

EXTRAIT DU TARIF
(Abonnement d'un an)

Voie normale	155 F
Voie aérienne :	
● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre	160 F
● Moyen-Orient, Afrique du Nord	170 F
● Amériques, Canada, Afrique, Inde, Pakistan Sri-Lanka, Hongkong, Malaisie, Antilles	175 F
● Extrême-Orient	185 F

SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens, 75427 Paris - Cedex 09 - C.C.P. 4207-23 Paris
« Weekly English Section » — « Le Monde ».



BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 13 AU 17 AOUT

EFFRITEMENT DES VALEURS FRANÇAISES

L'ANNEE en cours a beau être exceptionnelle sur le plan des affaires à la Bourse de Paris, la coutume voulant que la semaine du 15 août soit la plus creuse de l'année a été respectée. En quatre séances — le marché était clos pour l'Assomption, — moins de 380 millions de francs d'actions ont été échangées à terme (françaises et étrangères). Est-ce dû à la faiblesse de l'activité ? En tout cas, pour la première fois depuis cinq semaines, les différents indices ont baissé. Oh, certes, le recul est très limité (1,5 % en moyenne), mais il illustre quand même la difficulté qu'éprouve le vieil indice de la chambre syndicale des agents de change (CAC) à passer le fameux niveau des 100 points, retenu pour sa naissance fin 1961.

Le lundi 13, pourtant, à l'issue d'une séance très calme, mais qui avait permis aux valeurs pétrolières d'améliorer encore leurs positions, les « chartistes » du Palais (spécialistes en analyse graphique) crurent que c'était gagné. L'indice s'inscrivait à 99,8 %. Le chemin qui restait à parcourir était insignifiant. Le pas, pourtant, ne fut pas franchi. Dès le lendemain, veille du 15 août il est vrai, les cours s'effritèrent — même ceux des pétroles — et l'indice revenait à 99,6. La pause observée le 15 août ne lui fut guère plus faste.

Jeudi, dans un marché très calme (voir tableau des transactions ci-dessous), le communiqué publié par Esso pour contenir un peu l'ardeur des boursiers après la « découverte » du Béarn, reçut un écho probablement... inespéré. Car non seulement le titre en question se replia, mais, avec lui, l'ensemble du compartiment de l'or noir. Au coup de cloche marquant la fin de la séance, le pauvre indice CAC était revenu à 98,9. Il n'y avait aucune raison pour que la tendance changeât subitement à la veille du week-end. Les cours, et les indicateurs, s'effritèrent donc encore légèrement.

Il est bien difficile de tirer des enseignements d'une semaine aussi dépourvue d'intérêt... Tout juste peut-on tenter d'expliquer le reflux des cours de l'or, d'abord par les ventes bénéficiaires qui ne manquent jamais de se produire après une envolée comme celle des semaines précédentes. Ensuite, par la meilleure tenue du dollar sur les marchés des changes.

Reste que si le lingot a cédé 660 francs dans la semaine pour revenir à 43 240 francs vendredi, le napoléon, lui, a fait preuve d'une remarquable résistance après avoir, lundi, atteint le cours record de 404 francs. En quatre séances, quatorze mille pièces ont changé de mains. Encore faut-il rappeler qu'il ne s'agit, en l'occurrence, que des transactions réellement effectuées sur le marché (les compensations entre achats et ventes réalisées dans les établissements spécialisés ne sont pas pris en compte).

Doit-on mettre cette fringale de pièces d'or sur le compte des inquiétudes grandissantes concernant le chômage, l'inflation, bref... la crise qui se profile ? C'est possible. En tout cas, le raisonnement ne vaut guère pour expliquer le recul des actions qui, en ce moment, n'intéressent guère que les seuls professionnels.

PATRICE CLAUDE.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

LE DOLLAR SOUS SURVEILLANCE
BAISSE DE LA LIVRE

La nomination de M. Paul Volcker à la présidence de la Réserve fédérale des Etats-Unis avait été bien accueillie par les milieux financiers. Les premières mesures prises sous l'impulsion du successeur de M. Miller n'ont pas déçu leur attente.

La semaine du 15 août a, en effet, été marquée par la hausse, jeudi 16 août, du taux de l'escompte de la Réserve fédérale qui, porté de 10 à 10,5 %, atteint ainsi son plus haut niveau historique. La veille, la Chase Manhattan Bank, bientôt imitée par la plupart des établissements financiers outre-Atlantique, avait porté son « prime rate » (taux de base), de 11,75 à 12 %.

Dans un premier temps le DOLLAR a bien réagi à ces mesures. La devise américaine, qui, initialement ferme, avait fléchi lundi 13 août, se stabilisait, en effet, à compter du mercredi, puis amorçait un redressement. A la veille du week-end cependant un nouvel effritement se produisait. Il est vrai que le vendredi on apprenait que le produit national brut avait fléchi de 2,4 % pendant le second trimestre et que les bénéfices des entreprises américaines avaient baissé pendant cette même période.

La hausse de la LIVRE, qui a fléchi de 1,6 %, revenant de 2,2515 à 2,2150 dollars, a été l'autre fait marquant de la semaine. Ce recul provoqué, au dire des spécialistes, par les vives réactions des syndicats à la nouvelle politique économique du gouvernement conservateur, a précédé l'annonce d'une hausse des prix record en juillet. Cette hausse « historique » (4,3 %) provoquée pour l'essentiel par le relèvement de 8 à 15 % de la T.V.A. était attendue. Elle n'en a pas moins entraîné un nouveau tassement de la devise britannique.

Conséquence de la nouvelle baisse de la livre : les montants compensatoires monétaires appliqués dans les échanges agricoles entre la Grande-Bretagne et ses partenaires de la C.E.E., qui venaient d'être rétablis au taux de 1,9 %, vont être portés à 3,3 % à compter du lundi 20 août.

Le FRANC FRANÇAIS a fait relativement bonne contenance, progressant même légèrement vis-à-vis du DEUTSCHEMARK, qui ne valait plus vendredi que 2,3260 F contre 2,3322 F le 10 août dernier. Mais cet affaiblissement de la devise ouest-allemande contre FRANC comme contre DOLLAR est, semble-t-il, largement imputable à la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, qui, en favorisant les achats de DOLLARS, a en même temps éloigné la spéculation du DEUTSCHEMARK.

Comme la semaine précédente, le marché de l'or a été agité. A Londres, le cours de l'once de métal précieux a brusquement décroché du niveau des 300 dollars qu'il avait retrouvé le vendredi 10 août, pour retomber le 14 août à 292 dollars. Il est ensuite remonté aussi rapidement qu'il avait baissé, pour s'inscrire de nouveau le 17 août au voisinage des 300 dollars l'once.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres.	—	2,2215	9,4469	3,6788	4,0642	65,0677	4,4663	1 816,74
	—	2,2515	9,5463	3,7001	4,0932	65,9689	4,5007	1 837,22
New-York.	2,2215	—	23,5153	60,3864	54,6597	3,4141	49,7388	0,1222
	2,2515	—	23,5849	60,8494	55,0055	3,4129	50,0250	0,1225
Paris.....	9,4469	4,2525	—	256,79	232,44	14,5186	211,51	5,1999
	9,5463	4,2400	—	258,00	233,22	14,4709	212,10	5,1960
Zurich....	3,6788	165,60	38,9417	—	90,5165	5,6538	82,3675	2,0249
	3,7001	164,34	38,7594	—	90,3960	5,6088	82,2111	2,0139
Francfort.	4,0642	182,95	43,0217	110,4770	—	6,2461	90,9972	2,2370
	4,0932	181,80	42,8773	110,6243	—	6,2047	90,9454	2,2279
Bruxelles	65,0677	29,2900	6,8877	17,6871	16,0098	—	14,5685	3,5815
	65,9689	29,3000	6,9103	17,8289	16,1166	—	14,6573	3,5906
Amsterdam	4,4663	201,05	42,2780	121,4070	109,8934	6,8641	—	2,4584
	4,5007	199,90	47,1462	121,6380	109,9559	6,8225	—	2,4497
Milan.....	1 816,74	817,80	192,3104	493,8405	447,0073	27,9207	406,76	—
	1 837,22	816,00	192,4328	496,5315	448,8448	27,8488	408,20	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

SCIENCES

LE RETOUR DE LIAKHOV ET DE RIOUMINE

Les cosmonautes de Saliout-6 sont en bonne santé après six mois de vie dans l'espace

Les cosmonautes Vladimir Liakhov et Valeri Rioumine ont mis le point final à leur mission en atterrissant dimanche 19 août, à 14 h. 30 (heure française), dans le Kazakhstan. Le vaisseau Soyouz-34 s'est posé en douceur à 170 kilomètres au sud-est de la ville de Djezkazgan. Avec 175 jours et 36 minutes dans l'espace, les cosmonautes établissent évidemment un nouveau record de durée. Ils prouvent que l'homme peut vivre six mois dans des conditions éprouvantes d'apesanteur et d'isolement. En fait, des séjours bien plus longs sont certainement possibles, et on ne connaît pas les limites de l'adaptabilité humaine.

Les derniers jours à bord de la station ont été consacrés à la mise de Saliout-6 en régime automatique, au chargement de Soyouz-34, qui rapporte sur Terre de nombreux résultats expérimentaux, à quelques expériences d'élaboration de matériaux, et surtout à un entraînement physique de réadaptation à la pesanteur. Ce dernier comprend divers exercices et le port d'un costume spécial, Tchibis. Il s'agit d'une sorte de scaphandre qui maintient le bas du corps dans un vide partiel. Cette dépression attire le sang, et oblige le cœur à faire un effort assez semblable à celui qu'impose sur Terre la pesanteur. Les Soviétiques semblent avoir maintenant bien maîtrisé ce problème, et les derniers équipages ont pu reprendre une activité normale.

L'agence Tass annonce que les cosmonautes ont bien supporté le retour et que l'examen médical fait sur les lieux mêmes de l'atterrissage était satisfaisant. Les photographies publiées montrent les deux hommes souriants, mais assis dans de profonds fauteuils.

Quel avenir ?

Il y a neuf mois, quand les cosmonautes Kovalenok et Ivantchenkov revinrent sur Terre après cent quarante jours passés en orbite, une question se posait : la mission suivante serait-elle une extrapolation de celle qui se terminait, ou verrait-on quelque chose d'entièrement nouveau ? La mission de Kovalenok et Ivantchenkov avait les mêmes caractéristiques que celle de Romanenko et Gretchko qui l'avait précédée : un équipage de deux Soviétiques séjournant dans la station Saliout-6, se livrant à des travaux de réparation et à de nombreuses expériences ; des équipages mixtes (un Soviétique et un représentant d'un autre pays de l'Est) venant leur rendre de courtes visites, aux fins officielles de faire quelques expériences supplémentaires et d'interrompre la monotonie d'un long séjour en orbite et aux fins politiques de donner aux populations des pays concernés un héros qui symbolise et glorifie l'alliance avec l'Union soviétique. Entre les visites, l'équipage « permanent » recevait des cargos automatiques Progress pour assurer son ravitaillement et le renouvellement des expériences.

On peut répondre, maintenant, à la question qu'on se posait alors et, paraphrasant Erich Maria Remarque, dire : *« A l'Est, rien de nouveau. »* Ou plutôt, une seule chose est nouvelle : contrairement à leurs prédécesseurs, Liakhov et Rioumine seront restés isolés pendant près de six mois sans le moindre contact humain. Cette épreuve psychologique n'était nullement programmée : un équipage soviéto-bulgare aurait dû interrompre, en avril, la longue claustration, mais une panne de moteur lui a interdit de s'amarrer à Saliout et l'a contraint à un retour quelque peu aventureux.

A cela près, la mission qui se termine — troisième mission à bord de Saliout-6 — a été fort similaire à la deuxième, même si elle a duré un mois de plus. La deuxième mission était déjà une extrapolation de la première.

Bien entendu, il ne s'agit pas de répétitions parfaites : les expériences ont été un peu différentes, mais les thèmes — et pour cause — n'ont guère changé. Que peut-on faire, en effet, à bord d'un Saliout ? Observer la Terre d'un côté, le Soleil et les étoiles de l'autre ; mesurer les paramètres physiques de l'espace avoisinant la station ; utiliser les équipements du laboratoire spatial pour réaliser des expériences de physique des matériaux ou de biologie ; étudier, enfin, le comportement humain, sa résistance physique à l'absence de pesanteur, sa résistance psychologique à ce pénible emprisonnement qu'est une mission spatiale de longue durée.

Les cosmonautes ont fait tout cela, comme leurs prédécesseurs ; c'est, au demeurant, la comparaison des résultats obtenus par des expériences répétées qui apporte, en général, le plus de résultats scientifiques. Il est donc logique que Liakhov et Rioumine aient refait ce qui avait déjà été fait. Au surplus, les responsables du programme spatial soviétique, s'ils indiquent assez fréquemment les tâches des cosmonautes, se montrent d'une grande avarice quant aux détails.

Au moment donc où s'achèvent cinq mois de vie en orbite, on peut se demander si la mission prochaine sera un quatrième exemplaire de ce qu'on vient de voir, ou si le programme soviétique de vols habités s'engagera dans une voie nouvelle. La station Saliout-6, vieille maintenant de presque deux ans, accueillera-t-elle de nouveaux équipages, ou bien sera-t-elle abandonnée au profit d'une station Saliout-7 qui ne serait pas une réplique de Saliout-6, mais aurait des caractéristiques franchement différentes ? Saliout-6 différait en plusieurs points de Saliout-5, et comportait en particulier deux colliers d'amarrage au lieu d'un : c'est ce qui a autorisé les visites d'équipages, les lancements de vaisseaux Progress, et qui a permis d'occuper utilement deux cosmonautes pendant plusieurs mois.

Quelques dates

25 FEVRIER. — Les cosmonautes Vladimir Liakhov et Valeri Rioumine partent à bord de Soyouz-32 pour s'amarrer le lendemain sur Saliout-6.

13 MARS. — Progress-5 est lancé vers Saliout-6. Il apporte en particulier des échantillons préparés en France pour des expériences de physique spatiale des matériaux. C'est une première de la coopération franco-soviétique. Progress-5 est largué le 3 avril.

10 AVRIL. — Le Bulgare Gueorgui Ivanov et le Soviétique Nikolaï Roukavichnikov sont mis en orbite à bord de Soyouz-33. Une panne de moteur leur interdit d'atteindre Saliout-6 ; ils reviennent au sol le 12 avril.

13 MAI. — Progress-6 est lancé vers Saliout-6, qu'il atteint le 15 mai ; il est largué le 8 juin et retombe le 9.

6 JUIN. — Un Soyouz inhabité, Soyouz-34, « équipé de fusées améliorées » est envoyé vers Saliout-6 ; il s'amarre deux jours plus tard sur Saliout-6. Le 13 juin, Soyouz-32 est renvoyé sans occupants vers la Terre.

28 JUIN. — Départ de Progress-7, qui s'amarre le 30 sur Saliout et qui est largué le 18 juillet. Il reste à proximité de Saliout pour que ses caméras contrôlent le déploiement de l'antenne du radio-télescope qu'il a apporté ; Progress-7 rentre dans l'atmosphère le 20 juillet.

19 AOUT. — Soyouz-34 ramène au sol les deux cosmonautes.

La longévité de Saliout-6

Une nouvelle station Saliout, beaucoup plus vaste, qui serait éventuellement construite dans l'espace à partir de modules lancés indépendamment, qui serait munie d'appareils de laboratoire plus puissants et plus variés, qui pourrait abriter en longue durée plus de deux cosmonautes, une telle station permettrait des missions nettement différentes. Si, au contraire, les Soviétiques réutilisent Saliout-6, ou remplacent cette station spatiale par une station quasi jumelle, ils ne pourront guère faire plus que ce qu'ils ont déjà fait.

Au risque de décevoir les amateurs d'aventures, et bien que la futurologie, appliquée au programme spatial de l'U.R.S.S., soit une science pleine d'embûches, il faut présumer que c'est la deuxième hypothèse qui sera la bonne. Au cours des prochains mois on ne verra sans doute rien de très nouveau.

Une première raison de cette prévision est que les Soviétiques se sont plusieurs fois déclarés fort satisfaits du fonctionnement de Saliout-6. Il y a eu quelques petits incidents, mais les cargos Progress ont apporté aux cosmonautes des pièces détachées pour entretenir ou réparer certains équipements. Un tableau de bord a ainsi été entièrement changé. Tout n'est cependant pas réparable, et les cosmonautes ont dû condamner définitivement un réservoir de carburant dont les vannes donnaient des signes de défaillance. Mais comme Saliout-6 a deux autres réservoirs, il n'en résulte pas d'inconvénient majeur.

Que Liakhov et Rioumine aient consacré une part importante de leur temps à l'entretien de la station, y compris dans les dernières semaines, semble d'ailleurs bien indiquer qu'elle doit encore servir après leur départ.

La possibilité de changer aussi certains appareils de laboratoire a été mise à profit pour ouvrir de nouveaux champs d'expériences : ainsi, le cargo Progress-5 a-t-il apporté un petit télescope Elena destiné à des observations astronomiques en rayon gamma. Progress-5 transportait en outre un adaptateur électronique qui a permis aux cosmonautes de recevoir sur le circuit de télévision interne de Saliout-6, des images venant de la Terre.

De même, Progress-7 a apporté aux cosmonautes un radiotélescope dont la grande antenne parabolique mesure 10 mètres de diamètre une fois déployée. Elle est située à l'arrière de Saliout-6, là où était accroché Progress-7. Les cosmonautes l'ont dirigée vers diverses régions du ciel, vers le Soleil et vers la Terre — l'émission radioélectrique du sol terrestre fournit des informations sur son humidité. Utilisé en conjonction avec un grand radiotélescope installé en Crimée, le radiotélescope spatial a donné des informations précises sur la localisation de plusieurs sources lointaines.

Peu avant leur retour les cosmonautes ont largué cette antenne, qui obstruait le collier d'amarrage arrière ; comme certains câbles s'étaient coincés dans l'antenne, ils sont sortis dans l'espace pour la dégager.

Des retombées directes

La station Saliout-6 n'est donc pas entièrement « figée », contrairement à celles qui l'ont précédée et sur lesquelles les possibilités d'intervention étaient minimes. Cette relative adaptabilité et le bon fonctionnement d'ensemble des équipements peuvent lui permettre de servir encore longtemps.

Une seconde raison qui plaide contre une modification importante du programme soviétique est tout simplement le facteur temps. Saliout-6 a été mise en orbite le 29 septembre 1977. Elle représente une nouvelle génération par rapport aux autres stations Saliout, dont la première fut lancée en 1971. Il serait étonnant qu'une troisième génération apparaisse deux ou trois ans après la seconde. Cela signifierait soit que celle-ci n'a pas donné satisfaction, et ce n'est pas le cas, soit qu'elle était initialement considérée comme une étape très provisoire vers la base spatiale assemblée en orbite, habitée en permanence, et utilisée pour fabriquer industriellement ces alliages et monocristaux que permet l'absence de pesanteur. Mais il faudrait pour cela que la science spatiale des matériaux soit plus avancée qu'elle ne l'est : les expériences actuelles ont un caractère exploratoire et l'on est loin de l'utilisation.

La seule activité des cosmonautes qui ait présentement des retombées directes est la photographie de la Terre. Les milliers de clichés pris depuis l'espace ont permis d'établir toute une série de cartes géologiques de l'U.R.S.S., de déterminer les zones où prospecter des hydrocarbures et des minéraux ; la région où se construit le nouveau Transsibérien Baïkal-Amour a été particulièrement étudiée, ainsi que plusieurs zones à risque sismique. Or, la station Saliout-6 semble très bien adaptée à cette activité de photographie ; celle-ci s'effectue essentiellement avec la grande caméra multispectrale MKF-6, construite en Allemagne de l'Est, qui photographie la Terre dans six bandes spectrales différentes. On ne voit donc pas pourquoi les responsables du programme soviétique changeraient à court terme leur station orbitale.

Ils pourraient, en revanche, changer le Soyouz : Soyouz-1 a volé en 1967 et sa conception est donc très ancienne. Les Soviétiques ont eu plusieurs ennuis avec ce vaisseau, en particulier des amarrages manqués : en octobre 1977, Soyouz-25, qui transportait un premier équipage vers Saliout-6, n'a pu rejoindre la station. Plus récemment, en avril dernier, Soyouz-33 n'a pu amener son équipage soviéto-bulgare dans Saliout-6. La conception ancienne de Soyouz en fait un engin peu sûr — au regard des possibilités actuelles s'entend. Il est à noter que les Soyouz reviennent dans les trois mois de leur lancement, et que pour les missions de longue durée les cosmonautes utilisent au retour un autre Soyouz qu'au départ : leur fournir un matériel plus neuf est un rôle de ces équipages multinationaux qui viennent passer quelques jours dans Saliout-6. Ainsi, après l'échec de la mission soviéto-bulgare de Soyouz-33, les responsables ont envoyé, début juin vers Saliout-6, un Soyouz-34 inhabité, qui vient de servir au retour des cosmonautes. Leur véhicule de départ, Soyouz-32, n'a pas été jugé capable de supporter une mission qui a duré presque six mois. Peu après l'amarrage de Soyouz-34, il est revenu sur Terre, chargé de matériel mais sans occupants.

Il ne semble pourtant pas que le vaisseau Soyouz doive être remplacé à court terme. Sa fabrication en série a permis d'abaisser notablement son coût, et les ingénieurs se contentent de l'améliorer par petites touches, sans remettre en cause ses caractéristiques principales. On sait qu'ils ont en étude une sorte de petite navette spatiale, qui prendra un jour la succession des Soyouz, mais il ne paraît pas que ce jour soit proche.

Le futur du programme soviétique semble ainsi fixé dans ses grandes lignes : après une interruption de quelques mois, destinée à donner aux équipes au sol quelque repos et à assurer la maintenance des équipements, destinée aussi à une première analyse des résultats de l'actuelle mission, un nouveau couple de cosmonautes partira, sans doute, s'installer dans Saliout-6, pour s'y livrer à des tâches très analogues à celles de l'équipage qui vient de rentrer, peut-être aussi pour tester encore un peu plus longuement la résistance de l'homme à l'environnement spatial. On verra d'autres cosmonautes des pays du bloc socialiste, à commencer sans doute par un Hongrois. On verra, bien plus tard, un cosmonaute français, puisque M. Brejnev l'a proposé lors de la visite de M. Giscard d'Estaing. Cela redonnera — de notre point de vue — un caractère un peu spectaculaire à des missions qui deviennent bien répétitives. Mais le spectaculaire, qui était un élément important des activités spatiales soviétiques au début des années 60, n'a plus cours aujourd'hui. Lentement, opiniâtrement, l'U.R.S.S. s'est dotée avec le système Saliout-Soyouz-Progress d'un instrument utile, à la fois laboratoire de recherches appliquées et chambre d'enregistrement pour une masse d'observations d'intérêt immédiat. Elle va continuer à l'exploiter.

MAURICE ARVONNY.

(Mardi 21 août.)

SPORTS

Les résultats

Athlétisme

Thierry Vigneron (troisième du saut à la perche avec 5,40 m) et Serge Guillen (troisième au 400 mètres haies en 51 sec. 44) ont sauvé l'honneur de l'athlétisme français au cours des championnats d'Europe juniors de Bydgoszcz (Pologne), marqués par l'étonnant exploit de l'Allemande de l'Ouest Sabine Everts, qui a totalisé 4 594 points au pentathlon (nouvelle meilleure performance mondiale juniors).

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(quatrième journée)

Valenciennes et Lille	0-0
Strasbourg et Nantes	2-2
Saint-Etienne bat Metz	2-1
Monaco bat Brest	2-1
Lens bat Sochaux	2-0
Nîmes bat Bordeaux	2-0
Angers bat Bastia	3-1
Paris-Saint-Germain bat Laval .	3-1
Nancy bat Marseille	5-0
Nice bat Lyon	3-1

Classement : 1. Saint-Etienne et Monaco, 7 points ; 3. Lille, Nantes et Nîmes, 6 ; 6. Strasbourg, Valenciennes, Angers et Paris-Saint-Germain, 5 ; 10. Metz, Sochaux et Nancy, 4 ; 13. Nice et Lens, 3 ; 15. Bordeaux, Marseille, Laval, Lyon et Bastia, 2 ; 20. Brest, 0 point.

Natation

Le Soviétique Vladimir Salnikov (dix-neuf ans) a une nouvelle fois battu, dimanche 19 août, à Tbilissi (Georgie), le record du monde du 400 mètres nage libre en 3 min. 51 sec. 40, soit 1 centième de mieux que l'ancien record, qu'il détenait en 3 min. 51 sec. 41 depuis le 6 avril dernier à Berlin-Est.

AUTOUR DU FRONT DE SEINE

Théories, bonnes affaires et simulacre

IL n'est pas fini le temps des gémissements. Le temps de ces rénovations monumentales qui, sous prétexte de faire disparaître ce qu'une morale fort stricte en la matière qualifie de taudis, ont été et restent matière à tant de spéculations, à tant de bonnes affaires. Il reste à achever les grandes opérations en cours, à mettre en route celles qui sont prévues, et, même si l'on sait, fort de trop tragiques expériences, vers quelles catastrophes on est certain d'aller, même si les élus le savent et les électeurs le dénoncent, tout cela sera achevé comme prévu. On ne changera pas d'avis, on n'arrêtera rien. On ne parle à l'étranger que d'un Paris massacré, et les Parisiens en voyage savent de quoi il retourne, qui sont presque contraints, si la conversation arrive sur ce triste terrain, de faire leurs excuses et de renier leur ville. Sans doute cela est-il vrai pour d'autres métropoles et pour nombre de villes de province, mais quand même, Paris... Paris qui jusque après la guerre était resté si miraculeusement protégé.

Elle n'est pas finie la crise de l'architecture (il faut entendre par là de la mauvaise architecture), moins encore celle de l'urbanisme, et elles ne sont pas à la veille d'être révolues, quels que soient les remaniements ministériels, les belles déclarations ou le bon vouloir de quelques hommes nouveaux. Une remarque : on ne s'est aperçu qu'il y avait crise en ce domaine que lorsque la commande s'est révélée en crise et lorsque, une grande part des grandes rénovations achevées, les responsables locaux et nationaux se sont trouvés réellement responsables d'un spectaculaire gâchis. On s'est ainsi mis à parler de crise après la véritable crise. C'est bien qu'il s'agit de conscience et non d'architecture. Quelle conscience ? Celle des architectes, des responsables, celle qu'ils se renvoient ou celle que l'on veut bien montrer à un public vaguement plus exigeant ?

Le temps de la prudence

Rassurons-nous en tout cas, tout continue selon les mêmes principes qu'il y ait ou non des problèmes d'emploi, qu'on ait ou non l'esprit inquiet et quel que soit l'état des consciences.

Non, il n'est pas fini le temps des décisions prises par un seul homme au profit des quelques mêmes mandarins dont le talent ne cautionne pas forcément les positions dominantes. Pensons ici, une fois de plus, à l'affaire des Halles. Là, des années durant se sont affrontées l'idée d'un concours et les mesures princières. C'est encore le fait du prince qui l'aura emporté, (ce qui serait heureux si le fait était éclatant, mais ce n'est pas le cas), M. Louis Arretche, l'inimitable auteur de la nouvelle église de Rouen (*le Monde* du 24 mai) apparaissant comme le



—Le Front de Seine vu de Beaugrenelle

coordonnateur de cette histoire. Le concours international qui aurait dû être organisé par la mairie l'est, dans l'ombre, par le Syndicat de l'architecture (plus de mille architectes de toute nationalité se sont déjà présentés). Notons ici qu'un des membres éminents du syndicat se serait abstenu de concourir, après s'être vu proposer un petit coin des Halles par la mairie. Ce qui donne une curieuse idée du lien qui unit les beaux principes et la pratique.

Les cinq crimes contre l'urbanisme que dénonçait en 1972 Constantin Doxiadis — immeubles trop élevés, dispersion des constructions, constructions non reliées, gigantisme, absence de chaleur humaine — ont été commis et continuent de l'être, bien qu'on en connaisse les méfaits. Quant à Paris, c'est de moins en moins un super-Dresde, de plus en plus un sous-Detroit, selon la formule de deux urbanistes américains, Hazan Ozbekhan et Howard Perlmutter. Il faut voir Ménilmontant, le treizième arrondissement rénové, le quinzième arrondissement nettoyé...

Mais ce n'est pas pour autant que les certitudes se sont effondrées. Elles tiennent comme le béton si, comme lui, elles mûrissent et évoluent. Nous avons eu cinquante années de cubes, médiocres ou atroces pour la quasi-totalité d'entre eux : c'était alors la solution, l'absolu auquel chacun devait se plier. Théoriciens et enseignants transmettaient le dogme avec l'assurance de l'Inquisition. Aujourd'hui, les mêmes ou peu s'en faut sont passés au dogme opposé, reniant avec des précautions variables le quatrième CIAM et la *Charte d'Athènes* mais affirmant avec autant d'assurance : « *Nous nous sommes trompés, mais maintenant nous détenons la vraie vérité !* » Et les théories et les dogmes de refleurir : la machine marche à reculons sans changer de ligne, sans changer de vitesse. Si c'est un mieux, il est d'ores et déjà trop tard. Si ces nouvelles certitudes sont aussi vaines que les précédentes, il faut s'attendre que la ville ne s'arrange pas. Peut-être serait-il l'heure de mettre au tiroir ces certitudes et de prendre le temps — pas celui dont on fait de l'argent, celui de la prudence. Peut-être est-ce cela et non les solutions *a priori*, même si l'expérience a eu lieu, qui pourrait changer quelque chose. La prudence pour les architectes. Et si nous proposions le silence à nos chers urbanistes ?

Prenons l'exemple d'une épopée : celle du Front de Seine. Prenons-le parce qu'il aura été un des cocoricos majeurs de Paris, parce qu'un effort particulier s'y est manifesté pour en faire un ensemble homogène.

A l'origine de ce qui n'est pas la gloire de la capitale, faut-il rappeler qu'il y a la vaste agence de Raymond Lopez, mort en 1966 ? Raymond Lopez voulait un Paris propre, net, dogmatiquement urbanisé, et dénonçait vigoureusement les « thuriféraires de l'antiquité ». Avec Michel Holley, aussi discret qu'efficace et qui a efficacement poursuivi son œuvre, il est le principal responsable et auteur du secteur Italie, de l'ensemble Maine-Montparnasse (pas la tour), des Hauts de Belleville, et de ce glorieux Front. Nous oublions sans doute quelques vétilles, mais, avec des honoraires de 4 ou 5 % du coût des constructions, elles n'ont guère d'importance. Au fait, on finira bien par savoir qui nous a fait le nouveau visage de Paris.

Derrière le Front, belle image guerrière, comme derrière toutes ces grandes opérations, il y avait l'idée qu'il fallait urbaniser en force ce tissu urbain (le tiers de Paris) inadapté « à notre temps et plus grave encore (qui) n'exploite pas la valeur du sol ». Etaient visés tous les bâtiments de moins de quatre étages et n'ayant pas les 20 % du confort minimum. Cette définition du taudis, si subjective qu'elle fût et directement liée à des théories hygiénistes primaires, définition qui excluait alors toute « réhabilitation », comme on dit désormais, permit donc de déblayer le terrain pour le bonheur des hommes.

Michel Holley s'en fut à Milan, Philadelphie, Volgograd... et, faisant état du retard pris par la France dans le domaine de l'urbanisme par rapport à ces villes comme s'il s'agissait d'une course (plus vite, plus haut, plus propre) conçut, avec Raymond Lopez et quelques autres, le Front dont il est ici question. Bien que peu « républicain », l'aspect linéaire et homogène de Paris, dû à ses alignements et à la hauteur de ses bâtiments, fut jugé harmonieux : les tours auraient une hauteur égale.

Notre « Manhattan » a donc vu s'élever vingt tours, plantées sur une vaste « dalle ». Sous la dalle, les parkings nécessaires à l'afflux d'automobiles que provoquerait cette sur-urbanisation. La dalle est propre et triste, triste parce que trop propre. Elle est généralement déserte. C'est un lieu de transit piétonnier que l'on appréhende de traverser. Ainsi le soleil et la pluie semblent s'y manifester plus férocement qu'ailleurs sans que l'homme puisse s'en protéger. Elle est percée de grands puits carrés au fond desquels on aperçoit la voirie souterraine et les parkings. Les quelques enfants qui jouent au pied des tours craignent d'y faire tomber leur ballon.

La dalle se comporte comme une forteresse. C'est un espace fermé, difficile d'accès. Jusqu'à l'ouverture du centre Beaugrenelle, elle n'était desservie que par de petits et discrets escaliers et une pente pour handicapés. Le front est ainsi un espace fermé à la ville, une ville dans la ville : c'est là sa différence essentielle avec les « villes nouvelles », autres avatars d'autres certitudes urbanistiques, qui sont, somme toute, des villes hors de la ville, des villes hors d'elles-mêmes, est-on tenté de dire.

Les couloirs de Beaugrenelle

Les tours n'appellent guère de commentaire. Elles sont presque toutes laides à des degrés divers (précisons ici que leur réalisation a été confiée à plusieurs architectes). Elles dureront sans doute plus longtemps que leurs belles et grandes sœurs américaines qui sont, elles, construites dans un esprit éphémère.

Les appartements y sont sans nul doute confortables (confort standard ou un peu plus, avec quelques pointes de luxe et quelques touches sociales), si les échanges entre habitants paraissent sensiblement moins riches et nombreux que dans la vieille ville pas propre. Et, lorsqu'il y a échange, ils doivent être suscités, canalisés, organisés.

Ces tours ont cependant un avantage double : les habitants, de leur hauteur, peuvent se payer visuellement Paris, et ces tours sont les seuls endroits, pour reprendre une expression généralement utilisée à l'attention de Montparnasse, d'où on ne les voit pas. Elles ont un très relatif intérêt, lié à leur statut de tour, c'est qu'elles ont échappé à ces proliférations de balcons (ah !, le verre fumé !) dont souffre ailleurs la ville et dont un bon exemple, si l'on peut dire, se trouve un peu après le Front de Seine, en allant vers l'ouest ; cette large tartine balconnée, vaguement courbe et dotée de pointes gentiment futuristes (on y voit, le soir, une unique pièce allumée).

A toutes choses malheur est bon : au crépuscule, ou tôt le matin, par temps clair, le Front de Seine peut être beau sous les rayons obliques du soleil. Il est net et brillant. Il faut dire que l'apparition de la dernière des tours, celle d'Andrault et Parat, a un peu amélioré l'image de l'ensemble. La tour Totem, la seule qui échappe aux formes parallélépipédiques ou strictement cylindriques, apporte une touche de recherche à l'ensemble. On eût souhaité, pour elle, la voir plantée ailleurs.

Le Front ? Une architecture de « glace », au sens propre et au sens figuré. Une architecture plus que jamais de « façade », née de troubles origines fonctionnelles. Mais il fallait achever l'œuvre. Ce fut, et c'est Beaugrenelle.

Entre le Front et Beaugrenelle, les conceptions ont évolué. Finis la rigueur, le rejet du décor et de la fantaisie. Vive l'urbain ! Ne fallait-il pas d'ailleurs compenser la froideur mortelle du Front, créer un déversoir à tous ces « châteaux d'hommes » qui fasse office de vie citadine ? La rue et le commerce n'étant qu'une « fonction » de la ville — et les fonctions se devant de rester strictement cloisonnées, — tout ce qui est animation urbaine y a été concentré.

Puisqu'il s'agit d'un retour à la ville, Beaugrenelle a été jumelée avec Manhattan : la statue de la liberté au bout de l'île aux Cygnes était un bon prétexte. Le 24 avril dernier, le centre a donc ouvert ses portes avec force flons-flons d'outre-Atlantique. Il y a eu à cette occasion plus de curiosité que de franche gaieté, mais au moins « ça » bougeait.

Parlera-t-on d'architecture à propos de Beaugrenelle ? (dû à Michel Proux, Georges Srot et le bureau d'Atcora). C'en est en tout cas un excellent simulacre : un mastodonte protéiforme tout fait d'emprunts comme s'il s'agissait de plaire à chacun. C'est d'ailleurs assez le cas, puisque c'est un centre avant tout commercial.

Question emprunts, on remarquera surtout les arcades : celles de la longue pente qui descend vers le quinzième arrondissement, celle du pont sous lequel on passe pour aller rue Keller, celles, brutalement arrêtée au milieu d'une arche, façon ruine, qui recouvre une partie d'une des deux passerelles, vers la partie est du Front. Ces arcades, quelle que soit leur qualité, et elle n'est pas grande, frappent la vue du passant, comme n'importe quelle arcade dans n'importe quelle ville. Un emprunt classique, en somme, un élément d'architecture mis en scène de manière assez drôle.

Il y a, abritant le marché aux fleurs et une crêperie à l'ancienne, un grand toit aux poutres largement apparentes : c'est pour le calme de la campagne et la fraîcheur des halles. Ici et là, dans un style plus moderne, quelques tubulures d'acier, garnies de verre : on prendra un agréable « drink » sous les fers bleutés du patio. Il y a même des parasols. Quant aux formes pleines des parties habitables, percées de petites fenêtres mais abîmées par de sinistres rambardes, elles évoquaient, avant qu'elles ne soient malencontreusement peintes à la provençale, le vieux Paris et ses mouvantes hauteurs de toit (y aurait-il donc deux Paris ?). Enfin, pour ne pas insister sur la décoration intérieure du centre commercial (cuivre et verre marbré), contentons-nous de la référence à n'importe quel drugstore.

Un simulacre d'architecture, l'alibi du Front de Seine en matière de variété citadine ? Sans doute, mais ce médiocre ensemble a le mérite d'être assez réjouissant et on y est bien accueilli : par la longue pente à arcade, par un monumental escalier côté Seine, si large et compliqué qu'on commence à s'y perdre, pour se perdre assez bien ensuite, et avec un certain amusement, dans les couloirs du gros Beaugrenelle. Pour le trouver ? Deux ou trois grosses boules jaunes qui n'ont strictement aucun sens. Pour s'y garer : un parking qui, une fois n'est pas coutume, ne vous rend pas claustrophobes et dont la signalisation est ingénieuse. Va pour le simulacre.

FREDERIC EDELMANN.

(Jeudi 16 août.)

Châteaux à vendre

On pouvait voir à Angers pendant l'été de 1976 une exposition consacrée à un très curieux architecte du cru, René Hodé, qui construisit force châteaux de style « troubadour » entre Mayenne et Vendée au milieu du siècle dernier.

Les clients de Hodé étaient des gentilshommes légitimistes (Falloux en particulier), des bourgeois enrichis et pensant bien, qui, refusant de servir l'usurpation orléaniste ou impériale, quittèrent après 1830 Paris et la politique active pour se retirer dans leurs terres, les mettre en valeur, les agrandir, y vivre à l'anglaise, y répandre la bonne parole, y préparer surtout la reconquête sociale de la paysannerie.

Comme l'écrivait l'un d'entre eux, le baron de Wismes, en 1885 : « *Un des meilleurs moyens de restauration sociale, de nos jours, c'est de vivre au milieu du peuple de nos campagnes, d'épouser ses intérêts et ses goûts, de lui frayer la route des vrais progrès, en conservant toujours sur lui la supériorité des lumières et du dévouement... Telle est la voie qui nous est ouverte pour nous retremper nous-mêmes et reconquérir une légitime influence sur le pays.* » A la naïveté de l'expression près, c'était exactement le programme de Balzac tel qu'il l'a exposé dans *les Paysans* ou *le Lys dans la vallée*.

L'architecture issue d'un tel programme se devait d'être parlante, et, le goût romantique aidant, Hodé emprunta surtout aux époques monarchistes et chrétiennes par excellence, à la fin du Moyen Age et à la Renaissance, parfois au style Louis XIII.

Des tours, des toits à poivrières, des créneaux, des pinacles, une dissymétrie ingénuement pittoresque et autour de ces vastes et confortables demeures des parcs généralement admirablement tracés et plantés dont le charme est un peu celui de la campagne anglaise en même temps qu'il résume la somptueuse et paisible fécondité de l'Anjou.

Hodé eut de nombreux émules et, si on ne peut le comparer tout à fait à Viollet-le-Duc ou aux maîtres du « *gothic revival* », ses meilleures créations frappent par l'aisance, la gaieté du parti, l'invention et l'homogénéité des ensembles décoratifs, constituant ainsi un remarquable témoignage du goût de l'époque. D'autant qu'avec leurs étangs, leurs communs, leurs fermes, leurs écuries, toujours traités avec beaucoup de soin, ils illustrent fort bien l'histoire de l'agronomie au dix-neuvième siècle.

Il n'est pas difficile d'imaginer à quel point tout cela est aujourd'hui menacé. Les fortunes se sont défaites, souvent les familles n'ont plus la pugnacité ou la conviction de jadis, les frais d'entretien sont énormes et les moyens mêmes d'entretenir font défaut. Comme la remontée de faveur du dix-neuvième siècle est en France particulièrement lente et qu'il y a peu de temps encore les services intéressés considéraient que tout ce qui est postérieur à 1815 est architecturalement sans intérêt, aucun de ces châteaux, en dehors de celui de Brézé, n'est classé ni même inscrit à l'Inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Privés d'aide (et l'Etat ou les régions ne peuvent aider tout le monde), les propriétaires baissent les bras, se réfugient dans les communs et, à l'exception de quelques-uns qui ont courageusement entrepris eux-mêmes les travaux de retauration, regardent avec mélancolie leur château devenir peu à peu une chose qui fut. Vendre ? Mais à qui ? D'autant que ces châteaux sont trop nombreux pour devenir tous des colonies de vacances, maisons de retraite ou de convalescence.

Il se passe en somme en Anjou ce qui se passe un peu partout en France (et en Grande-Bretagne, en Italie) pour la partie du patrimoine qui n'est pas protégée ou récupérée par les fortunes nouvelles, lesquelles préfèrent d'ailleurs, en général, l'accorte fermette et le mas à piscine artistement aménagé. Cela dit, les pierres, surtout celles du dix-neuvième siècle, ont la vie dure et nous ne parlerions pas aujourd'hui de Hodé et de ses confrères, si le Tentateur ne s'était depuis quelque temps manifesté en Anjou sous la forme d'une entreprise belge, la société Van der Elst, spécialisée dans le démontage et la démolition qui, depuis treize ans, a réglé son compte à un certain nombre d'usines en Belgique, de couvents en Espagne, dit-on, et de châteaux français.

La liste s'allonge

Comment les choses se passent-elles ? Un propriétaire, épouvanté par un devis de réparation particulièrement sanglant, insère une offre de vente dans la presse. Tel Jules Berry dans *les Visiteurs du soir*, la société Van der Elst apparaît aussitôt, propose de raser gratis (offrant même parfois quelques piécettes), démonte le château par le menu et emballe le tout, les tours, les pinacles, les cheminées, les meubles, les clochetons, les lambris, les mâchicoulis, les poutres, n'oublions surtout pas les poutres, qui sont, en matière d'immobilier, les plus irrésistibles arguments de vente.

Une fois emballés, les « *membra disjecta* » du château sont expédiés au Benelux, en Allemagne, voire aux Etats-Unis, où ils sont vendus au détail ou entièrement reconstitués, selon les goûts et les moyens du client. On a récemment signalé l'apparition d'une tour de Hodé ou façon Hodé près de Charleroi, dans la région de Plymouth, dans les environs de Breda et quatre châteaux angevins ont déjà été mis en caisse : la Colterie, la Bouverie (un des meilleurs Hodé), la Membrole et, il y a quelques jours, sans que personne en ait été averti et ait pu intervenir, Cimbré-en-Tiercé.

Selon des informations non confirmées, mais non démenties, quatorze châteaux seraient en passe de subir le même sort, et la liste d'attente pourrait indéfiniment s'allonger, la fièvre troubadour battant son plein et la soif de poutre paraissant inextinguible.

L'affaire de Tiercé a provoqué une très vive émotion en Anjou où l'on crie au « pillage du patrimoine national » et où l'on dénonce avec raison cette grave atteinte portée au caractère artistique de la province et à son histoire. Hodé n'est pas Geoffroy Plantagenêt, mais, comme Bonchamp et David (réunissons-les puisque l'on doit à l'un l'admirable tombeau de l'autre à Saint-Florent-le-Vieil), il a écrit un chapitre des annales angevines. Cela dit, que faire et à qui s'en prendre ?

L'Etat ? Dans la situation actuelle, à moins de prendre les grands moyens, ce qu'il ne paraît pas disposé à faire, il ne peut guère intervenir. Les Belges ? Ils ne semblent ni violer ni contourner la loi et se vantent même de faire œuvre de bienfaisance, le directeur de l'entreprise ayant fait, selon notre confrère *le Courrier de l'Ouest*, cette charmante déduction : « *De toute manière, nous vous apportons des devises, nous consommons du pétrole français et des produits locaux... C'est la vie.* »

Quand aux propriétaires, on peut regretter leurs faibles lumières culturelles (« *Si encore cela avait été du XVIII*e *siècle*, nous a déclaré l'un d'entre eux, *j'aurais peut-être fait un effort.* ») Mais ils sont libres de vendre leurs biens et ils résistent d'autant moins à la tentation que démolir eux-mêmes leurs châteaux leur coûterait fort cher et qu'ils n'obtiendraient peut-être pas aussi facilement que la société belge l'autorisation de le faire.

Et c'est là que l'on peut tout de même se poser quelques questions. Le permis de démolir est délivré par les maires, mais il est instruit par diverses instances, dont les services départementaux du ministère de l'environnement et du cadre de vie. Et il est pour le moins étrange que, dans aucun des quatre cas précédemment cités, ces services n'aient songé à informer leurs bien-aimés collègues de la culture et de la communication. Bel exemple de l'affectueuse collaboration qui devait s'établir entre les deux ministères !

Autre observation : l'exposition Hodé a eu lieu en 1976. Elle a été très remarquée, si remarquée qu'on l'a fait venir à Paris, où l'accueillit la Caisse des monuments historiques. Le problème était donc connu et, en trois ans, on avait le temps d'établir au moins un pré-inventaire, qui permet de veiller au grain, d'intervenir avec des arguments précis lorsque les menaces se précisent. Cela n'a pas été fait, et il ne semble pas que la Rue de Valois ait prêté une oreille bien attentive aux informations que lui ont adressées les associations de sauvegarde du département.

Sans doute l'on ne peut tout conserver, et certains de ces châteaux disparaîtront dans un avenir plus ou moins lointain. C'est la vie, comme l'a déclaré le distingué directeur de la société Van der Elst. Il ne devrait tout de même pas être tellement difficile de calmer un peu l'ardeur de ces messieurs. Le temps de se mettre au travail et de préparer le recensement qui éviterait le pire, comme l'a fait en 1978 le musée de Tours pour « *la Touraine néo-gothique* ».

Nous avons récemment parcouru la région. Il y a là des merveilles qui organisent de façon parfaite le paysage agricole, exaltent les sites, disent l'histoire d'un pays. Challain-la-Potterie en particulier, le plus connu des châteaux de Hodé, est une apparition stupéfiante, une sorte de songe architectural digne des plus belles pages de Nerval et de Charles Nodier. « *Guerre aux démolisseurs !* », disait déjà Hugo. En reprenant le flambeau, la jeune direction du patrimoine trouverait une excellente occasion de manifester son émergence à l'Etre et son entrée dans la carrière.

ANDRÉ FERMIGIER.

(Samedi 11 août.)

LETTRES

Aguirre, le missionnaire de l'enfer

● *Une expédition qui tourne au cauchemar.*

LOPE DE AGUIRRE est un petit bailli de la justice espagnole. Il débarque au Pérou en 1537, devient « sergent de bataille », dresseur de chevaux et comploteur. On l'appelle déjà Aguirre le fou. Mais c'est un peu plus tard que son génie va s'épanouir. En 1560, une expédition doit descendre l'Amazone et découvrir l'improbable royaume de l'or. Aguirre s'enrôle et l'expédition change. Ce n'est plus vers l'or qu'elle cingle, mais vers la mort et la haine. Aguirre est un cauchemar.

Le chef des deux brigantins et des trois mauvais chalands qui descendent l'Amazone est Pedro de Orsùa, un brave homme. Aguirre le fait tuer, désigne un autre chef, Don Fernando, et se nomme mestre de camp. Dès ce moment, les deux cents hommes de l'expédition de l'El Dorado sont dans sa main. Le long voyage va devenir un long meurtre dont la chronique, qu'a réussi à tenir un rescapé, Francisco Vasquez, écœure, fascine. C'est cette relation que publient les éditions Fayard dans leur excellente « Bibliothèque des voyageurs ». Dans la même série paraît un autre titre, d'un intérêt égal, le reportage écrit par Stanley (1), il y a un peu plus de cent ans, « Comment j'ai retrouvé Livingstone ».

La maîtresse de Pedro de Orsùa, on la saigne au couteau. Le successeur de Pedro, le faible Don Fernando, on le tue, et ce n'est rien encore. Aguirre a besoin de plus de sang. Il s'acharne sur les meilleurs, sur ses amis les plus fidèles. Tous les moyens sont bons, le couteau et l'épée, la garrotte et la noyade. Quand un soldat massacré s'enfonce sous les eaux de l'Amazone, Aguirre le contemple dans une espèce d'extase. Parfois, Aguirre commence à tuer, par exemple en coupant un bras, et puis il se ravise et il soigne, mais encore une autre idée, il finit d'assassiner.

Des crises de fureur le secouent. Il voudrait tuer tous les prêtres, tous les juges, toutes les femmes de mauvaise vie. Joli programme, qu'il n'aura pas le temps d'accomplir, mais, sur l'Amazone, il aura assassiné déjà vingt-cinq de ses compagnons, vingt-cinq autres dans l'île Margarita, où l'on repose, et ensuite, quelques douzaines encore.

Tant d'épouvante et ce pouvoir intriguent. Par quel maléfice ce petit homme, de peu de figure et qui boitait, règne-t-il sur sa bande, et comment ses soldats ne se révoltent-ils pas ? Francisco Vasquez nous dit qu'il était un parleur prodigieux. Un discours, et il renverse les esprits. C'est un rusé aussi, mais ses ruses sont de l'arrière-monde. Par exemple, il sait lier ses compagnons à leurs propres infamies. Un jour, il fait abattre six innocents dont un vieillard. Un peu plus tard, à minuit, il réveille ses soldats, organise un cortège illuminé de chandelles, et les conduit vers le charnier où gisent les corps : « *Regardez ce que vous avez fait. Il n'y aura plus un lieu de la terre où vous pourrez vivre tranquilles après avoir commis ces crimes, sauf en ma compagnie.* »

Aguirre était-il seulement une âme sombre et malade, et qui voulait établir son empire sur le néant ? Ou bien un millénariste, un de ces hallucinés que la Renaissance produit en quantité et qui voulait hâter l'apocalypse pour le plaisir de Dieu et le repos des hommes ? Etait-il la « colère de Dieu » comme le dit Herzog dans le film sublime qu'il lui a consacré ?

La relation de Francisco Vasquez et la lecture qu'en fait son préfacier, Manoël Faucher, suggèrent d'autres voies. Elles sont peut-être plus étonnantes. Aguirre aurait été conduit par une extraordinaire vision politique. Il a lancé la première déclaration d'indépendance de l'histoire de l'Amérique. Dès qu'il assure son pouvoir sur l'expédition, en effet, il en bouscule les règles. Au lieu de chercher l'El Dorado, il descend jusqu'à l'Atlantique, remonte vers le Venezuela, entend traverser l'isthme de Panama pour prendre le Pérou à rebours, le conquérir, le proclamer indépendant.

C'est laver à bon compte un personnage impardonnable, mais il est vrai qu'on repère dans Aguirre des constances. Vasquez reproduit la longue lettre qu'Aguirre, du fond de son rêve, expédie à Philippe II, le roi d'Espagne, pour lui dire son projet. Texte magnifique et amer, un délire, mais contrôlé, et qui s'achève sur cet adieu au roi : « *Fils de tes fidèles vassaux du Pays basque, mais, moi, rebelle, jusqu'à la mort, à cause de ton ingratitude. — Lope de Aguirre.* »

Des couleurs noires

Il faut ajouter néanmoins que cette volonté politique est enrichie de couleurs bien noires. Une fois, comme la tempête immobilise l'expédition, Aguirre hurle : « *Est-ce que Dieu pense que, parce qu'il pleut, je ne dois pas aller au Pérou et détruire le monde ?* » Quant à Dieu, Aguirre n'est pas de ses amis. Il en vomit les serviteurs, moines et prêtres. Il est un champion du blasphème, et sa philosophie est celle du néant. « *Si je dois mourir abattu dans cette province, je n'en crois pas à la parole de Dieu, ni à la secte de Mahomet, ni à Luther, ni au paganisme, mais seulement qu'on naît et qu'on meurt.* »

Les derniers jours sont hallucinants. Avec sa troupe fourbue, Aguirre est cerné par les soldats du roi. Il tombe malade. Par quel prodige les désespérés qui le transportent dans un hamac ne s'en débarrassent-ils pas, d'autant qu'Aguirre les met au défi : « *Tuez-moi ! Tuez-moi !* » Ensuite, ses soldats débandés, Aguirre est seul, ou presque, avec sa petite fille Alvira qu'il aime. Il la tue, pour qu'elle ne devienne pas « la putain de tous ». Les soldats du roi l'abattent, le découpent en quartiers, et sa tête sera exposée dans une cage de fer.

Aujourd'hui encore, la mémoire du forcené n'est pas éteinte en Amérique du Sud. Lorsque, dans les nuits torrides, des sortes de feux follets illuminent les herbes de la forêt, ce sont des « feux d'Aguirre » — comme si le tyran n'avait abandonné sur la terre que cette trace dérisoire, ces petits clins d'œil de l'enfer.

GILLES LAPOUGE.

(Vendredi 17 août.)

★ AGUIRRE OU LA FIEVRE DE L'INDEPENDANCE - Relation véridique de l'expédition de l'Omagua et de l'El Dorado (1560-1561), de Francisco Vasquez. Traduit, présenté et annoté par Manoël Faucher. Fayard, « Des Voyageurs », 298 pages.

(1) *Comment j'ai retrouvé Livingstone*, de Stanley. Fayard, 331 pages.

Les observations d'un jésuite en Chine

● *Un évangéliste très « confucéen ».*

« *LES Chinois cueillent les feuilles au printemps, les sèchent à l'ombre et les gardent pour cette décoction. (...) On la boit, ou plutôt on la hume, toujours chaude, et, par son amertume tempérée, elle n'est pas désagréable à la bouche. (...) Les Japonais mêlent ces feuilles pulvérisés en un gobelet plein d'eau chaude, à la quantité de deux ou trois cuillerées, et boivent cette potion ainsi mêlée. Mais les Chinois jettent quelque quantité de ces feuilles en un petit vaisseau d'eau bouillante, et après, quand elle a attiré la vertu et faculté des feuilles, ils la boivent chaude, rejettant les feuilles.* »



Illustration extraite de la carte de Chine tirée de l' « Atlas Siniens », de Martin de Martinis, pl. I, édité chez Jean Blaeu, Amsterdam 1655.

Non, il ne s'agit pas de la découverte du thé dans *Astérix chez les Bretons*, mais de la description, tirée de l'*Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine*, rééditée par Desclée de Brouwer, du très sérieux missionnaire jésuite Matteo Ricci, le premier Européen qui ait vécu et soit mort à Pékin. L'un des plus grands missionnaires de tous les temps, selon le sinologue Edouard Duperray. Ricci fut aussi, pour notre plaisir et notre édification, un observateur méticuleux et un écrivain amusant.

Aucun détail ne lui échappe, et, lorsqu'il note la coutume chez les femmes depuis leur jeune âge « *d'envelopper très étroitement leurs pieds avec des bandes* », car leur beauté est jugée en grande partie selon la petitesse du pied, ce célibataire malicieux ne peut pas s'empêcher d'ajouter : « *Cela semble être de l'invention de quelque homme sage, afin qu'il les retint en la maison et qu'elles ne courussent pas par les rues.* »

« *Notre spécialité*, aiment à répéter les jésuites, *c'est de n'en avoir point.* » Et de fait, on en trouve partout et dans toutes les disciplines. Ils peuplaient les cachots secrets pour prêtres proscrits dans l'Angleterre élisabéthaine et fournissaient les confesseurs de Louis XIV et les conseillers de la cour impériale de Catherine de Russie ; les casuistes défendaient le « probabilisme » contre Pascal et élaboraient des thèses régicides, tandis que leurs frères missionnaires se faisaient tuer aux Indes ou fondaient la République du Paraguay.

La « querelle des rites »

C'est pourquoi, autant que missionnaire, Matteo Ricci s'est montré un homme de science émérite, à la fois mathématicien, astronome et géographe. Mais la science, chez lui, était au service de la foi et faisait partie de sa stratégie missionnaire. Stratégie qui peut se résumer ainsi : incorporation aussi complète que possible à la haute société chinoise, en adoptant le style de vie — et jusqu'aux habits de soie et au port de la barbe — de la caste des lettrés confucéens ; utilisation de ses connaissances scientifiques pour gagner l'estime des lettrés et la bienveillance de l'Empereur ; présentation de la doctrine chrétienne dans des formes adaptées à l'esprit chinois.

Et là nous touchons à la fameuse controverse autour des « rites chinois », soulevée, à son insu, par Ricci et réglée, après sa mort, par le Saint-Siège, au grand dam de l'évangélisation en Chine. C'est là, également, où on peut émettre quelques réserves à l'égard du livre *Histoire de l'expédition chrétienne au royaume de la Chine*, par ailleurs admirable pour l'érudition de sa présentation. Le texte qui nous est présenté est une traduction française de la version latine faite en 1613 par le jésuite belge Nicolas Trigault des carnets de voyage de Ricci. Malheureusement, Trigault a non seulement complété les différentes parties inachevées par Ricci, mais il a parfois déformé la pensée de Ricci afin de rendre son récit plus acceptable par les autorités romaines et le dédouaner de tout soupçon de libéralisme. C'est ainsi qu'il souligne les superstitions des Chinois, et durcit la pensée de Ricci.

Même légèrement altérée, cette pensée est claire : puisque la révélation chrétienne s'adresse à tous les hommes et que l'humanité est d'une variété infinie, il faut respecter la culture chinoise autant que possible et ne chercher à la modifier que lorsque c'est absolument nécessaire. Il s'ensuit que, puisque le confucianisme n'est pas une religion, mais une sagesse philosophique, on peut conserver le culte rituel des ancêtres. Ricci n'avait donc aucun scrupule à autoriser les convertis à participer aux honneurs rendus à Confucius.

La querelle des rites ne concerne pas la liturgie catholique, comme on le dit souvent, puisque le pape Paul V autorisa, en 1615, les prêtres autochtones à dire le bréviaire, à administrer les sacrements et à célébrer tous les offices liturgiques, y compris la messe, dans le chinois littéraire.

Mais, faute de prêtres autochtones, cette dernière permission ne fut jamais utilisée, et, après la mort de Ricci en 1610, l'autorisation d'instituer une liturgie chinoise, demandée par le nouveau général des jésuites, fut refusée, ainsi que la permission pour les catholiques de pratiquer le culte des ancêtres. Voilà comment l'entreprise missionnaire jésuite, menée si brillamment par Matteo Ricci, se solda par un échec.

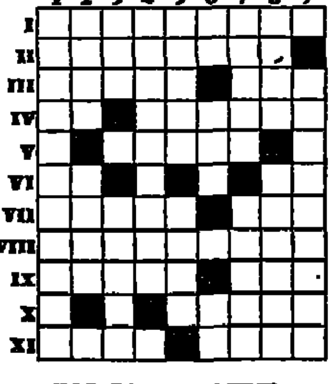
ALAIN WOODROW.

(Vendredi 17 août.)

★ HISTOIRE DE L'EXPEDITION CHRETIENNE AU ROYAUME DE LA CHINE, de Matteo Ricci et Nicolas Trigault, Desclée de Brouwer, 742 pages.

LES MOTS CROISES

PROBLEME N° 1728



HORIZONTALEMENT

I. Met à l'abri de toute précipitation. — II. S'élèvent souvent quand il y a la coqueluche. — III. Nom qu'on donne à un ange ; Un bon sujet. — IV. Saint de Bigorre ; Qualifie une pièce souvent réservée aux nouveaux mariés. — V. Un arrêt généralement imprévu. — VI. N'est pas un agrément en Angleterre ; Symbole pour un métal commun. — VII. Fera l'innocent ; Es étendu. — VIII. Se combattent avec des lances. — IX. Se porte sur les épaules ; Devient sourd quand on l'étouffe. — X. Sur l'Uruguay. — XI. Fait circuler ; Nom de campagne.

VERTICALEMENT

1. Endroit envahi par les moucherons. — 2. Ses eaux alimentent Paris; Passé à l'huile. — 3. Rayon; Haute, pour celui qui veut monter. — 4. Peut qualifier un présent. — 5. Est parfois un peu marteau ; Evoquent un célèbre pont. — 6. Saint de Normandie ; Comme le cœur, quand on sait à quoi s'en tenir ; Suffisamment (épelé). — 7. Un million, dans l'immobilier ; Jaillit comme du sang. — 8. Peut évoquer Adam ; Peut conduire à la morgue. — 9. Nom de guerre.

Solution du problème n° 1727

Horizontalement

I. Flottable. — II. Euphorie. — III. Iéna ; SA. — IV. Na ; Noël. — V. Laitues. — VI. Arriéré. — VII. Entendeur. — VIII. Tir ; EE ; EG. — IX. Anée ; Sûre. — X. Gosse. — XI. Es ; Tulipe.

Verticalement

1. Feuilletage. — 2. LU; Ninos. — 3. Opiniâtres. — 4. Théâtre ; Est. — 5. Ton ; Urne ; Eu. — 6. Aranéides — 7. Bi ; Osée ; Uni. — 8. Lésé ; Ruer. — 9. Allergène.

GUY BROUTY.

« *Voyage autour du Mont-Blanc* » DE RODOLPHE TÖPFFER

Montagne, ô mes délices...

par Jacqueline Piatier

RODOLPHE TOPFFER a enchanté mon enfance, sans que je m'en doute : des premières lectures, seuls les héros émergent et non leur créateur. Je vivais avec les aventures en images de *M. Vieux-Bois*. Passionnée par ce Don Quichotte de fantaisie, j'ignorais que Töpffer, écrivain suisse, serait reconnu plus tard pour cet aspect graphique de son œuvre comme l'ancêtre de nos bandes dessinées. J'ignorais encore plus que, de son temps (1799-1846), et au-delà, la célébrité l'avait touché pour un genre d'ouvrages tout à fait différents, quoique également illustrés : le récit d'excursion alpestre, et que les deux volumes de ses *Voyages en zigzag*, le premier publié en 1844, le second en 1853, six ans après la mort de leur auteur, lui avaient valu l'attention très admirative de Sainte-Beuve.

Je n'ai jamais retrouvé les *Histoires de M. Vieux-Bois* disparues dans les vicissitudes de la guerre et dont j'ignore si elles ont revu le jour. C'est l'autre Töpffer, le montagnard, que, devenue montagnarde moi-même, j'ai découvert cet été, au cœur des Alpes, où justement il nous entraîne, dans une réédition fort bien venue.

M. TOPFFER avait bon pied et mauvais œil... Du moins sa vue était-elle assez mauvaise pour qu'il ait dû renoncer à la carrière de peintre, où s'était illustré son père, professeur de dessin de l'impératrice Joséphine. Il ouvrit une institution pour jeunes gens à Genève dont il était citoyen, et c'est avec ses élèves et accompagné de sa femme qu'il se mit à parcourir les montagnes. Les premiers *Voyages en zigzag* sont modestement sous-titrés « Excursions d'un pensionnat en vacances dans les cantons suisses et sur les revers italiens des Alpes ».

En 1842, il récidive à la tête d'une troupe de vingt-deux personnes, assisté d'un majordome, Mme Töpffer à ses côtés, qui se lance dans une balade de vingt-trois jours qui va comporter, en premier lieu, le tour du Mont-Blanc. Il part de Martigny dans le Valais, passe le col de la Forclaz, traverse Chamonix, Saint-Gervais, franchit, non sans effroi, le col du Bonhomme, puis celui des Fours et de la Seigne, qui l'amène à Courmayeur. De là, par l'hospice du Grand-Saint-Bernard, le col et le val Ferret, il rejoint son point de départ. Boucle bouclée en neuf jours de marche, où l'on a couché dans les auberges de village quand il s'en trouve ou dans les cabanes d'alpage gardées par des bergers. C'est moins qu'il n'en faut pour apaiser les ardeurs de ce promeneur infatigable. Il remonte le val d'Hérens jusqu'à Envolène, le val de Saint-Nicolas jusqu'à Zermatt, il remonte le cours du Rhône jusqu'au Grimsel.

C'est le récit de cette expédition que la « Bibliothèque des voyageurs » vient de rééditer en gratifiant Töpffer d'un titre qui ne lui a jamais appartenu. *Ce voyage autour du Mont-Blanc*, qui s'agrémente de tant d'autres fioritures, n'est qu'une partie, la plus importante, du second volume des *Voyages en zigzag*.

TOUT alpiniste aujourd'hui a l'esprit fixé sur Ferdinand de Saussure et sa première ascension du mont Blanc dont Maspero vient de rééditer le récit. Expédition héroïque, scientifique, et qui marque une étape décisive dans l'histoire de nos loisirs montagnards, puisque maintenant c'est en procession de fourmis qu'on gravit les sommets alpins. Dans cette histoire, Töpffer mérite aussi largement sa place. Mais ce qu'il annonce, ce sont nos « randonnées », nos « collectives ». La prouesse d'escalade ne le tente pas. Partout où il passe passe aussi la mule, qu'on décharge de ses sacs dans les endroits périlleux. Il y en a dans ces cols haut situés, et il arrive à M. Töpffer d'y connaître le vertige : « *Alors le cœur bat de prodigieux roulements, la tête court la prétentaine, les membres flageolent... Ah ! les vilains moments !* »

M. Töpffer n'enjolive pas son récit. Il n'y manque ni la pluie, ni la neige, ni les brouillards, ni le froid, ni le vent. Mais frimas traversés, peines endurées, peurs vaincues, font partie de sa philosophie du plaisir née d'une alternance entre la détente et l'effort où tout montagnard reconnaîtra la sienne.

IL ne faut pas attendre de ce livre une suite d'aventures. C'est même sa gageure de retenir le lecteur sans aucun élément dramatique. Le voyage se passe sans incident sinon sans anecdotes, dans lesquelles l'effroi que causent les taureaux joue un rôle inattendu. Le tempérament du reporter fait tout, et M. Töpffer porte en lui une allégresse des plus communicatives. Il s'intéresse à tout et il a pour tout voir, paysages et gens, l'œil exercé de l'artiste. S'il n'a pas été peintre, il était né dessinateur. A tout bout de champ, il croque et recommande l'art du croquis au promeneur. Sainte-Beuve le tenait pour un très fin paysagiste, non seulement avec son crayon mais aussi avec sa plume. Nous goûtons moins aujourd'hui ses descriptions, que les notions de majesté, d'harmonie et la manie des adjectifs gâtent, selon la mode du temps. Mais à cette mode, en original indépendant qu'il est, Töpffer échappe souvent. Hors des morceaux de bravoure, il trouve l'image concrète qui fait mouche, le raccourci qui cerne d'un trait. « *Au couvent*, écrit-il après une nuit à l'hospice du Grand-Saint-Bernard, *sortir du lit n'est pas récréatif... Tout est froid comme une roche à l'ombre.* » Et voici la vision qu'il reçoit du grand col Ferret avant de le gravir : « *Il est, pour l'heure, gai comme un manteau noir, riant comme un crêpe pendu au séchoir d'un teinturier.* »

M. Töpffer est à coup sûr un pédagogue qui moralise abondamment. Mais il est au moins autant un humoriste, et rien ne le révèle mieux que ces portraits de touristes croisés sur les sentiers dont il dresse en un rien de temps un pittoresque inventaire : touriste « *barbu, chevelu, trapu, touriste pekoe* », anglais évidemment, « *rasé de frais, parachevé de toilette, et dédaigneux de tout, excepté de sa provision de thé super fin* », touriste pie qui arbore fièrement les taches de sueur sur sa chemise. Les montagnes de ce temps-là n'étaient pas aussi solitaires qu'on se plaît aujourd'hui à les imaginer quand trois cents alpinistes quêtent le gîte et le couvert dans un refuge de cent places.

DES voies d'accès se sont ouvertes, la route goudronnée conduit en bien des lieux — pas en tous — que Rodolphe Töpffer ne gravissait qu'à pied ; la vallée de Zermatt, où les villageois jouaient encore des mystères, est devenue un haut lieu de sports d'hiver ; on n'est plus reçu de col en col par des bergers tout occupés de leurs fromages ; les vaches elles-mêmes ont pratiquement déserté les Alpes. Demeure surtout inchangé le profond rapport à la montagne que traduit ce récit, avec ses joies conquises, ses fringales apaisées, son sentiment de l'absurde vaincu... Ce M. Töpffer, maître de pensionnat, était un drôle : on le suit nostalgiquement dans un passé qui n'est plus, et les sentiments qu'il exprime sont toujours les nôtres.

(Vendredi 17 août.)

★ Fayard, « Bibliothèque des voyageurs », 392 pages.